

Méthodologie



ESTIMATIONS MONDIALES DE L'ESCLAVAGE MODERNE: TRAVAIL FORCÉ ET MARIAGE FORCÉ



En partenariat avec



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

Méthodologie des Estimations mondiales de l'esclavage moderne: travail forcé et mariage forcé

GENÈVE, 2017



Ceci est un ouvrage en libre accès distribué sous licence Creative Commons Attribution 3.0 IGO (<http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/igo>). Les utilisateurs peuvent réutiliser, partager, adapter et développer l'œuvre originale, même à des fins commerciales, comme indiqué dans la licence. Le Bureau international du Travail (BIT), la Walk Free Foundation et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) doivent être clairement mentionnés comme propriétaires conjoints de l'œuvre originale. L'utilisation du logo du BIT, de la Walk Free Foundation et de l'OIM n'est pas autorisée dans le cadre du travail des utilisateurs.

Traductions - En cas de traduction de cet ouvrage, la clause de non-responsabilité suivante doit être ajoutée avec l'attribution: La présente traduction n'a pas été réalisée par le Bureau International du Travail (BIT), la Walk Free Foundation ou l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) et ne doit pas être considérée une traduction officielle du BIT. Le BIT, la Walk Free Foundation et l'OIM ne sont pas responsables du contenu ou de l'exactitude de cette traduction.

Adaptations - En cas d'adaptation de cet ouvrage, la clause de non-responsabilité suivante doit être ajoutée avec l'attribution: Il s'agit d'une adaptation d'une œuvre originale du Bureau international du Travail (BIT), de la Walk Free Fondation et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Les idées et opinions exprimées dans l'adaptation n'engagent que l'auteur ou les auteurs de l'adaptation et ne signifient pas que le BIT, la Walk Free Foundation ou l'OIM y souscrivent.

Toutes les questions relatives aux droits et licences doivent être adressées à Publications de l'OIT (Droits et licences), CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org.

Méthodologie des Estimations mondiales de l'esclavage moderne: travail forcé et mariage forcé, Bureau international du Travail (BIT) et Walk Free Foundation, Genève, 2017

ISBN: 978-92-2-230935-1 (imprimé)

ISBN: 978-92-2-230936-8 (PDF web)

Egalement disponible en anglais: *Methodology of the global estimates of modern slavery: Forced labour and forced marriage*, ISBN: 978-92-2-130136-3 (imprimé) ISBN: ISBN 978-92-2-130137-0 (PDF web), BIT, Genève, 2017; et en espagnol: *Metodología de las estimaciones mundiales sobre la esclavitud moderna: Trabajo forzoso y matrimonio forzoso*, ISBN 978-92-2-331041-7 (imprimé); ISBN 978-92-2-331042-4 (PDF web), BIT, Genève, 2017.

Les désignations utilisées dans cette publication, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail ou de l'Organisation internationale pour les migrations aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail ou l'Organisation internationale pour les migrations souscrivent aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail ou de l'Organisation internationale pour les migrations aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les informations sur les publications et les produits numériques du BIT sont disponibles à l'adresse: www.ilo.org/publns.

Le présent rapport du BIT a été financé par le Département du Travail des États-Unis d'Amérique (USDOL) dans le cadre de l'accord de coopération no. IL-244921-13-75-K du projet "Global Research on Child Labour Measurement and Policy Development" (GLO/13/21/USA).

Les opinions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les points de vue ou les politiques du Département du Travail des États-Unis. Le fait que des marques commerciales, des produits commerciaux ou des organismes y soient mentionnés ne signifie pas non plus qu'ils sont cautionnés par le Gouvernement des États-Unis d'Amérique. 100% des coûts du projet GLO/13/21/USA sont financés par des fonds fédéraux, pour un total de 7 000 000 de dollars des États-Unis.

Remerciements

Ce rapport a été rédigé conjointement par le Service des principes et droits fondamentaux au travail de l'OIT et la Walk Free Foundation, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). L'analyse statistique, l'exercice d'estimation et la préparation de l'étude ont été effectués conjointement par Michaelle De Cock, BIT, Jacqueline Joudo Larsen, Walk Free Foundation, et Farhad Mehran, consultant du BIT, en étroite collaboration avec Harry Cook et Eliza Galos, OIM.

Les contributions de collègues des trois organismes partenaires ont été reçues avec gratitude. En particulier, nous remercions Azfar Khan et Houtan Homayounpour, BIT, Fiona David et Katharine Bryant, Walk Free Foundation, et Mathieu Luciano, OIM.

Au cours de sa préparation, le présent rapport a bénéficié d'une série de contributions fournies par d'éminents universitaires, par le personnel de nombreuses organisations internationales et par des représentants de la société civile. Des discussions avec des experts ont été nécessaires pour l'élaboration des estimations globales et, à cet égard, le Bureau international du Travail, la Walk Free Foundation et

l'Organisation internationale pour les migrations aimeraient remercier tout particulièrement les membres du Groupe d'examen par les pairs: Siddarth Kara (Université de Harvard et Université de Californie/Berkeley), Pablo Diego-Rosell (Gallup), Jan Van Dijk (chercheur indépendant), Vijay Verma (chercheur indépendant) et Sheldon Zhang (Université du Massachusetts/Lowell) pour leurs conseils sur les méthodologies et les choix de données liés à l'élaboration des Estimations mondiales.

Un rapport technique comme celui-ci n'aurait pas été possible sans de vastes consultations auprès d'un large éventail de collègues qui ont consacré un temps précieux à la rédaction et à l'examen du document. Nous remercions chaleureusement le Département de statistique de l'OIT et le Département des normes internationales du travail de l'OIT pour leur soutien, et en particulier Hakki Ozel, Steven Kapsos, Deepa Rishikesh et Rosinda Silva. L'important soutien à la recherche fourni par Stefanie Ruehl et Ana Schmidlin, consultants du BIT, ainsi que Davina Durgana et Elise Gordon, de la Walk Free Foundation, est très apprécié.



Table des matières

Introduction	9
Terminologie	11
Types de travail forcé	11
Partie A. Principaux résultats	15
Résultats mondiaux	15
En 2016, le nombre de personnes victimes d'esclavage moderne était estimé à 40,3 millions	15
Caractéristiques démographiques des victimes	16
Sexe	16
Âge	18
Répartition régionale	20
Prévalence par région	21
Migration des victimes de travail forcé	23
Travail forcé et travailleurs migrants par niveau de revenu régional	24
Durée et nombre total de victimes au cours des cinq années analysées	25
Présentation détaillée des résultats	25
Exploitation par le travail forcé	25
Exploitation sexuelle commerciale forcée	29
Travail forcé imposé par l'État	32
Mariage forcé	35
Estimations de la durée et des flux de l'esclavage moderne	39
Exploitation par le travail forcé et exploitation sexuelle commerciale forcée	41
Travail forcé imposé par l'État	41
Mariage forcé	41
Comparabilité avec les estimations antérieures	41
L'estimation actuelle et l'estimation de l'OIT de 2012	42
Les présentes estimations et l'estimation du Global Slavery Index de 2016 de la Walk Free Foundation	44
Partie B. Méthodologie	47
Cadre de mesure	48
Catégories de travail forcé	48
Exploitation par le travail forcé des adultes	53
Exploitation sexuelle commerciale forcée	70
Travail forcé des enfants	74
Travail forcé imposé par l'État	77
Mariage forcé	80
Limites des données	84
Évaluation des résultats	85
Futures orientations pour les mesures	92
Annexes	93
Annexe 1. Pays et composition des régions	93
Annexe 2. Liste des pays de l'enquête	100
Notes finales	103



Introduction

L'engagement mondial pris dans le cadre des Objectifs de développement durable (ODD) en vue d'éliminer l'esclavage moderne, la traite des êtres humains, le travail forcé et le travail des enfants rend encore plus urgente la compréhension de l'ampleur et des manifestations de ces problèmes. Il est capital de disposer de mesures exactes pour établir des estimations de référence qui permettront d'évaluer les progrès accomplis et de prendre des décisions pour bien orienter les mesures, les interventions et les ressources.

Mesurer l'esclavage moderne est un défi de taille lorsqu'il s'agit d'enquêter sur une activité criminelle en partie dissimulée. En dépit des limitations, les estimations mondiales de l'esclavage moderne offrent à la communauté internationale les meilleures données et informations disponibles relatives à l'étendue et à la distribution de l'esclavage moderne de nos jours. En outre, il existe un lien entre la cible 8.7 des ODD (sur la prise de mesures immédiates et efficaces pour éradiquer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite des êtres humains et garantir l'interdiction et l'élimination des pires formes de travail des enfants...) et d'autres objectifs et cibles, en particulier l'ODD 5.2 (sur l'élimination de toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles dans les domaines public et privé, y compris la traite), l'ODD 16.2 (sur les mesures pour mettre un terme à la maltraitance, à l'exploitation, à la traite et à toutes les formes de violence à l'égard des enfants et à la torture des enfants), et l'ODD 10.7 (sur les mesures pour faciliter la migration et la mobilité ordonnée, sûre et responsable des personnes, notamment par la mise en œuvre de politiques migratoires planifiées et bien gérées). Les estimations mondiales peuvent également contribuer à atteindre de ces

objectifs et cibles, et notamment en ce qui concerne le vaste ODD 8, qui appelle à la promotion d'une croissance économique soutenue, inclusive et durable, au plein emploi productif et au travail décent pour tous à l'horizon de 2030. Afin d'orienter les mesures prises au titre de la cible 8.7 des ODD, les Estimations mondiales de l'esclavage moderne¹ viennent compléter les Estimations mondiales du travail des enfants².

Le présent rapport explique plus en détail les résultats et la méthodologie des Estimations mondiales de l'esclavage moderne. Étant donné qu'aucune source unique ne fournit de données appropriées et fiables pour toutes les catégories d'esclavage moderne, une méthodologie combinée a été adoptée, s'appuyant sur différentes sources, selon les besoins. L'élément central est constitué par l'utilisation de 54 enquêtes probabilistes nationales spécialement conçues et incluant des entretiens avec plus de 71 000 répondants dans 48 pays. Les données administratives de l'OIM sur les victimes de traite auxquelles l'organisation prête assistance ont été utilisées, conjointement avec les 54 jeux de données pour estimer l'exploitation sexuelle commerciale forcée, le travail forcé des enfants, et la durée de l'exploitation par le travail forcé. Le travail forcé imposé par l'État a, quant à lui, été calculé à partir de sources validées et de révisions systématiques des commentaires des organes de contrôle de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant les conventions de l'OIT sur le travail forcé. La méthodologie utilisée pour compiler ces estimations mondiales associe toutes ces données, qui couvrent une période de référence de cinq ans allant de 2012 à 2016.

Ces estimations sont le fruit d'une collaboration entre le Bureau international du Travail (BIT) et la Walk Free Foundation, en partenariat avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Elles ont bénéficié de contributions d'autres institutions des Nations Unies, en particulier du Haut-Commissariat aux droits de l'homme (HCDH). Elles reflètent deux années de travail collaboratif pour harmoniser les cadres de mesure, perfectionner les instruments d'enquête, recueillir et analyser des centaines de milliers de points de données et, en fin de compte, trouver des solutions à des problèmes de mesure complexes. Cela témoigne d'un engagement profond de toutes les organisations impliquées pour la

réalisation d'une évaluation commune et concertée sur cette question cruciale, qui constitue un premier pas vers des solutions.

Nous espérons également que les conclusions présentées dans ce rapport encourageront les gouvernements à poursuivre leurs efforts de recherche et de collecte de données et stimuleront l'harmonisation des cadres de mesure entre les pays.

Le rapport est structuré en deux parties. La première partie présente les principaux résultats, tandis que la seconde décrit la méthodologie utilisée dans l'élaboration des estimations.

Résumé global des résultats: esclavage moderne, travail forcé et mariage forcé par sexe et région, 2016

		Esclavage moderne		Travail forcé				Mariage forcé			
				Exploitation par le travail forcé		Exploitation sexuelle commerciale forcée		Travail forcé imposé par l'État			
		(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde		40 293	-	15 975	-	4 816	-	4 060	-	15 442	-
Sexe	Hommes	11 648	28,9	6 766	42,4	29	1,0	2 411	59,4	2 442	15,8
	Femmes	28 645	71,1	9 209	57,6	4 787	99,0	1 650	40,6	13 000	84,2
Âge	Adultes	30 327	75,3	12 995	81,3	3 791	78,7	3 778	93,1	9 762	63,2
	Enfants	9 965	24,7	2 980	18,7	1 024	21,3	282	6,9	5 679	36,8

	Esclavage moderne		Travail forcé		Mariage forcé	
	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde	40 293	100	24 850	100	15 442	100
Afrique	9 230	22,9	3 420	13,7	5 820	37,7
Amériques	1 950	4,8	1 280	5,2	670	4,3
États arabes	520	1,3	350	1,4	170	1,1
Asie-Pacifique	25 000	62,0	16 550	66,6	8 440	54,7
Europe et Asie centrale	3 600	8,9	3 250	13,1	340	2,2

Terminologie

Dans le contexte du présent rapport, l'esclavage moderne couvre un ensemble de concepts juridiques précis, dont le travail forcé, la servitude pour dettes, le mariage forcé, l'esclavage et les pratiques analogues à l'esclavage et la traite des êtres humains³. **Bien qu'il ne soit pas défini légalement**, l'esclavage moderne est utilisé comme un terme générique synthétisant des aspects juridiques⁴ qui se recoupent. Pour l'essentiel, il se réfère à des situations d'exploitation qu'une personne ne peut refuser ou quitter en raison de menaces, de violences, de coercition, de tromperie et/ou d'abus de pouvoir.

Afin de rendre mesurable cet ensemble de concepts juridiques, les Estimations mondiales se limitent à deux types essentielles d'esclavage moderne:

- le **travail forcé** (défini par la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé, 1930), et
- le **mariage forcé** (ou mariage sans consentement).

Le **travail forcé** est défini comme tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré⁵. La définition opérationnelle traduit la définition légale comme suit: «toute forme de travail ou de service pour lequel on peut trouver à la fois un élément involontaire et un élément de coercition».

Le travail forcé des enfants s'entend de tout travail accompli par un enfant sous une contrainte exercée par un tiers (autre que ses parents) sur l'enfant ou sur ses parents, ou de tout travail accompli par un enfant comme conséquence directe du fait qu'un parent ou les deux sont eux-mêmes victimes de travail forcé. La coercition peut s'exercer pendant le recrutement de l'enfant, afin de contraindre ce dernier ou ses parents à accepter le travail. Elle peut également se produire une fois que l'enfant travaille, afin de le contraindre à accomplir des

tâches qui ne font pas partie de ce qui était convenu lors du recrutement ou pour l'empêcher de quitter son poste.

TYPES DE TRAVAIL FORCÉ

L'exploitation par le travail forcé dans le secteur privé concerne les catégories de travail forcé imposées par des individus, des groupes ou des entreprises privées de tous les secteurs, hormis l'industrie du sexe. Cette catégorie de travail forcé est nommée **exploitation par le travail forcé**.

Le travail forcé dans le secteur privé en vue de l'exploitation sexuelle commerciale concerne les catégories de travail ou de service forcé imposées par des individus, des groupes ou des sociétés privées impliquant le commerce sexuel. Cette catégorie de travail forcé est nommée **exploitation sexuelle commerciale forcée**. Cela inclut les femmes et les hommes entrés involontairement dans une forme d'exploitation sexuelle commerciale, ou encore ayant intégré volontairement l'industrie du sexe, mais sans possibilité d'en sortir. Elle comprend également toutes les formes d'exploitation sexuelle commerciale des enfants et englobe l'utilisation, le recrutement ou l'offre d'enfants pour la prostitution ou la pornographie.

Le **travail forcé imposé par l'État** concerne les catégories de travail forcé imposé par l'État, quel que soit le secteur dans lequel il est effectué. Cette catégorie de travail forcé est nommée **travail forcé imposé par l'État**. Aux fins du présent rapport, le travail forcé imposé par l'État inclut le travail exigé par l'État dans les contextes suivants: mesure de coercition ou d'éducation politique; sanction à l'égard de personnes qui expriment leurs opinions politiques; punition pour avoir participé à des grèves; méthode de mobilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique; mesure de discipline par le travail; et mesure de discrimination raciale, sociale, nationale ou religieuse. Même s'il est admis que les États peuvent imposer aux citoyens un travail obligatoire dans certaines circonstances, comme par

exemple des obligations civiles ou militaires, ou encore dans le cadre de la mise en œuvre de sanctions pénales, le champ d'application de cette prérogative est restreint par un certain nombre de conditions⁶. Le non-respect de ces conditions peut déterminer l'existence d'un travail forcé imposé par l'État.

Le **mariage forcé** désigne des situations dans lesquelles des personnes, quel que soit leur âge, ont été contraintes de se marier contre leur gré⁷. Une personne peut être forcée de se marier sous une contrainte physique, psychologique ou financière, par tromperie du fait de membres de la famille, du conjoint ou autres, ou par le recours à la force, à des menaces ou à de fortes pressions. Le mariage forcé est proscrit au titre de l'interdiction de l'esclavage et des pratiques analogues à l'esclavage, dont fait partie le mariage servile⁸. Le mariage forcé ou simulé peut également servir de couverture pour des situations de travail forcé et de traite des êtres humains⁹. Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé sont des notions parfois utilisées de façon interchangeable. Bien que certains mariages d'enfants, en particulier ceux impliquant des enfants de moins de 16 ans, soient considérés comme une forme de mariage forcé¹⁰, il est important de noter qu'il existe des exceptions. Par exemple, dans de nombreux pays, les jeunes de 16 et 17 ans qui souhaitent se marier sont légalement en mesure de le faire à la suite d'une décision judiciaire ou avec le consentement parental¹¹.

Aux fins des estimations actuelles, la mesure du mariage forcé est limitée à ce que les enquêtes ont pu appréhender. En d'autres termes, dans ces estimations, le mariage forcé comprend tous les mariages d'adultes et d'enfants que les répondants ont rapportés comme étant forcés et sans consentement, indépendamment de l'âge du répondant. Ainsi, les estimations ne contiennent pas toutes les situations de mariage d'enfants, puisque ces mariages ne sont généralement pas mesurés de façon adéquate avec la précision requise pour une estimation mondiale.

Selon la Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant et la convention (n° 182) de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants de 1999, le terme **enfant** est défini comme toute personne âgée de moins de 18 ans.



Partie A.

Principaux résultats

Résultats mondiaux

EN 2016, LE NOMBRE DE PERSONNES VICTIMES D'ESCLAVAGE MODERNE ÉTAIT ESTIMÉ À 40,3 MILLIONS

Parmi elles, 24,9 millions (62 pour cent) étaient victimes d'une forme de travail forcé et 15,4 millions (38 pour cent) vivaient dans une situation de mariage forcé (figure 1).

Figure 1

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par catégorie

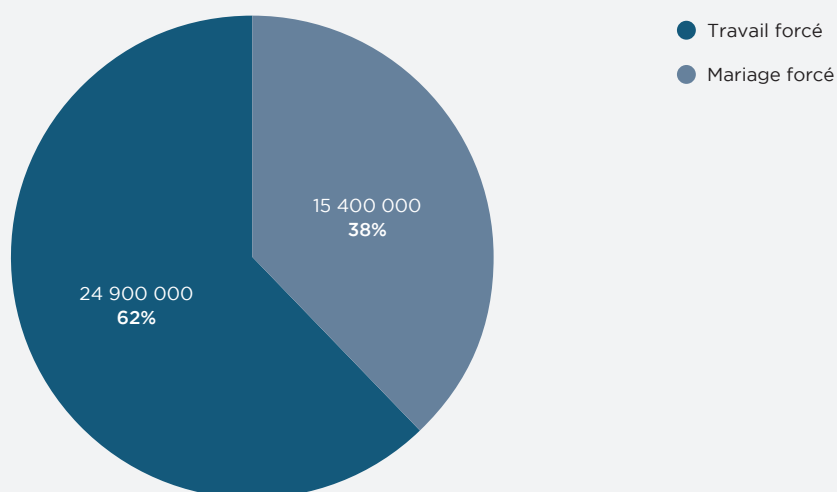
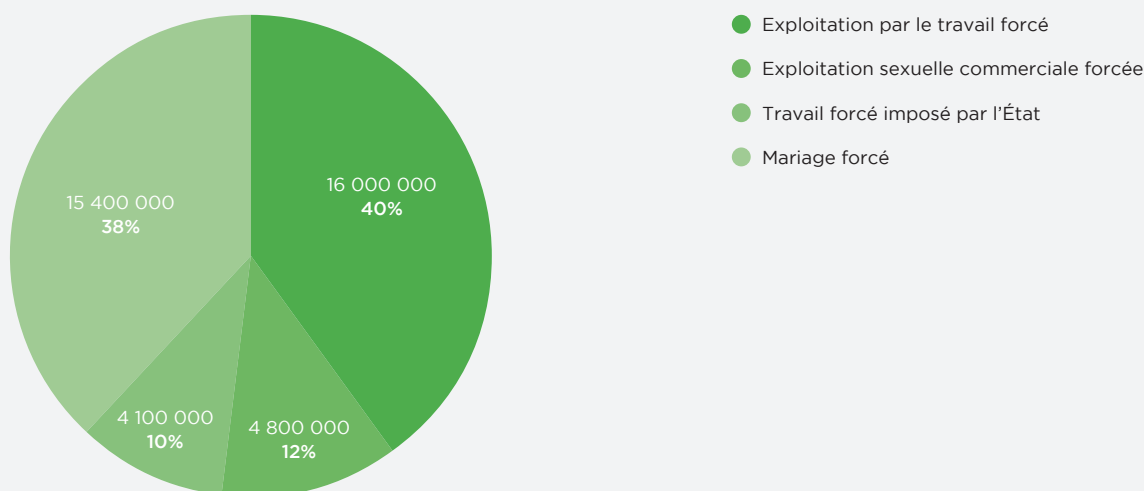


Figure 2

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par sous-catégorie



Parmi les 24,9 millions de victimes d'une catégorie quelconque de travail forcé, 16 millions étaient victimes d'exploitation par le travail forcé dans des secteurs économiques tels que l'agriculture ou la pêche, la construction, le travail domestique et l'industrie manufacturière, 4,8 millions d'exploitation sexuelle commerciale forcée et 4,1 millions de travail forcé imposé par l'État. La figure 2 présente la répartition de l'estimation par sous-catégories d'esclavage moderne.

Sur ce total, certaines victimes ont été piégées dans leur emploi pendant des semaines ou des mois, d'autres pendant des années ou des décennies. D'autres sont recrutées par la force chaque année et contraintes de travailler par des acteurs privés ou par l'État pour quelques jours ou semaines. Cette estimation reflète le nombre moyen de victimes de travail forcé à un moment donné pendant cette période, ce que nous appelons l'estimation du «stock moyen»¹².

Caractéristiques démographiques des victimes

SEXE

L'esclavage moderne touche différemment les hommes et les femmes, ainsi que les garçons et les filles. Cela est le fruit de nombreux facteurs, comme les caractéristiques genrées de certains emplois, un nombre plus important de femmes étant par exemple employé en tant que travailleuses domestiques et un nombre plus important d'hommes dans le secteur de la pêche. Certaines normes de genre, comme le mariage jouent également un rôle significatif. Les données laissent à penser que dans l'ensemble, les femmes sont plus touchées que les hommes par l'esclavage moderne (71 pour cent contre 29 pour cent). Ce constat varie en fonction des catégories d'exploitation, les femmes et les filles représentant 99 pour cent des victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée, 58 pour cent des victimes de travail forcé dans d'autres secteurs, 41 pour cent des victimes de travail forcé imposé par les autorités et 84 pour cent des victimes de mariage forcé (tableau 1 et figure 3).

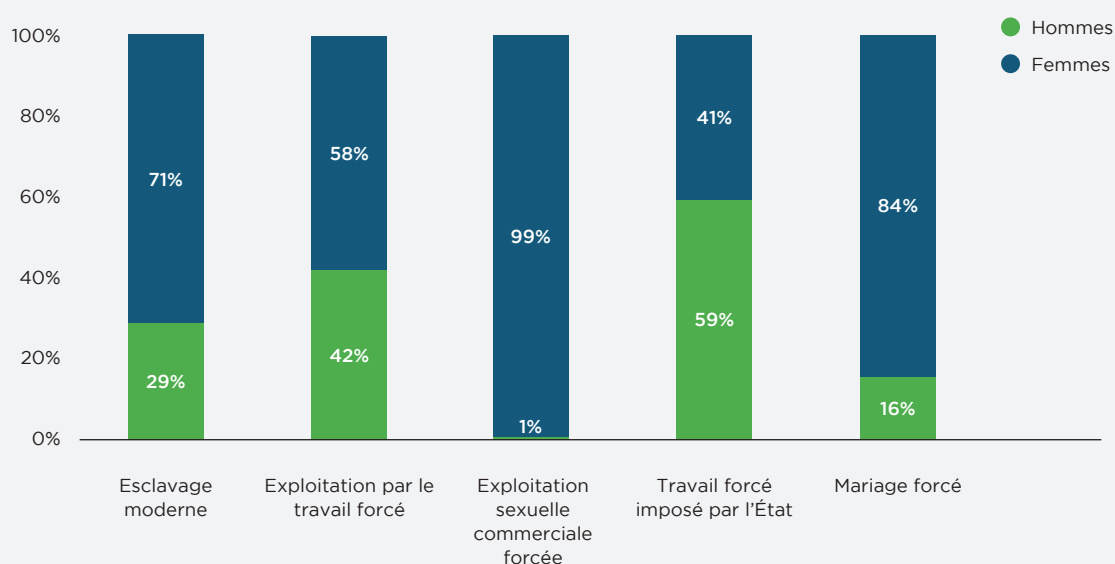
Tableau 1

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par sexe et âge

		<div> <div>Esclavage moderne</div> <div> <div>Travail forcé</div> <div>Mariage forcé</div> </div> </div>									
		Esclavage moderne		Exploitation par le travail forcé		Exploitation sexuelle commerciale forcée		Travail forcé imposé par l'État		Mariage forcé	
		(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde		40 293		15 975	-	4 816	-	4 060	-	15 442	
Sexe	Hommes	11 648	28,9	6 766	42,4	29	1,0	2 411	59,4	2 442	15,8
	Femmes	28 645	71,1	9 209	57,6	4 787	99,0	1 650	40,6	13 000	84,2
Âge	Adultes	30 327	75,3	12 995	81,3	3 791	78,7	3 778	93,1	9 762	63,2
	Enfants	9 965	24,7	2 980	18,7	1 024	21,3	282	6,9	5 679	36,8

Figure 3

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par sexe

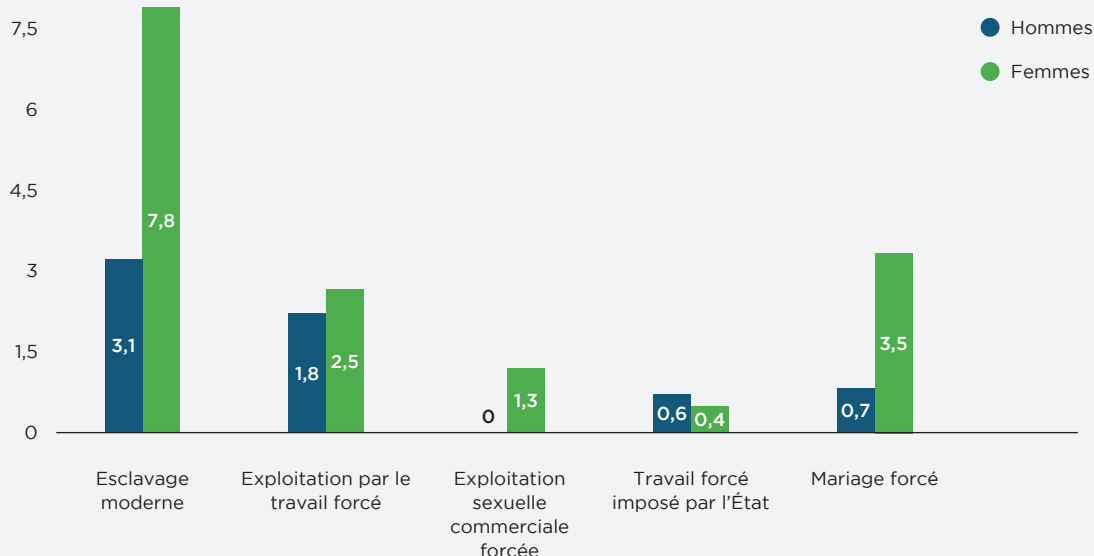


On comptait 7,8 victimes d'esclavage moderne pour 1 000 femmes dans le monde. En comparaison, on dénombrait plus de deux fois moins de victimes de sexe masculin, soit 3,1 pour 1 000. À l'exception du travail forcé imposé par l'État, les femmes étaient davantage susceptibles que les hommes d'être victimes de travail forcé et de mariage forcé (figure 4).

Figure 4

Prévalence de l'esclavage moderne par sous-catégorie et sexe

(nombre de victimes pour 1 000 habitants)



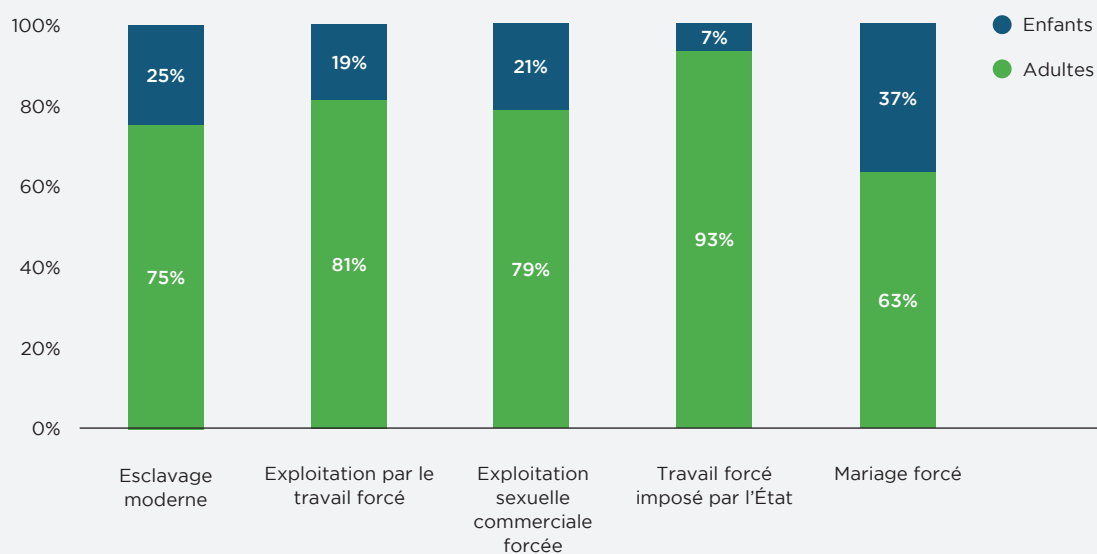
ÂGE

En 2016, une victime sur quatre d'esclavage moderne était un enfant (tableau 1). La part d'enfants victimes de travail forcé variait de 19 pour cent pour l'exploitation par le travail forcé à 21 pour cent pour l'exploitation sexuelle

commerciale forcée et 7 pour cent pour le travail forcé imposé par l'État (figure 5). Parmi les personnes forcées de se marier, 37 pour cent étaient des enfants.

Figure 5

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par sous-catégorie et âge



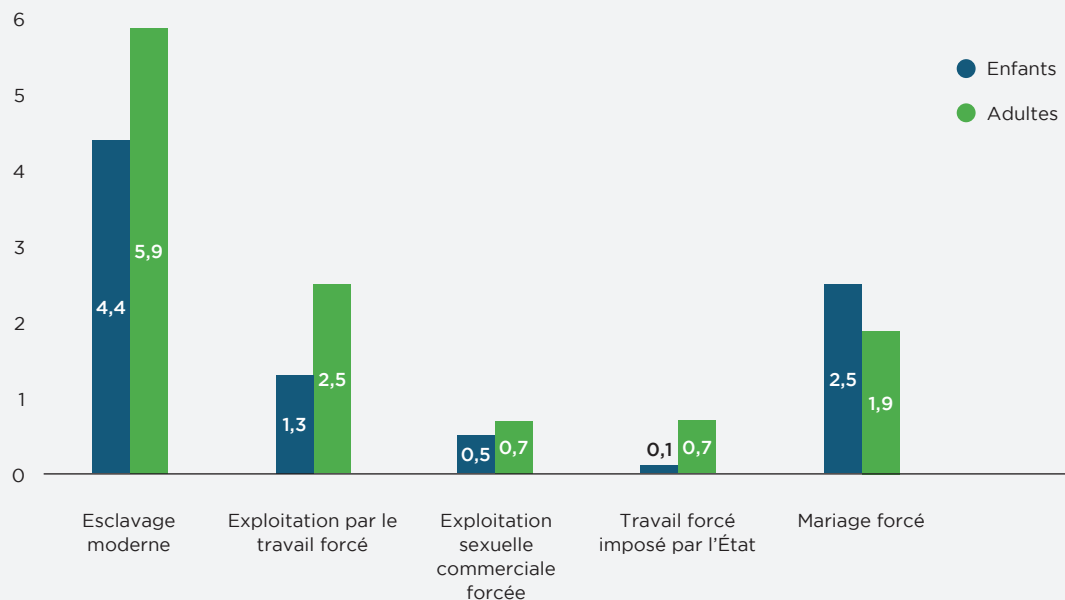
Alors que la proportion de victimes adultes est fortement supérieure à celle des enfants, lorsque la population totale d'adultes et d'enfants est prise en compte, la différence est bien moindre. On comptait ainsi 5,9 victimes d'esclavage moderne pour 1 000 adultes dans le monde, contre 4,4 pour 1 000 chez les enfants. En examinant les taux de prévalence par

type d'esclavage moderne, les adultes étaient davantage susceptibles que les enfants d'être victimes de travail forcé; cependant, les enfants étaient davantage susceptibles que les adultes d'être victimes de mariage forcé. Sur 1 000 enfants dans le monde, 2,5 étaient victimes de mariage forcé, contre 1,9 pour 1 000 chez les adultes.

Figure 6

Prévalence de l'esclavage moderne par sous-catégorie et âge

(nombre de victimes pour 1 000 habitants)



RÉPARTITION RÉGIONALE

Trois victimes sur cinq de l'esclavage moderne au niveau mondial (62 pour cent) étaient exploitées dans la région Asie-Pacifique (tableau 2), suivie de l'Afrique avec 23 pour cent et de l'Europe et Asie centrale avec 9 pour cent. C'est dans la région Asie-Pacifique que la part de victimes pour chaque type d'esclavage moderne était la plus élevée: 73 pour cent des victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée, 64 pour cent des victimes d'exploitation par le travail forcé, 68 pour cent des victimes de travail forcé imposé par l'État et 42 pour cent des victimes de mariage forcé.

Les chiffres régionaux doivent être interprétés avec prudence, en gardant à l'esprit les importantes lacunes et limitations des données. Tel est en particulier le cas en Asie centrale et dans les États arabes, où l'on a mené peu d'enquêtes en dépit de nombreux rapports faisant état de l'existence de travail forcé et de mariages forcés.

Dans le cas des États arabes, et en particulier dans les pays du Golfe persique, l'exploitation des jeunes femmes et des filles comme travailleuses domestiques, et des hommes et des garçons dans l'industrie de la construction, a été bien documentée par de nombreuses organisations internationales et non gouvernementales. Toutefois, l'estimation de l'exploitation

par le travail forcé des adultes est fondée sur des enquêtes auprès des ménages, toutes les situations d'esclavage moderne étant attribuées au pays où l'exploitation a eu lieu, quelle que soit la nationalité ou le pays de résidence du travailleur. Dans une région où plus d'un tiers du total des travailleurs sont des migrants¹³, il a été extrêmement difficile d'avoir accès à ces travailleurs migrants et de documenter leurs expériences, en particulier pendant qu'ils travaillaient, et sans méthodes d'échantillonnage plus ciblées, cela reste difficile même lorsqu'ils sont rentrés chez eux. En outre, il n'y a eu que deux enquêtes nationales dans la région des États arabes, toutes deux réalisées en arabe, mais aucune dans les États du Golfe. Les estimations régionales pour les États arabes sont donc principalement fondées sur les réponses des personnes interrogées dans leur pays d'origine et qui ont parlé de leur précédente situation de travail forcé dans cette région. Ainsi, il est probable que cela ait conduit à sous-estimer l'étendue de l'esclavage moderne dans cette région.

Les estimations de l'exploitation sexuelle commerciale et du travail forcé des enfants ont été obtenues à partir des modèles de profils des victimes enregistrées dans la base de données de l'OIM. Dans l'ensemble, la base de données fournit des données solides, mais la distribution régionale doit être interprétée avec prudence.

Tableau 2

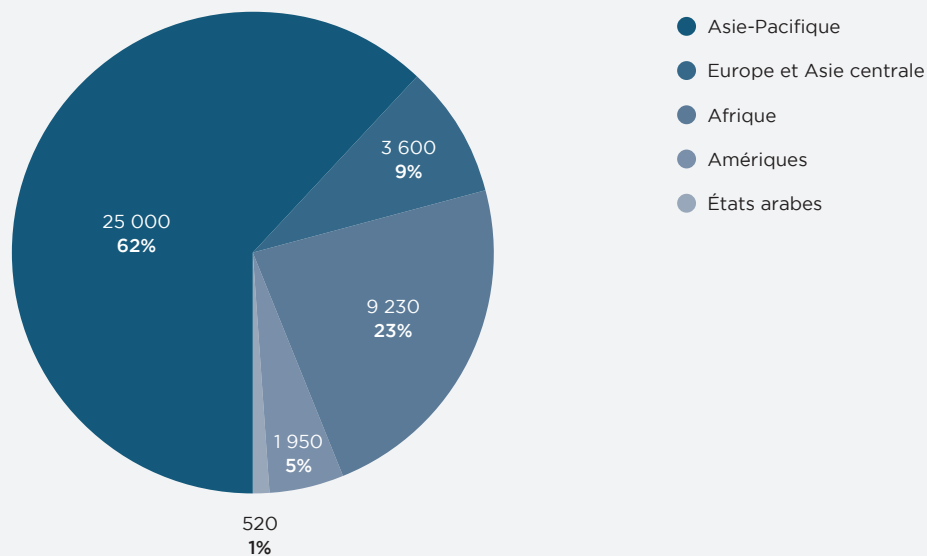
Estimations mondiales de l'esclavage moderne par catégorie et région

	Esclavage moderne		Travail forcé		Mariage forcé	
	(milliers)	%	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde	40 293	100	24 850	100	15 442	100
Afrique	9 230	22,9	3 240	13,7	5 820	37,7
Amériques	1 950	4,8	1 280	5,2	670	4,3
États arabes	520	1,3	350	1,4	170	1,1
Asie-Pacifique	25 000	62,0	16 550	66,6	8 440	54,7
Europe et Asie centrale	3 600	8,9	3 250	13,1	340	2,2

Figure 7

Estimations mondiales de l'esclavage moderne par région

(en milliers)



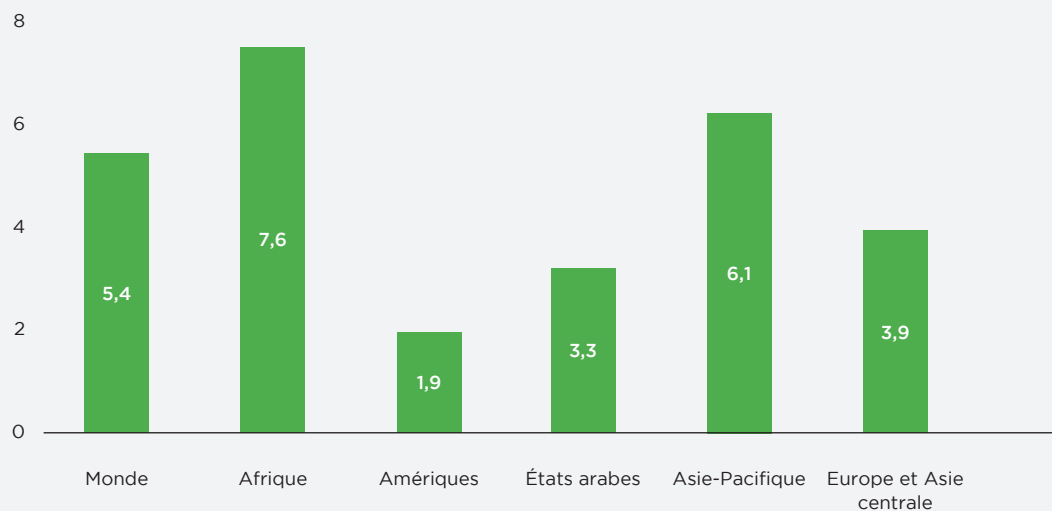
PRÉVALENCE PAR RÉGION

En 2016, on comptait 5,4 victimes d'esclavage moderne pour 1 000 personnes dans le monde. En termes de répartition régionale, le taux le plus élevé se trouve en Afrique, avec 7,6 victimes d'esclavage moderne pour 1 000 (figure 8). On trouve ensuite la région Asie-Pacifique avec 6,1 pour 1 000 et la région Europe et Asie centrale avec 3,9 pour 1 000. La prévalence est moindre dans les États arabes et les Amériques avec respectivement 3,3 et 1,9 pour 1 000 (sans oublier les lacunes et distorsions susmentionnées dans les données).

Figure 8

Prévalence de l'esclavage moderne par région

(nombre de victimes pour 1 000 habitants)

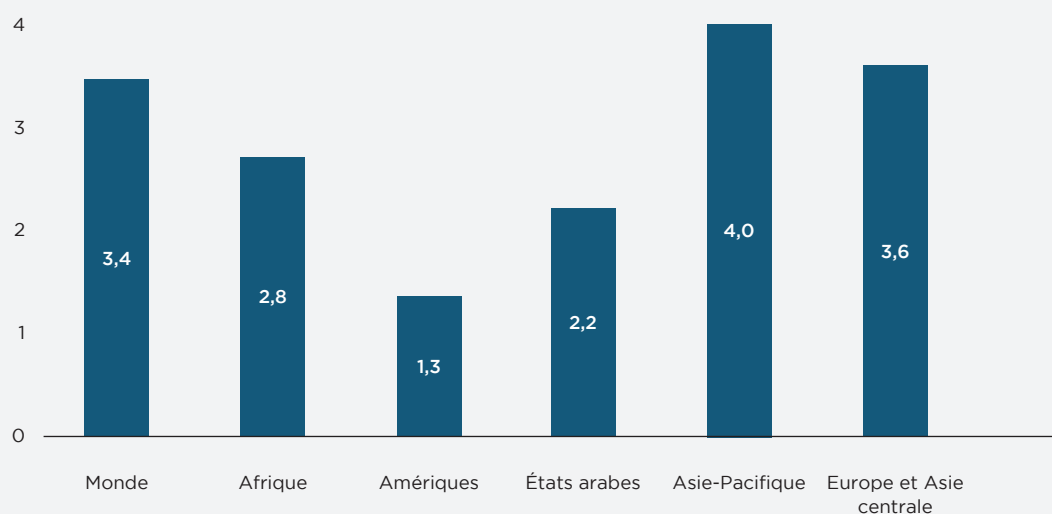


Si on limite la prévalence régionale au travail forcé (figure 9), on note un cas de figure différent, dans lequel la région Asie-Pacifique présente la prévalence la plus élevée (4,0 victimes pour 1 000 habitants), suivie de l'Europe et Asie centrale (3,6) et de l'Afrique (2,8).

Figure 9

Prévalence du travail forcé par région

(nombre de victimes pour 1 000 habitants)



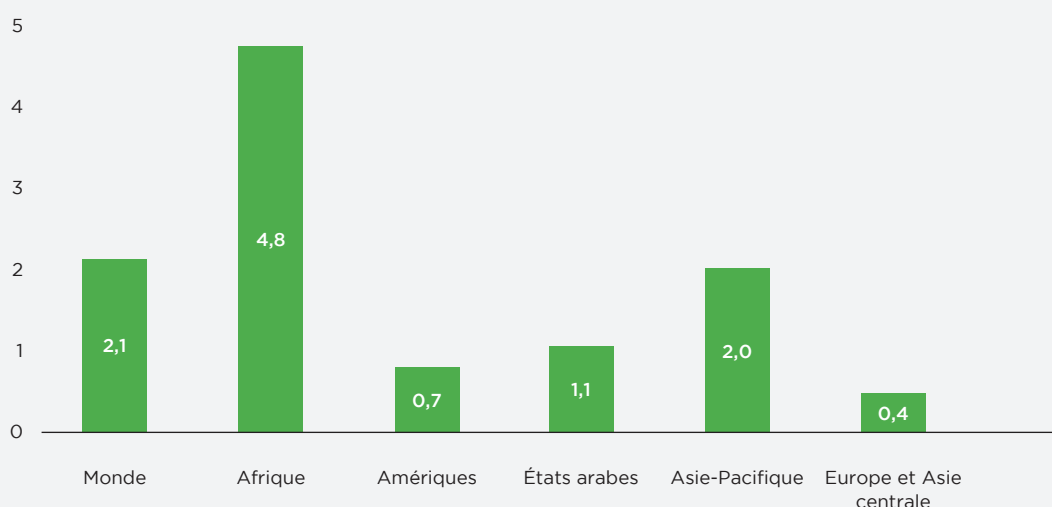
Là encore, la ventilation régionale du mariage forcé est différente. En 2016, on dénombrait 2,1 victimes de mariage forcé pour 1 000 personnes dans le monde. En termes de répartition régionale, le taux (stock moyen) le plus élevé se situe en Afrique, avec 4,8 victimes pour 1 000 dans la région (figure 10). Vient ensuite la

région Asie-Pacifique, avec 2,0 victimes pour 1 000, puis l'Europe et l'Asie centrale et les États arabes, avec 1,1 victime pour 1 000. La prévalence est inférieure dans les Amériques avec 0,7 victime pour 1 000 habitants.

Figure 10

Prévalence du mariage forcé par région

(stock moyen pour 1 000 habitants)



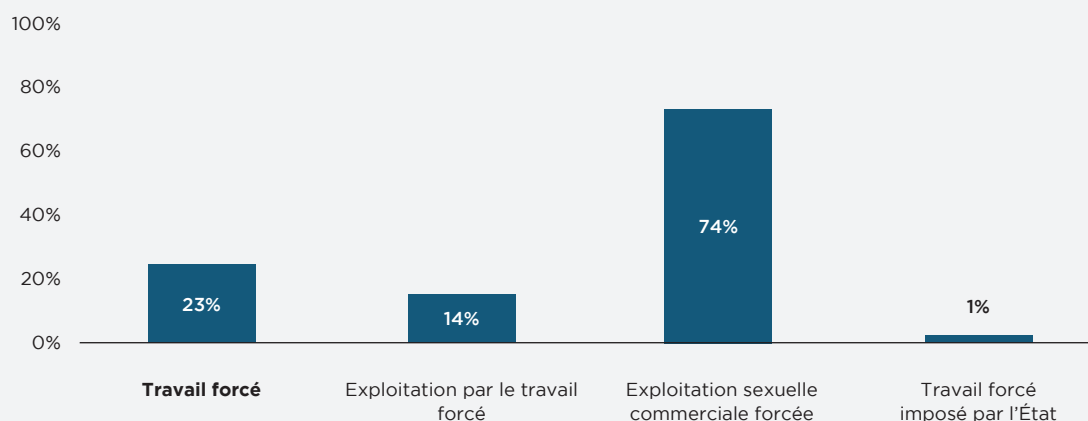
MIGRATION DES VICTIMES DE TRAVAIL FORCÉ

Certaines pratiques migratoires, comme la migration irrégulière ou la migration de main d'œuvre, financées par des usuriers sont souvent citées comme des facteurs de risque de l'esclavage moderne. Cette section examine les données relatives à toutes les catégories de travail forcé du point de vue de la migration internationale. (Les migrations internes n'ont pas été prises en compte par les enquêtes auprès des ménages). En ce qui concerne l'exploitation sexuelle commerciale forcée, la part des migrants internationaux est calculée en utilisant la base de données de l'OIM. Étant donné que le lieu des mariages forcés n'a pas été pris en compte, aucun résultat n'est présenté pour ce type d'esclavage moderne.

Près d'une victime sur quatre de travail forcé a été exploitée en dehors de son pays de résidence (figure 11). Il était plus probable que les victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée travaillent en dehors de leur pays de résidence que les victimes d'exploitation par le travail forcé (74 pour cent contre 14 pour cent)¹⁴. Des recherches supplémentaires sont nécessaires pour mieux comprendre la relation entre migration, travail forcé et exploitation sexuelle commerciale forcée. Il n'est pas surprenant de constater que la quasi-totalité du travail forcé imposé par l'État a eu lieu à l'intérieur des frontières de l'État responsable, les seules exceptions étant les États qui ont forcé des prisonniers et/ou certaines catégories de travailleurs à travailler à l'étranger.

Figure 11

Travail forcé en dehors du pays de résidence par sous-catégorie



TRAVAIL FORCÉ ET TRAVAILLEURS MIGRANTS PAR NIVEAU DE REVENU RÉGIONAL

La pauvreté est souvent citée comme un facteur de risque important pour l'esclavage moderne, et les disparités entre les pays en termes de richesse relative constituent souvent un facteur d'incitation. La pauvreté peut incontestablement influencer de nombreux facteurs comme la santé, l'éducation et l'accès au crédit, et si elle peut conduire à une décision de migrer pour travailler, elle peut également constituer un obstacle à cette migration, car les membres des groupes les plus pauvres sont souvent incapables de réunir l'argent nécessaire pour atteindre leur destination, que ce soit par l'accès à des prêts au sein des communautés locales ou auprès d'autres acteurs de l'industrie de la migration. Jusqu'à présent, peu de données empiriques ont fourni un aperçu du lien entre les niveaux de revenu et les migrations liées au travail forcé.

Les estimations des victimes de travail forcé ont été analysées en fonction des niveaux de revenu du pays d'origine et du pays de destination de la victime (où l'exploitation s'est produite). Les pays sont répartis en quatre catégories régionales en fonction de leur produit national brut (PNB) par habitant¹⁵ en

2015: faible revenu, revenu moyen inférieur, revenu moyen supérieur et haut revenu. 94 pour cent des victimes d'esclavage moderne étaient exploitées dans un pays appartenant au même groupe de revenus que leur pays de résidence (tableau 3). Les personnes exploitées dans des pays à faible revenu et à revenu moyen inférieur provenaient quasi exclusivement de pays de même revenu. Les personnes exploitées dans la région à revenu moyen supérieur présentaient un peu plus de diversité, 3 pour cent d'entre elles ayant migré depuis une région à revenu moyen inférieur et 1,4 pour cent depuis une région à faible revenu. Parmi les victimes d'esclavage moderne exploitées dans des pays à haut revenu, 57 pour cent provenaient d'une région de même revenu, 41 pour cent d'une région à revenu moyen inférieur, 1 pour cent d'une région à faible revenu et 1 pour cent d'une région à revenu moyen supérieur.

La conclusion qui émerge de ces résultats est que dans les pays à revenu élevé, il existe une proportion minimale de travail forcé impliquant des travailleurs migrants issus d'un pays à faible revenu, mais une proportion beaucoup plus importante de travailleurs exploités venant des pays à revenu moyen inférieur.

Tableau 3

Estimations mondiales de l'exploitation par le travail forcé par revenu national

(flux)

Revenu national du pays de résidence	Revenu national du pays d'exploitation			
	Faible revenu (%)	Revenu moyen inférieur (%)	Revenu moyen supérieur (%)	Haut revenu (%)
Total	100	100	100	100
Faible revenu	99,9	0,3	1,4	1,0
Revenu moyen inférieur	0,0	99,7	2,7	40,9
Revenu moyen supérieur	0,1	0,0	95,9	0,9
Haut revenu	0,0	0,0	0,0	57,2

DURÉE ET NOMBRE TOTAL DE VICTIMES AU COURS DES CINQ ANNÉES ANALYSÉES

La durée pendant laquelle les victimes d'esclavage moderne restent dans cette situation varie d'un cas à l'autre. Certaines victimes réussissent à s'échapper après quelques jours ou semaines, mais d'autres sont prises au piège pendant plusieurs années, comme c'est le cas dans les formes traditionnelles de transmission héréditaire du travail en servitude et de certains mariages forcés. La durée est un paramètre déterminant dans le calcul des estimations du nombre moyen de victimes d'esclavage moderne. Les données sous-jacentes aux estimations concernent la période de référence allant de 2012 à 2016. Dans l'ensemble, au cours de ces cinq années, 89 millions de personnes au total ont été victimes d'une catégorie quelconque d'esclavage moderne, quelle qu'en soit la durée.

La durée moyenne de l'exploitation par le travail forcé et de l'exploitation sexuelle commerciale forcée a été estimée à partir de la base de données de l'OIM. Pour les victimes enregistrées après 2012, la durée moyenne de la situation de travail forcé était tout juste supérieure à 20 mois, et de 23 mois pour les victimes d'exploitation sexuelle. Ces deux variables ont été utilisées pour convertir le nombre total de victimes au cours des cinq dernières années en une estimation

du nombre moyen de victimes un jour donné de 2016. La durée du travail forcé imposé par l'État a été calculée pour chaque catégorie de travail forcé.

Présentation détaillée des résultats

EXPLOITATION PAR LE TRAVAIL FORCÉ

Le travail forcé est défini par la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé de 1930¹⁶ comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré.» La présente section se réfère à des adultes en situation de travail forcé imposé par des acteurs privés dans l'agriculture, la pêche, les services et l'industrie. Elle ne concerne pas l'exploitation sexuelle commerciale forcée ni le travail forcé imposé par l'État, qui seront présentés plus avant.

Des hommes, des femmes et des enfants sont contraints de travailler dans différents contextes à travers le monde, comme par exemple pour la fabrication de vêtements dans les usines d'Asie du Sud, l'extraction de minerais dans les

mines africaines, la cueillette de tomates dans les exploitations d'Amérique du Nord, le travail domestique dans des résidences privées d'Asie de l'Est, le travail dans des exploitations agricoles en Amérique latine, la mendicité dans des villes européennes et la construction de gratte-ciels dans les États du Golfe, entre autres secteurs et zones géographiques.

Quel que soit le contexte, une caractéristique spécifique des situations de travail forcé est le manque de volonté du travailleur à occuper le poste ou accepter les conditions de travail, et le recours à la menace d'une peine pour l'empêcher de partir ou le contraindre à travailler. La contrainte peut prendre différentes formes: de la violence physique et sexuelle ou les menaces contre les membres de la famille, à des moyens plus subtils comme la rétention du salaire ou des papiers d'identité, les menaces de licenciement et de dénonciation auprès des autorités.

Le travail forcé a été estimé d'après des enquêtes nationales auprès des ménages dans 48 pays, impliquant des entrevues en face à face avec plus de 71 000 répondants âgés de 15 ans ou plus.

On estime à 16 millions le nombre de personnes victimes d'exploitation par le travail forcé en 2016. En moyenne, celles-ci restent dans cette situation de travail forcé pendant 20,1 mois avant de s'échapper ou d'être libérées. Il y avait plus de victimes de sexe féminin (57 pour cent) que de sexe masculin (43 pour cent). Près de 20 pour cent des victimes d'exploitation par le travail forcé étaient des enfants, qui travaillaient seuls, loin de leur famille, ou encore avec leurs parents.

• Servitude pour dettes

L'analyse des données de l'enquête sur les formes de coercition utilisées confirme que la moitié des hommes et des femmes victimes d'exploitation par le travail forcé se trouvaient dans une situation de servitude pour dettes (51 pour cent). Cette proportion dépasse les 70 pour cent pour les adultes contraints de travailler dans l'agriculture, le travail domestique ou l'industrie

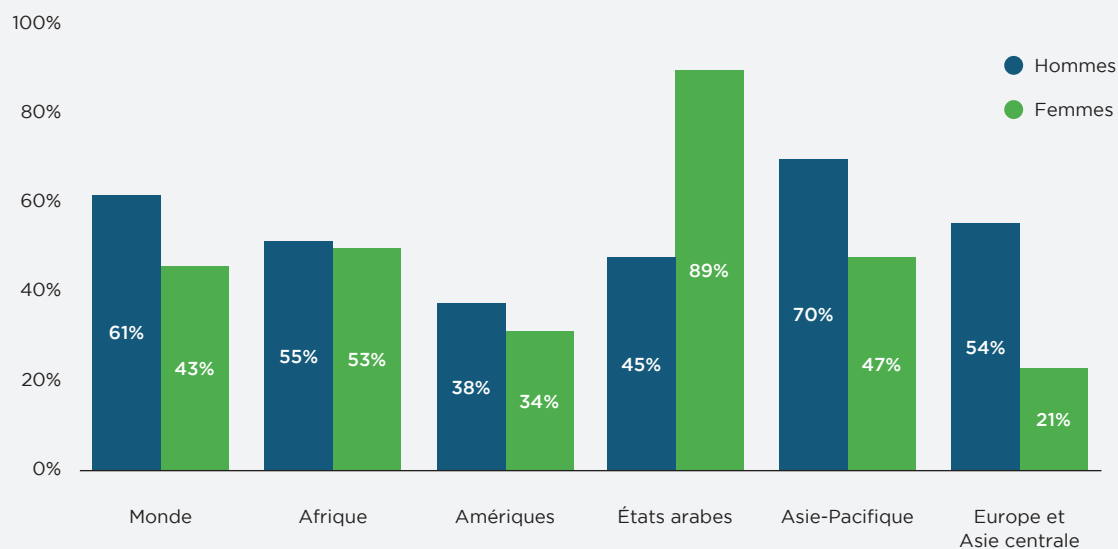
manufacturière. La servitude pour dettes est définie ici comme le travail forcé en vue de rembourser une dette. Dans la plupart des cas, la dette initiale augmente jusqu'à des sommes impossibles à rembourser, et la personne (parfois avec les membres de sa famille) ne peut donc plus quitter son travail, sa dette ne pouvant être remboursée avec son niveau de rémunération. Un répondant de sexe masculin au Bangladesh a décrit l'augmentation ingérable de sa dette de la manière suivante: *«J'ai contracté un prêt pour pouvoir subvenir aux besoins de ma famille. Par la suite, le montant est devenu exorbitant avec les intérêts qui se sont ajoutés au montant initial. Afin de rembourser ma dette, ils m'ont obligé à travailler pour eux. C'est comme ça que j'ai remboursé mon prêt»*.

Dans de telles situations, la dette peut s'étendre sur plusieurs années, voire plusieurs générations. Souvent, de telles dettes sont transférées d'un membre de la famille à un autre, comme l'explique cet homme résidant en Tunisie et qui a répondu à une enquête. Il décrit qu'il a été obligé de *«...vendre des drogues pour rembourser les dettes de mon frère qui était, à l'époque, incarcéré en Italie»*. D'autres ont décrit les charges que représentaient de tels prêts et les situations de vulnérabilité qu'ils engendraient. Par exemple, une victime de travail forcé âgée de 30 ans en Inde a décrit la situation dans laquelle sa femme et lui se trouvaient comme *«... étant devenue une malédiction pour eux deux. Des menaces étaient proférées contre notre famille et on nous a aussi menacés en nous disant que nous serions expulsés de notre maison et du village. Nous avons aussi reçu des menaces de violence»*.

Figure 12

Estimations mondiales de la servitude pour dettes par sexe et région

Pourcentage de victimes du travail forcé en situation de servitude pour dettes



Dans l'ensemble, parmi les victimes de travail forcé, la servitude pour dettes touche plus souvent les hommes que les femmes, trois hommes sur cinq (61 pour cent) et deux femmes sur cinq (43 pour cent) étant considérés comme des travailleurs asservis. Une analyse régionale a révélé que cette proportion était presque égale entre les hommes et les femmes en Afrique et dans les Amériques (figure 12), tandis que la plus forte proportion de femmes en situation de servitude était observée dans les États arabes (89 pour cent) et la plus forte proportion d'hommes en Asie-Pacifique (70 pour cent), puis en Europe et Asie centrale (54 pour cent).

- **Exploitation par le travail forcé par activité économique**

Les deux tiers des répondants ont indiqué dans quel type de secteur ils étaient forcés de travailler (tableau 4). Parmi eux, la plupart étaient des travailleurs domestiques (24 pour cent). Ce secteur était suivi par la construction (18 pour cent), l'industrie manufacturière (15 pour cent) et l'agriculture et la pêche (11 pour

cent). Il y a beaucoup plus d'hommes que de femmes dans les secteurs de l'extraction minière, de l'industrie manufacturière, de la construction et du secteur agricole. Un quart des hommes victimes de travail forcé étaient exploités dans le secteur de la construction (25 pour cent), suivi par 21 pour cent dans l'industrie manufacturière, 16 pour cent dans le travail domestique et 13 pour cent dans l'agriculture et la pêche. Plus d'un tiers des femmes victimes de travail forcé étaient exploitées dans le travail domestique (36 pour cent), suivi de 21 pour cent dans l'hébergement et la restauration et de 11 pour cent dans le secteur du commerce de gros et de détail.

Tableau 4

Exploitation par le travail forcé des adultes par secteur d'activité économique¹⁷ et sexe

Secteur d'activité économique	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
	100	100	100
Agriculture, sylviculture et pêche (A)	11,3	13,0	8,9
Industries extractives (B)	4,0	6,8	0,0
Industrie manufacturière (C)	15,1	21,0	6,6
Construction (F)	18,2	25,3	8,0
Commerce de gros et de détail (G)	9,2	8,1	10,6
Hébergement et restauration (I)	9,5	1,2	21,4
Arts (R)	0,1	0,1	0,0
Activités illicites	0,7	1,1	0,1
Mendicité	0,8	1,2	0,2
Services à la personne (96)	6,8	6,0	8,0
Travail domestique (T)	24,3	16,0	36,2

Note: Ces chiffres se fondent sur des cas de travail forcé pour lesquels le secteur d'activité a été indiqué. L'information sur le secteur d'activité économique était disponible dans 65 pour cent des cas d'exploitation par le travail forcé.

▪ Moyens de coercition

La plupart des victimes d'exploitation par le travail forcé ont subi plusieurs formes de coercition de la part des employeurs ou des recruteurs pour les empêcher de s'extraire de leur situation. De nombreux témoignages recueillis auprès des victimes de travail forcé décrivent des scénarios impliquant des menaces envers elles et leur famille, de la violence physique et psychologique et le recours simultané à des menaces financières par le biais d'amendes ou de rétention des salaires dus.

Près d'un quart des victimes (24 pour cent) ont vu leur salaire retenu ou étaient dans l'impossibilité de partir, en raison des menaces de rétention de leur salaire (tableau 5). S'ensuivaient les menaces de violence (17 pour cent), les actes de violence physique (16 pour cent) et les menaces à l'encontre de membres de la famille (12 pour cent). Les formes

de coercition vécues par les hommes suivaient le schéma suivant: 34 pour cent ont vu leurs salaires retenus, 21 pour cent ont été menacés de violence, 19,5 pour cent ont subi des violences physiques, et 18 pour cent ont subi des menaces faites à leurs familles. Parmi les femmes victimes d'exploitation par le travail forcé, la plupart se sont vu retenir leur salaire ou ont subi des menaces de rétention de celui-ci (16 pour cent), 14 pour cent ont été victimes de violence physique, 14 pour cent ont reçu des menaces de violence et 7 pour cent ont subi une violence sexuelle. Il est clair que, tant pour les hommes que pour les femmes, la violence et les menaces de violence sont couramment utilisées pour forcer les travailleurs à accepter un travail contre leur gré, les forcer à travailler davantage ou dans des conditions qu'ils n'accepteraient pas autrement, ou tout simplement pour les empêcher de quitter leur poste.

Tableau 5

Exploitation par le travail forcé par moyen de coercition et sexe

Moyen de coercition	Total (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
Violence physique	16,4	19,5	14,1
Violence sexuelle	4,1	0,2	7,0
Menaces de violence	17,0	21,2	13,8
Menaces contre la famille	11,8	18,0	7,1
Enfermement sur le lieu de travail ou de vie	6,7	9,9	4,3
Maintien en état d'ivresse/de dépendance aux stupéfiants	0,9	1,7	0,2
Punition sous forme de privation de nourriture, de sommeil, etc.	5,0	7,7	3,0
Punition sous forme d'amendes/pénalités financières	6,6	7,5	6,0
Menaces de poursuites judiciaires	5,7	8,9	3,2
Rétention du passeport ou d'autres documents	4,3	3,5	4,8
Obligation de rembourser une dette	9,1	16,3	3,6
Rétention du salaire	23,6	34,4	15,5
Trop loin du domicile, nulle part où aller	6,7	14,0	1,3
Autre peine	14,5	20,3	10,2

Note: Le total des colonnes n'atteint pas exactement 100 pour cent car certains répondants ont pu identifier plusieurs formes de coercition.

EXPLOITATION SEXUELLE COMMERCIALE FORCÉE

Le travail forcé survenant dans l'industrie du sexe est présenté sous la forme d'une estimation séparée. Même si sa définition rejoint celle des autres catégories de travail forcé - à savoir des situations dans lesquelles le travail ou le service est effectué par un individu contre son gré et sous la menace d'une peine¹⁸ - les expériences d'exploitation sexuelle commerciale forcée font poindre des besoins spécifiques en termes de soutien et autres interventions. Par exemple, l'exploitation sexuelle commerciale forcée peut entraîner un rejet de la famille et des membres de la collectivité lors du retour de la victime et impliquer des questions de santé sexuelle nécessitant éventuellement un soutien physique et psychologique de longue durée. De plus, dans de nombreux pays, l'industrie du sexe est illégale et n'est donc pas reconnue comme une forme de travail.

L'estimation de l'exploitation sexuelle commerciale forcée a nécessité une approche méthodologique différente de celle utilisée pour estimer l'exploitation par le travail forcé du fait du nombre réduit de signalements dans les 48 pays dans lesquels ont été réalisées des enquêtes auprès des ménages. Il est tout à fait possible que l'exploitation sexuelle commerciale forcée soit sous-estimée étant donnée la nature sensible de la question et les personnes sont interrogées à leur domicile. Les estimations de l'exploitation sexuelle commerciale forcée (enfant et adultes) ont été calculées en utilisant deux bases de données: les données des enquêtes nationales sur le travail forcé des adultes et les bases de données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) relatives aux cas de traite des êtres humains pris en charge par l'organisation. Le jeu de données de l'OIM comprend des informations sur le profil des victimes de traite des êtres humains (par ex., âge, sexe, revenus) et sur le contexte de la traite (par ex.,

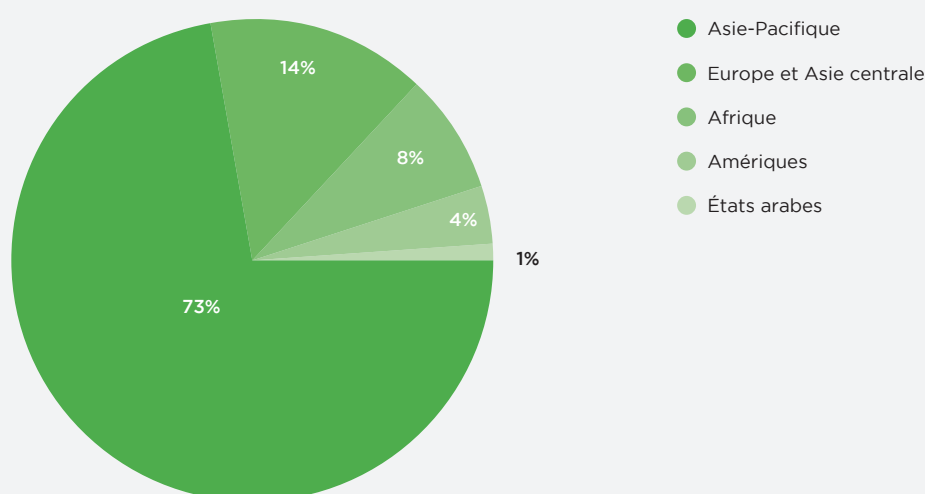
pays et secteur d'exploitation). Les estimations de l'exploitation sexuelle commerciale forcée ont été calculées en deux étapes: en premier lieu, en utilisant des modèles statistiques pour estimer les ratios de risque relatif de l'exploitation sexuelle à des fins commerciales par rapport au «travail forcé» en fonction de l'âge et du sexe à partir de la base de données de l'OIM; les ratios de risque relatif du modèle le plus approprié ont ensuite été multipliés par l'estimation de l'exploitation par le travail forcé des adultes dérivée des enquêtes nationales pour obtenir une estimation du nombre d'adultes et d'enfants victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée.

▪ Estimations mondiales de l'exploitation sexuelle commerciale forcée et répartition régionale

En 2016, on a estimé qu'en moyenne 4,8 millions de personnes étaient victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée à des fins commerciales (tableau 1). En moyenne, les victimes se sont retrouvées dans cette situation de travail forcé pendant 23,1 mois avant d'être libérées ou de réussir à s'échapper. Plus de sept victimes sur dix d'exploitation sexuelle commerciale forcée dans le monde habitaient la région Asie-Pacifique (figure 13). Suivent la région Europe et Asie centrale (14 pour cent), Afrique (8 pour cent), Amériques (4 pour cent) et États arabes (1 pour cent).

Figure 13

Estimations mondiales de l'exploitation sexuelle commerciale forcée par région



▪ Sexe

Même si les hommes sont touchés par l'exploitation sexuelle commerciale forcée, ils sont de loin moins nombreux que les femmes, qui représentent 99 pour cent de l'ensemble des victimes (figure 14).

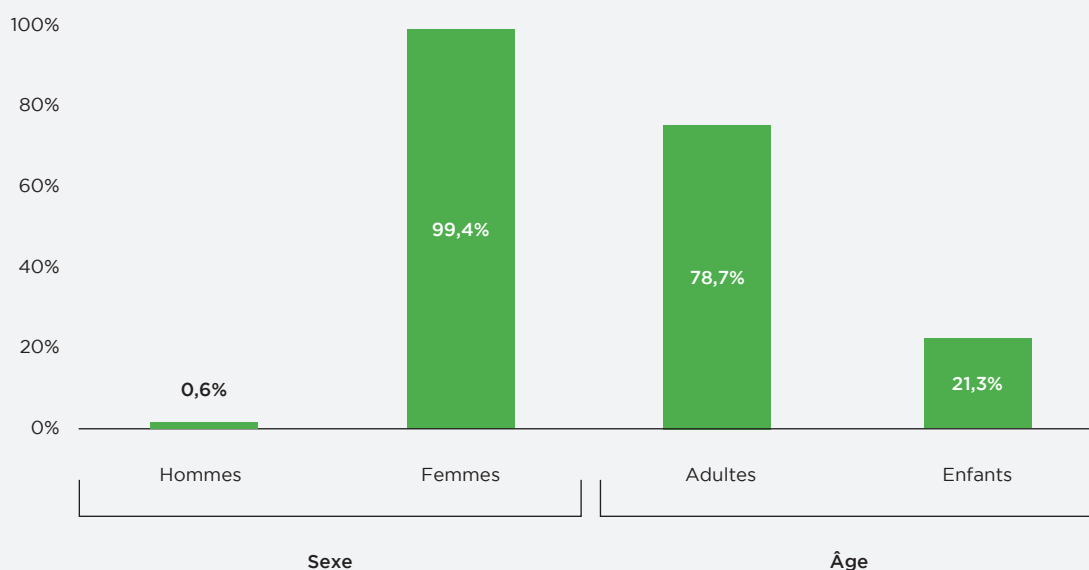
▪ Âge

Les enfants représentaient 21,3 pour cent de l'ensemble des victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée (figure 14). Selon la convention de l'OIT (n° 182) sur

les pires formes de travail des enfants de 1999, tous les enfants victimes de quelque forme d'activité sexuelle commerciale sont considérés comme des victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée. Toutefois, étant donné que le recensement des enfants victimes de l'industrie du sexe est particulièrement difficile, aussi bien par les forces de l'ordre ou de protection que par la collecte des données d'enquête, cette estimation risque de fortement sous-estimer la réalité.

Figure 14

Estimations mondiales de l'exploitation sexuelle commerciale forcée par sexe et âge



TRAVAIL FORCÉ IMPOSÉ PAR L'ÉTAT

Aux fins de la présente estimation, le travail forcé et obligatoire imposé par l'État a été divisé en six sous-catégories principales, en s'appuyant sur la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé de 1930 et sur la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé de 1957. Les sous-catégories sont les suivantes:

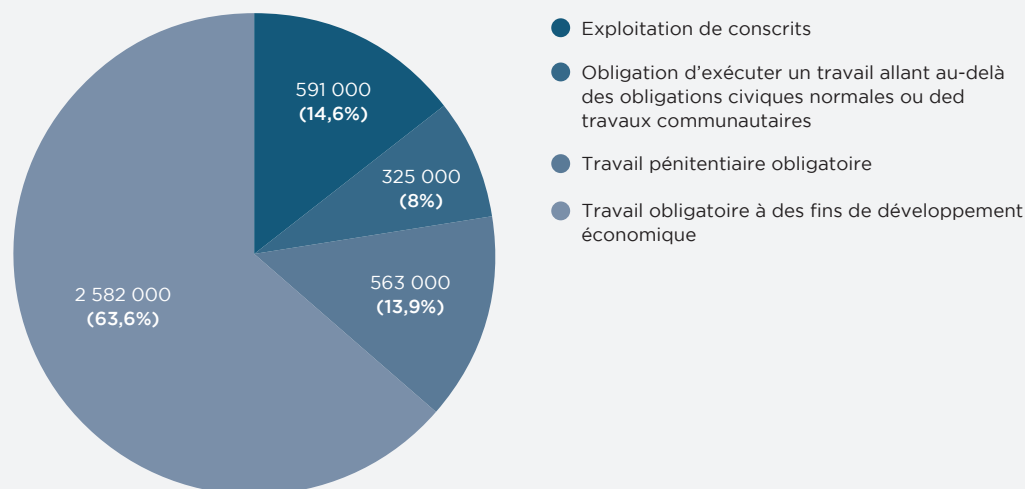
- 1) Exploitation de conscrits, lorsque les conscrits sont contraints d'accomplir des tâches qui ne sont pas de nature purement militaire.
- 2) Obligation d'exécuter un travail allant au-delà des obligations civiques normales.
- 3) Abus de l'obligation de participer à de menus travaux communautaires, lorsque ces services ne sont pas dans l'intérêt direct de la communauté et n'ont pas été soumis à la consultation préalable des membres de ladite communauté.
- 4) Travail pénitentiaire
 - Travail pénitentiaire obligatoire de prisonniers en détention préventive ou administrative.
 - Travail pénitentiaire obligatoire exigé au profit de particuliers, de sociétés ou d'associations privés, hormis les exceptions autorisées par les organes de contrôle de l'OIT.
 - Travail pénitentiaire obligatoire exigé dans certaines circonstances, telles que des sanctions à l'égard de personnes qui expriment des opinions politiques, commettent des infractions à la discipline ou participent pacifiquement à des grèves.
- 5) Travail obligatoire à des fins de développement économique.
- 6) Recrutement forcé d'enfants par les gouvernements ou des milices.

Le recrutement forcé d'enfants par des groupes armés et des forces armées a été exclu de l'estimation en raison de l'absence de données fiables. En ce qui concerne les autres formes de travail forcé imposé par l'État, les données ont été calculées grâce à une analyse systématique des sources secondaires, après une évaluation approfondie de chaque cas identifié par rapport aux indicateurs pertinents. Pour chaque pays où des indications existaient quant à la violation des conventions de l'OIT relatives au travail forcé par l'État, une estimation de l'ampleur de cette violation a été réalisée sur la base des sources fiables disponibles. Le nombre total de personnes ayant subi un travail forcé imposé par les autorités au cours de cinq dernières années (flux total) et le nombre moyen de victimes dans ce cas entre 2012 et 2016 (stock moyen) sont présentés.

D'après les recherches décrites ci-dessus, 45 cas dans 28 pays ont été vérifiés comme faisant partie des catégories susmentionnées de travail forcé imposé par l'État, soit un total estimé de 4 millions de victimes de travail forcé imposé par l'État à un moment donné entre 2012 et 2016.

Figure 15

Estimations mondiales du travail forcé imposé par l'État par sous-catégorie



La figure 15 présente le nombre total de victimes par sous-catégorie de travail forcé imposé par l'État. Parmi les 4 millions de victimes, 64 pour cent étaient forcées de travailler par leur gouvernement dans le but d'améliorer le développement économique, 14 pour cent obligées d'effectuer un travail qui n'était pas d'ordre purement militaire dans le cadre de leur service militaire (exploitation de conscrits) et 14 pour cent soumises à un travail pénitentiaire obligatoire dans des conditions violant les normes de l'OIT y afférentes. Les 8 pour cent restant étaient soit obligées d'effectuer un travail ou des services dépassant les obligations civiques normales, soit d'effectuer des travaux communautaires en violation des conventions de l'OIT sur le travail forcé.

On estime que 7 pour cent de toutes les victimes de travail forcé imposé par l'État sont des enfants. Une grande majorité des victimes sont obligées de participer à de menus travaux communautaires ou d'effectuer des tâches allant au-delà des obligations civiques normales.

Parmi les cas de travail forcé imposé par l'État, les types de travaux sont très différents, de la récolte de coton à la construction de routes, tout comme

le laps de temps pendant lequel les victimes sont exploitées. Un cas classique de courte durée, généralement quelques semaines, se présente dans les pays qui réquisitionnent une partie de leurs ressortissants pour participer à des travaux de développement économique, comme par exemple la participation forcée des étudiants, chômeurs ou autres à des projets publics de construction, industriels ou agricoles. C'est aussi le cas de l'obligation de participer à de menus travaux communautaires où une grande partie de la population est obligée de se soumettre à des «travaux d'intérêt général» qui ne profitent pas à leurs collectivités et n'ont pas été décidés par leurs membres. Dans ces cas-là, le travail forcé fait généralement intervenir un grand nombre de citoyens quelques jours par mois. Certains pays obligent également des appelés à effectuer des tâches de nature non militaire pendant un certain nombre d'années. Le travail forcé en prison varie de quelques semaines dans le cas de personnes en détention administrative, à plusieurs années dans le cas des peines de longue durée.

Tableau 6

Estimations mondiales du travail forcé imposé par l'État par sous-catégorie

(Flux total et stock moyen)

	Nombre total de personnes par année		Nombre moyen de personnes à un moment donné	
	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde	19 254	100	4 060	100
Exploitation de conscrits	591	3,1	591	14,6
Abus de l'obligation de participer à de travaux communautaires	9 224	47,9	270	6,7
Travail obligatoire en centre de rétention administrative	294	1,5	202	5,0
Travail pénitentiaire obligatoire exigé dans certaines circonstances (C.105)	187	1,0	183	4,5
Travail pour le développement	8 656	45,0	2 582	63,6
Obligation de réaliser des travaux au-delà des obligations civiques normales	105	0,5	55	1,4
Travail pénitentiaire (C.29)	196,5	1,0	178	4,4

Étant donné que la plupart des victimes sont contraintes de travailler pour une courte durée, le nombre total de personnes subissant l'une de ces sous-catégories de travail forcé imposé par l'État chaque année pendant au moins une semaine est estimé à 19,2 millions. L'écart important entre ce nombre annuel de victimes (19,2 millions) et le nombre moyen de victimes à un moment donné (4 millions) est le résultat de cette durée moyenne.

Vu que l'exploitation de conscrits et le travail pénitentiaire touchent bien plus les hommes que les femmes dans tous les pays concernés, la proportion d'hommes victimes de travail forcé imposé par l'État est supérieure à celle des femmes (60 pour cent contre 40 pour cent). Cette proportion d'hommes varie de 50 pour cent pour les menus travaux communautaires (femmes et hommes étant contraints par les autorités en même proportion) à 90 pour cent dans le cas du travail pénitentiaire forcé.

L'estimation du nombre d'enfants astreints à du travail forcé imposé par l'État doit être maniée avec précaution, étant donné le manque de données fiables sur les enfants victimes de ces catégories de travail forcé. Peu d'enfants sont concernés par le travail pénitentiaire forcé et par l'exploitation de conscrits (à noter que l'estimation ne couvre pas le recrutement d'enfants par les forces armées). Les seules catégories de travail forcé pour lesquelles les autorités publiques exploitent les enfants (dont la plupart âgés de 15 à 17 ans) étaient l'obligation de participer à de menus travaux communautaires ou à des obligations civiques, et dans une certaine mesure, à des travaux de développement économique. Cela explique la faible part d'enfants (6 pour cent) dans l'estimation finale du stock moyen. Comme indiqué ci-dessus, le recrutement forcé d'enfants par les forces et les groupes armés a été exclu des estimations en raison du manque de données fiables.

MARIAGE FORCÉ

Il existe de nombreuses raisons à l'origine du mariage forcé, dont certaines sont étroitement liées à d'anciennes pratiques culturelles. Dans certains endroits du monde, les jeunes filles et les femmes sont forcées de se marier en échange de paiement à leur famille, de l'annulation d'une dette ou de la résolution d'un litige familial. Dans les pays en conflit, elles peuvent être enlevées par des groupes armés et contraintes d'épouser des combattants, endurant toutes sortes d'abus sexuels, physiques et psychologiques. Les mariages forcés ont aussi lieu dans des pays développés, où des femmes et des filles sont forcées d'épouser des étrangers pour des raisons culturelles, ou afin de permettre l'entrée d'une autre personne dans le pays. Une fois forcées de se marier, de nombreuses victimes risquent d'autant plus de faire l'objet d'exploitation sexuelle, de servitude domestique et d'autres catégories de travail forcé. Les enfants sont particulièrement vulnérables à ces situations.

Le mariage forcé a été estimé sur la base des enquêtes nationales auprès des ménages menées dans 48 pays, impliquant des entrevues en face à face avec plus de 71 000 répondants âgés de 15 ans ou plus. Il a été demandé aux répondants s'ils avaient déjà été victimes de mariage forcé, puis plus loin dans l'enquête, s'ils avaient consenti à leur mariage.

L'intégration du «consentement» en tant qu'indicateur supplémentaire est le résultat de tests cognitifs réalisés sur l'instrument d'enquête initial et est importante, en ce que cela permet de limiter le risque de surestimation. Pendant le test, les termes de mariage arrangé et de mariage forcé ont été inclus pour vérifier la compréhension de ce dernier terme. Le test a révélé des influences culturelles sur la compréhension du concept de mariage forcé. Dans les pays où la pratique des mariages arrangés

est soit rare, soit courante (par ex., la Russie et le Pakistan, respectivement), la différence entre ces deux concepts est bien comprise. Dans les pays où les mariages arrangés ne sont ni la norme ni une exception (par ex., l'Éthiopie, l'Indonésie et le Nigéria), il a été difficile pour les répondants de faire la distinction entre les concepts «arrangé» et «forcé», et ils ont donc été définis tous deux comme des mariages sans le consentement de la personne mariée. Comme il s'agit de mesurer les mariages forcés (et pas simplement arrangés), une autre question a donc été ajoutée pour demander directement si la personne a consenti à son mariage.

Le nombre total de personnes «vivant dans un mariage forcé» comprend toutes les personnes obligées de se marier à un moment donné et qui étaient toujours mariées au moment de l'enquête. On estime à 15,4 millions le nombre de personnes «vivant dans un mariage forcé» pendant la période de référence (parmi lesquelles 6,5 millions étaient des cas récents, intervenus pendant la période de référence de 2012-2016). En l'absence d'autres estimations mondiales sur le mariage forcé, une comparaison avec des estimations du mariage des enfants a permis d'évaluer la fiabilité de ces résultats. Il est intéressant de noter que ces estimations sont du même ordre que les estimations mondiales du mariage des enfants. Le Fonds des Nations Unies pour la population estime que 14,2 millions de filles se marient chaque année avant l'âge de 18 ans, un chiffre qui passera à plus de 15 millions d'ici 2021 si la tendance actuelle se poursuit¹⁹.

Il est important de noter que la mesure du mariage forcé se trouve dans une phase initiale et que les méthodologies et leur portée doivent donc encore être affinées. De ce fait, il convient de considérer que les estimations actuelles sont prudentes.

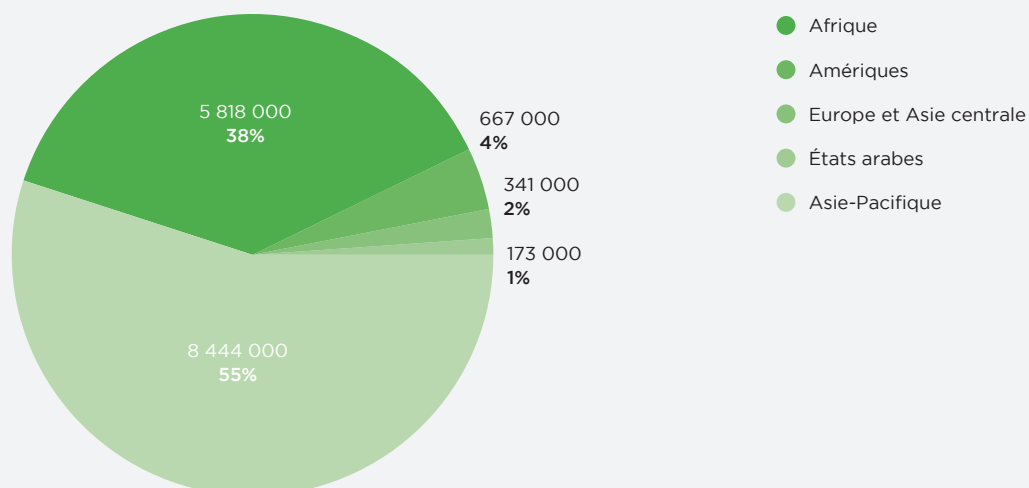
▪ Répartition régionale

Diverses agences des Nations Unies et des ONG ont depuis longtemps documenté des exemples de mariages forcés dans toutes les régions du monde., et les données des enquêtes nationales auprès des ménages le confirment. Neuf mariages forcés sur dix ont eu lieu dans deux régions: Afrique et Asie-Pacifique (figure 16). Suivent les Amériques (4 pour cent), l'Europe et Asie centrale (2 pour cent) et les États arabes (1 pour cent).

Figure 16

Estimations mondiales du mariage forcé par région

(stock moyen)



▪ Prévalence

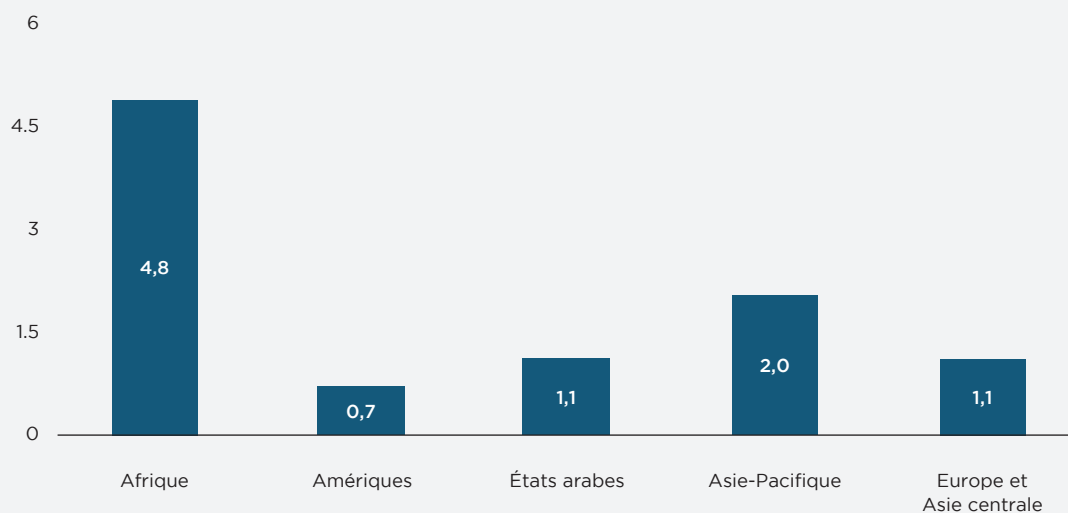
En 2016, on dénombrait 2,1 victimes de mariage forcé pour 1 000 personnes dans le monde. En termes de répartition régionale, le taux (stock moyen) le plus élevé se situe en Afrique, avec 4,8 victimes pour 1 000 (figure 17). Vient ensuite la région Asie-Pacifique, avec 2,0 victimes pour 1 000, puis l'Europe et Asie centrale et les États arabes, avec 1,1 victime pour 1 000, et enfin les Amériques, avec 0,7 victime pour 1 000.

avec 0,7 victime pour 1 000. L'analyse de ces résultats est entravée par le nombre limité d'enquêtes dans plusieurs régions, en particulier en Europe et Asie centrale et dans les États arabes, où de nombreux cas de mariages forcés ont déjà été signalés²⁰, mais où peu d'enquêtes ont été menées. En conséquence, les données sur la répartition régionale doivent être interprétées avec prudence.

Figure 17

Prévalence du mariage forcé par région

(stock moyen pour 1 000 habitants)



▪ Sexe

Même si les hommes et les garçons peuvent aussi être victimes de mariage forcé, la plupart des victimes sont des femmes et des filles. On estime à 13 millions le nombre de femmes et de filles victimes de mariage forcé au cours des cinq dernières années, soit 84 pour cent de l'ensemble des victimes (tableau 7). La part des femmes dans le mariage forcé est significativement plus élevée que dans l'ensemble des types d'esclavage moderne (84 pour cent contre 71 pour cent).

Tableau 7

Estimations mondiales du mariage forcé par sexe et âge

(stock)

	Esclavage moderne		Mariage forcé	
	(milliers)	%	(milliers)	%
Monde	40 293		15 442	
Hommes	11 647	29	2 442	15,8
Femmes	28 645	71	13 000	84,2
Adultes	30 327	75	9 762	63,2
Enfants	9 965	25	5 679	36,8

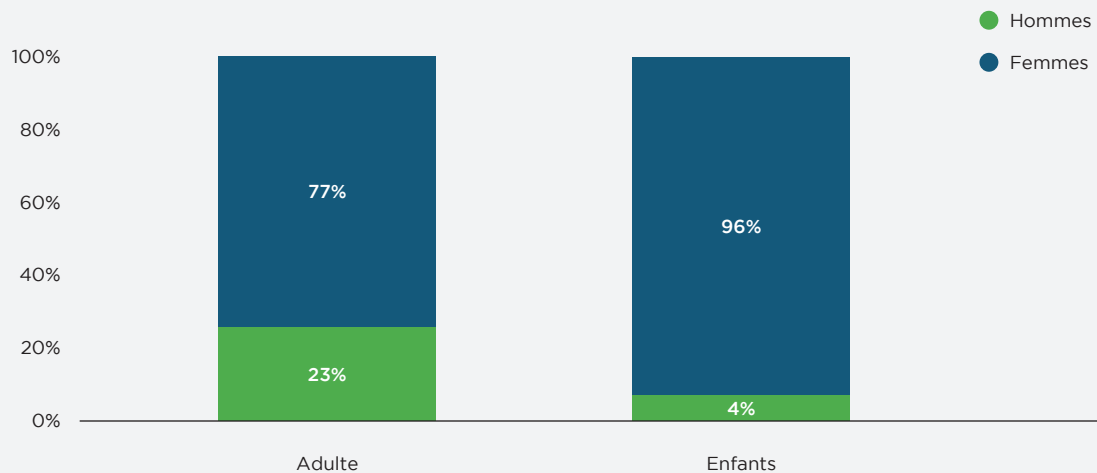
▪ Âge

Mariage d'enfants, mariage précoce et mariage forcé sont des notions parfois utilisées de façon interchangeable. Néanmoins, il est important de clarifier que pour les besoins des présentes estimations, la mesure du mariage forcé se limite à ce qui a été recensé par les enquêtes, à savoir tous les mariages d'adultes et d'enfants que les répondants ont rapportés comme forcés, indépendamment de l'âge du répondant.

On estime que 37 pour cent des victimes de mariage forcé étaient des enfants au moment du mariage (tableau 7). Parmi les enfants victimes, 44 pour cent ont été contraints de se marier avant l'âge de 15 ans. La plus jeune victime de mariage forcé de l'échantillon avait 9 ans au moment où elle a été forcée de se marier. Les filles sont plus susceptibles que les garçons d'être contraintes de se marier (96 pour cent contre 4 pour cent; figure 18).

Figure 18

Estimations mondiales du mariage forcé par sexe et âge



Estimations de la durée et des flux de l'esclavage moderne

L'esclavage moderne prend des formes très diverses. Les victimes de servitude héréditaire ou de mariage forcé peuvent se retrouver piégées depuis leur plus jeune âge, et éventuellement jusqu'à la fin de leur vie, tandis que certaines victimes d'autres catégories de travail forcé réussissent à s'enfuir après quelques semaines ou quelques mois. Cette distinction est importante pour plusieurs raisons: du point de vue de la victime, les impacts physiques et psycho-physiques de l'enfermement dans le travail forcé pendant cinq ans ne sont pas forcément les mêmes que ceux résultant du fait d'avoir subi cette situation pendant deux semaines, ce qui implique des besoins de soutien tout aussi différents. Du point de vue de l'application des lois, il est important de repérer les victimes et de

les libérer le plus vite possible. La prise en compte de la durée de chaque incident de travail forcé permettra de faire des progrès dans le repérage rapide au fil des ans.

Aux fins de l'estimation, la situation d'esclavage moderne est mieux estimée si l'on prend en considération aussi bien le nombre moyen de victimes à un moment donné (stock) que le nombre total de victimes d'esclavage moderne pendant la période de référence, quel que soit le laps de temps pendant lequel elles se trouvent dans cette situation (flux). Les estimations du stock et du flux sont liées l'une à l'autre par le laps de temps, ou la durée, pendant lequel la victime se trouve dans la situation d'esclavage. Par exemple, si quatre personnes sont victimes de travail forcé l'une après l'autre pendant trois mois, ces quatre personnes ont été victimes de travail forcé lors de l'année en question, mais en moyenne, une seule personne a été victime de travail forcé cette année-là.

Cette section décrit le rôle de la durée en calculant les estimations du stock à partir du nombre total de victimes d’esclavage moderne pendant la période de référence de cinq ans (2012-2016), au cours de laquelle 89 millions de personnes ont été victimes de travail

forcé pendant au moins quelques jours, ou encore de mariage forcé. Parmi elles, 82,7 millions ont été victimes de travail forcé et 6,5 millions de mariage forcé. Ceci est expliqué plus en détail dans la figure 19 et le tableau 8 ci-après.

Figure 19

Estimations mondiales de l’esclavage moderne par sous-catégorie

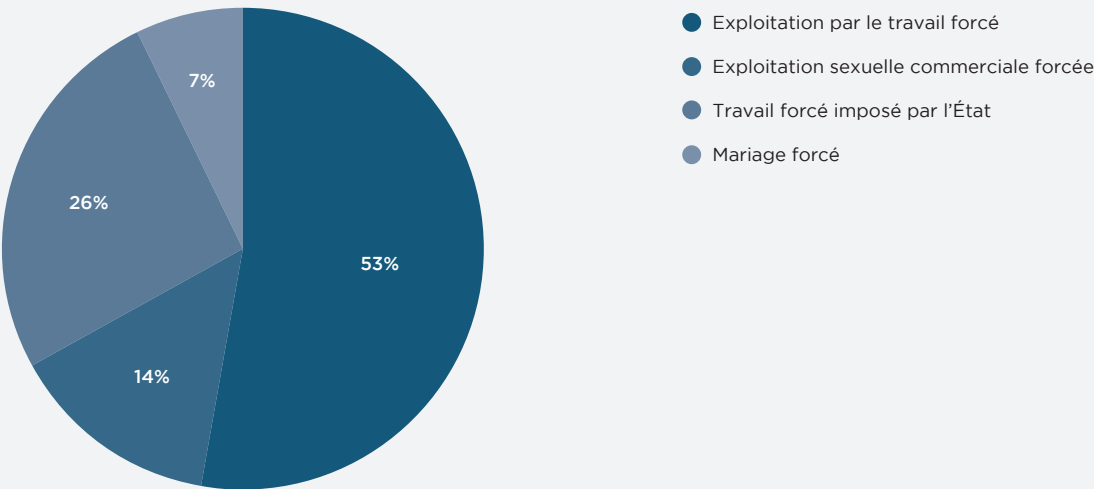


Tableau 8

Durée, nombre total et moyen de victimes de l’esclavage moderne par sous-catégorie

	Victimes à un moment donné (%)	Nombre total de victimes (%)	Durée moyenne (mois)
Total	100	100	
Exploitation par le travail forcé	40	53	20,1
Exploitation sexuelle commerciale forcée	12	14	23,1
Travail forcé imposé par l’État	10	26	
Mariage forcé	38	7	-

EXPLOITATION PAR LE TRAVAIL FORCÉ ET EXPLOITATION SEXUELLE COMMERCIALE FORCÉE

Parmi les 82,7 millions de victimes d'une catégorie quelconque de travail forcé pendant les cinq dernières années, certaines ont été prises au piège pendant des semaines ou des mois, d'autres pendant des années ou des décennies. Certaines ont été recrutées par la force chaque année et contraintes de travailler par des acteurs privés ou l'État pendant quelques jours ou semaines. Toute personne se trouvant dans l'une de ces situations est intégrée dans l'estimation.

La durée moyenne de l'exploitation par le travail forcé et de l'exploitation sexuelle commerciale forcée a été estimée en faisant la moyenne de la durée des cas répertoriés dans la base de données de l'OIM (tableau 8). En intégrant ces durées moyennes dans la formule, l'estimation du flux total de 47,4 millions de travail forcé sur cinq ans se traduit en un stock moyen de 16 millions de personnes à tout moment pendant l'année de référence, et le flux total de 12,5 millions de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée sur cinq ans en un stock moyen de 4,8 millions de victimes.

TRAVAIL FORCÉ IMPOSÉ PAR L'ÉTAT

La durée des cas de travail forcé imposé par l'État a été calculée pour chaque cas et pour chaque pays. Le nombre total de victimes de travail forcé imposé par l'État est fortement influencé par les cas où un nombre important de personnes sont obligées par les autorités de leur pays d'effectuer un type quelconque de travail, parfois pendant de brèves périodes. Les victimes de travail forcé imposé par l'État ont été exploitées pendant une durée variable allant de quelques jours par mois (lorsque les autorités obligent leurs ressortissants à participer à des travaux communautaires illicites, par exemple) à plusieurs années dans certains cas de travail pénitentiaire ou de travail forcé dans le contexte du service militaire. Cela explique la différence marquée entre le nombre important de victimes de cette catégorie de travail forcé au cours des cinq dernières années (22,9 millions) et le

nombre moyen de victimes à un moment donné (4,0 millions).

MARIAGE FORCÉ

Les enquêtes n'ont pas recensé de données sur la durée du mariage forcé. Cependant, la littérature y afférente fait remarquer que les mariages forcés ont généralement lieu dans des sociétés traditionnelles, conservatrices sur le plan social et avec de grandes inégalités entre les deux sexes. De ce fait, il est peu probable qu'une victime de mariage forcé puisse en sortir, et encore moins peu de temps après l'avoir contracté. En l'absence de données sur la durée des mariages forcés, on suppose qu'au vu du contexte socioculturel du mariage forcé, de tels mariages durent certainement plus longtemps que la période de référence de cinq ans.

L'estimation du mariage forcé est calculée aussi bien sous la forme de stock que de flux. Afin de pouvoir comptabiliser l'ensemble des «victimes d'un mariage forcé», les mariages survenus lors des cinq années de référence ou encore il y a plus de cinq ans, mais toujours d'actualité, intègrent l'estimation du «stock». L'estimation du flux total du mariage forcé représente toutes les personnes victimes de mariage forcé entre 2012 et 2016, dont le nombre est estimé à 6,5 millions.

Comparabilité avec les estimations antérieures

En raison de différences importantes dans le champ d'application, les méthodologies, les regroupements régionaux et les sources de données élargies, les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 ne sont pas directement comparable avec celles de l'OIT de 2012 ni avec le Global Slavery Index de 2016, et ne peuvent donc pas être utilisées pour mesurer des tendances. Ces différences sont notamment les suivantes :

- Différences en matière de champ d'application, avec l'ajout du mariage forcé à l'estimation de 2016.
- Différences entre les regroupements régionaux utilisés pour les Estimations mondiales de 2016 et ceux des deux estimations précédentes.
- Changements significatifs dans les sources de données sur lesquelles les Estimations mondiales de 2016 sont basées. Pour les estimations de 2012, le BIT a utilisé des données secondaires regroupées depuis d'autres sources. L'estimation Global Slavery Index de 2016 est quant à elle basée sur 26 enquêtes nationales financées par la Walk Free Foundation, 28 enquêtes supplémentaires ont été financées et conduites conjointement en 2016 par le BIT et la Walk Free Foundation, soit un total de 54 enquêtes nationales conduites dans 48 pays, qui forment la base des présentes estimations.
- Inclusion d'un tout nouveau jeu de données – la base de données de l'OIM des victimes prises en charge.
- Méthode améliorée pour la mesure du travail forcé imposé par l'État. Pour la première fois, ces mesures ont été menées sur la base d'une typologie exhaustive.

En dépit des différentes méthodes utilisées pour chaque estimation, certains aspects des résultats sont similaires.

L'ESTIMATION ACTUELLE ET L'ESTIMATION DE L'OIT DE 2012

L'estimation de l'OIT de 2012 de 20,9 millions de personnes en situation de travail forcé était une estimation de stock basée sur l'identification des cas signalés dans l'ensemble des informations publiquement disponibles. Chaque cas était ensuite vérifié et validé par rapport à une série de critères pour s'assurer qu'il s'agisse bien d'un cas de travail forcé. Ces informations étaient ensuite utilisées comme base pour la «capture-recapture», une méthode statistique utilisée pour estimer les cas non signalés. Les résultats de 2012 (tableau 9) montraient 14,2 millions de victimes d'exploitation par le travail forcé (68 pour cent), 4,5 millions d'exploitation sexuelle commerciale forcée à des fins commerciales (22 pour cent) et 2,2 millions de travail forcé imposé par l'État (10 pour cent).

Tableau 9

Estimations mondiales du travail forcé par sous-catégorie, 2012 et 2016

(stock moyen)

	2012 (millions)	2016 (millions)
Total	21,9	24,9
Exploitation par le travail forcé	14,2	16,0
Exploitation sexuelle commerciale forcée	4,5	4,8
Travail forcé imposé par l'État	2,2	4,1

L'estimation plus élevée des victimes de travail forcé privé (tous secteurs confondus, y compris l'exploitation sexuelle commerciale) de 2016 pourrait s'expliquer par une réelle augmentation du phénomène à l'échelle mondiale depuis 2012. Mais l'augmentation du nombre de victimes de travail forcé imposé par l'État est très certainement due, au moins en partie, à l'amélioration de la méthodologie. Le nombre de tels cas de travail forcé étant limité et facilement identifiable, la méthodologie utilisée en 2012 (capture-recapture) a entraîné leur sous-estimation. La nouvelle estimation de 4,1 millions de victimes est certainement plus précise, étant donné qu'elle a permis de compiler tous les cas de travail forcé imposé par l'État identifiés par l'OIT.

▪ Estimations régionales

Les différences entre les nouvelles et les anciennes régions sont trop importantes pour comparer la répartition régionale de l'estimation de 2012 de l'OIT et les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016. Par exemple, les États-Unis d'Amérique, le Canada, l'Australie, Israël, le Japon et la Nouvelle-Zélande étaient auparavant regroupés dans la région appelée «Économies développées et Union européenne». Ils sont à présent inclus dans leur région géographique, ce qui a entraîné des modifications régionales importantes des chiffres absolus et de la prévalence régionaux dans les estimations de 2016.

▪ Caractéristiques démographiques des victimes: sexe et âge

Les caractéristiques démographiques des victimes de travail forcé dans les nouvelles Estimations mondiales sont légèrement différentes de celles des Estimations mondiales de 2012 de l'OIT, dans lesquelles 60 pour cent des victimes d'exploitation par le travail forcé étaient des hommes (contre 43 pour cent en 2016) et 98 pour cent des victimes d'exploitation sexuelle étaient des femmes (contre 99,3 pour cent en 2016). En ce qui concerne le travail forcé imposé par l'État, compte tenu de l'absence de données concrètes sur le sexe des victimes, on a continué à utiliser des hypothèses pour calculer la proportion d'hommes et de femmes. Le pourcentage élevé d'hommes victimes de travail forcé dans les prisons et le service militaire est conforme aux nouvelles estimations de 60 pour cent d'hommes.

La proportion totale d'enfants parmi les victimes de travail forcé a été estimée à 17,2 pour cent dans les estimations actuelles, un nombre inférieur aux 26 pour cent des estimations de 2012 de l'OIT. Cela s'explique en partie par l'utilisation de la base de données de l'OIM, qui recense un nombre inférieur d'enfants victimes de traite pour le travail forcé, en particulier dans le passé, et en partie du fait de calculs plus précis de la proportion d'enfants dans le travail forcé imposé par l'État pour 2016. Il conviendra de mettre en place des enquêtes plus

spécifiques pour mieux saisir la situation des enfants victimes de travail forcé.

LES PRÉSENTES ESTIMATIONS ET L'ESTIMATION DU GLOBAL SLAVERY INDEX DE 2016 DE LA WALK FREE FOUNDATION

Les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 ne sont pas directement comparables à celles du Global Slavery Index de 2016 et, par conséquent, l'augmentation du nombre de victimes dans les estimations actuelles n'en représente pas vraiment une. Il est important de prendre en compte les principales différences dans la manière dont les estimations ont été calculées. En premier lieu, le champ d'application n'est pas le même. Bien que les deux estimations mesurent de la même manière le travail forcé et le mariage forcé dans les enquêtes auprès des ménages, il existe des différences entre les deux estimations en termes de mesure de l'exploitation sexuelle commerciale forcée et des enfants victimes d'exploitation par le travail forcé. Dans l'Index de 2016, ces limitations ont été reconnues et l'estimation était présentée comme prudente et ne reflétant que partiellement ces catégories. À l'inverse, les Estimations mondiales de 2016 se sont fondées sur des données supplémentaires provenant de la base de données de l'OIM. De plus, dans l'Index de 2016, le travail forcé imposé par l'État était pris en compte dans un très petit nombre de pays en raison du manque de recherches disponibles. La mesure du travail forcé imposé par l'État a été plus systématique dans les Estimations mondiales de 2016, ce qui permet de présenter une meilleure estimation de cette catégorie de travail forcé.

En deuxième lieu, des améliorations importantes sont intervenues dans les sources de données qui ont servi de fondement aux Estimations mondiales de 2016. Lors de l'estimation de 2016 de la Walk Free Foundation, 26 enquêtes nationales étaient disponibles en tant que sources de données. La Walk Free Foundation et le BIT ont conjointement financé une deuxième série d'enquêtes en 2016, augmentant ainsi le nombre

de données totales disponibles pour les Estimations mondiales de 2016 se basant ainsi sur 54 enquêtes nationales menées dans 48 pays.

En troisième lieu, la méthodologie utilisée pour chaque estimation présente des différences. Bien que les enquêtes représentatives à l'échelle nationale soient essentielles aux deux, elles ont été calculées différemment. L'estimation du Global Slavery Index de 2016 suivait une approche «ascendante», commençant par le calcul d'estimations nationales qui sont ensuite regroupées pour produire une estimation mondiale. Dans les Estimations mondiales de 2016, les pays étudiés ont été traités comme un échantillon aléatoire de l'ensemble du monde et les chiffres mondiaux ont été directement estimés à partir de ces données sans d'abord calculer les estimations nationales.

De plus, comme indiqué plus haut, les Estimations mondiales de 2016 ont utilisé des méthodes différentes pour les estimations des victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée, des enfants victimes d'exploitation par le travail forcé et des victimes du travail forcé imposé par l'État. D'autres différences méthodologiques incluent la manière dont les cas ont été comptabilisés. Le travail forcé peut être mesuré en fonction du pays de résidence actuelle de la victime ou du pays où l'exploitation est survenue. La distinction est importante et entraîne des résultats considérablement différents aux niveaux national et régional. L'Index de 2016 n'avait pas étudié un nombre de pays suffisant pour dénombrer systématiquement les victimes là où elles étaient exploitées, ce qui n'est pas le cas des Estimations mondiales de 2016, qui se fondent sur un nombre bien plus important d'enquêtes nationales. Ce changement a entraîné une augmentation du nombre de victimes décomptées dans les pays développés, à l'exception des États arabes. Comme indiqué précédemment, les mesures dans cette région ont été entravées par le manque de données.

Une autre différence essentielle est que le Global Slavery Index de 2016

est une estimation du flux, c'est-à-dire du nombre total de personnes qui ont été victimes d'esclavage moderne, quelle qu'en soit la durée, pendant une période de cinq années. En fonction des différences présentées ci-dessus, les estimations du flux de l'exploitation par le travail forcé (hormis l'exploitation sexuelle commerciale forcée et le travail forcé imposé par l'État) et du mariage forcé dans les Estimations mondiales de 2016, avec 53,8 millions de victimes pendant la période de référence, sont supérieures à celles du Global Slavery Index de 2016 qui fait état de 45,8 millions de victimes. La différence peut probablement s'expliquer par les modifications apportées aux règles de dénombrement et par le doublement du nombre de données disponibles pour l'analyse, qui ont permis de réaliser une estimation plus précise.



Partie B.

Méthodologie

Les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 s'appuient sur une méthodologie combinée qui utilise diverses sources de données pour tous les types d'esclavage moderne, étant donné qu'aucune source à elle seule ne peut fournir de données adéquates et fiables pour l'ensemble du travail forcé et du mariage forcé. L'élément central consiste à utiliser des enquêtes nationales spécialement conçues pour mesurer l'exploitation par le travail forcé de la population adulte et du mariage forcé. La mesure de l'exploitation sexuelle commerciale forcée, du travail forcé imposé par l'État et du travail forcé des enfants a été réalisée en suivant d'autres méthodes, décrites plus bas, étant donné que les mesures obtenues par le biais des enquêtes nationales se sont avérées inefficaces.

L'exploitation sexuelle commerciale forcée a été mesurée en utilisant des données de l'OIM sur les victimes de la traite des êtres humains auxquelles l'organisation fournit une assistance. Celles-ci ont permis d'établir des ratios de risque relatif de l'exploitation sexuelle commerciale forcée par rapport à l'exploitation par le travail forcé des adultes. Le modèle le plus approprié a ensuite été utilisé pour estimer l'exploitation sexuelle d'après les résultats des enquêtes nationales sur le travail forcé des adultes.

Une approche semblable a été adoptée pour estimer l'exploitation par le travail forcé des enfants d'après les estimations correspondantes pour les adultes. Toutefois, l'on a adopté une méthodologie différente pour la mesure du travail forcé imposé par l'État, fondée

sur des données provenant de diverses sources, dont des rapports publiés et non publiés de l'OIT, des commentaires de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) et des sources provenant d'autres institutions des Nations Unies, d'organisations non gouvernementales spécialisées, du milieu universitaire et des médias.

Le reste du présent rapport est organisé comme suit :

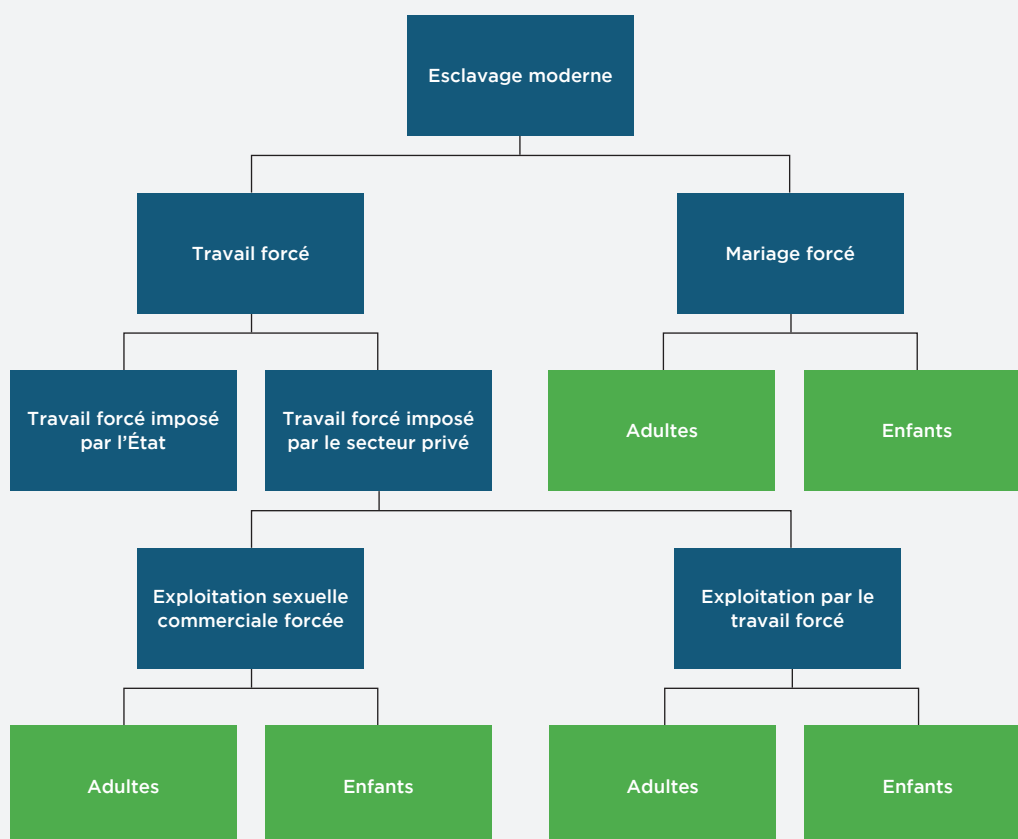
- La section 1 décrit le cadre général de mesure, y compris les concepts et définitions de base, les unités de mesure, les distinctions entre le stock et le flux du travail forcé et la distinction entre le pays de résidence actuelle et le pays d'exploitation.
- La section 2 décrit de manière détaillée la méthodologie utilisée pour mesurer l'exploitation par le travail forcé des adultes d'après les enquêtes nationales.
- La section 3 décrit la méthodologie combinée utilisée pour estimer l'exploitation sexuelle commerciale forcée sur la base des données administratives de l'OIM et des enquêtes nationales.
- Les sections 4, 5 et 6 expliquent les méthodologies utilisées pour mesurer l'exploitation par le travail forcé et l'exploitation sexuelle des enfants, le travail forcé imposé par l'État et le mariage forcé.
- La section 7 s'intéresse aux limites des données utilisées et évalue les résultats à l'aide de différents indicateurs de qualité et de sources externes.

Cadre de mesure

Les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 comportent deux catégories: une estimation du travail forcé et une estimation du mariage forcé.

Figure 20

Typologie de l'esclavage moderne des estimations mondiales



CATÉGORIES DE TRAVAIL FORCÉ

La convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé de 1930 définit le travail forcé ou obligatoire comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré»²¹. L'OIT a récemment examiné différents moyens de mesurer les deux

critères inhérents à la convention de l'OIT, à savoir «le caractère non volontaire» et la «menace d'une peine»²². Ceux-ci permettent de faire la distinction entre le travail forcé des adultes et le travail forcé des enfants.

Aux fins des mesures, le *travail forcé des adultes* est défini comme le travail pour lequel un individu ne s'est pas offert

de plein gré (critère du «caractère non volontaire») et qui a été effectué sous la menace (critère de la «menace d'une peine») d'un employeur ou d'un tiers à l'encontre du travailleur. La coercition peut s'exercer lors du processus de recrutement du travailleur afin de le forcer à accepter le travail, mais également lorsque la personne fait son travail, pour la forcer à effectuer des tâches qui n'avaient pas été convenues au moment du recrutement ou pour l'empêcher de quitter son poste.

Le *travail forcé des enfants* s'entend quant à lui de tout travail accompli par un enfant sous le coup d'une contrainte exercée par un tiers (autre que ses parents), soit sur l'enfant lui-même, soit sur ses parents, ou de tout travail accompli par un enfant comme conséquence directe du fait qu'un parent ou les deux sont eux-mêmes victimes de travail forcé. La coercition peut s'exercer pendant le recrutement de l'enfant, afin de contraindre ce dernier ou ses parents à accepter le travail, ou une fois que l'enfant travaille, afin de le contraindre à accomplir des tâches qui ne font pas partie de ce qui était convenu lors du recrutement ou pour l'empêcher de quitter son poste.

Conformément aux normes internationales concernant les statistiques du travail des enfants, les enfants sont définis comme toutes les personnes âgées de 5 à 17 ans, l'âge pris en compte étant le nombre d'années révolues au dernier anniversaire²³. Dans le présent contexte, le travail forcé des enfants se réfère à toutes les personnes qui avaient au cours des cinq dernières années moins de 18 ans la première fois qu'elles sont devenues victimes de travail forcé. Le travail forcé des adultes concerne toute personne actuellement âgée de 18 ans ou plus qui a été victime de travail forcé au cours des cinq dernières années²⁴.

▪ Typologie du travail forcé

Le travail forcé existe dans pratiquement tous les pays et toutes les activités économiques sous ses formes les plus diverses. La typologie ci-dessus (voir

figure 20), qui a été élaborée pour les estimations mondiales du travail forcé, s'appuie sur trois principales catégories et sous-catégories pour faire la distinction entre le travail forcé des adultes et celui des enfants. Il s'agit de la même typologie que celle utilisée pour les Estimations mondiales du travail forcé de l'OIT de 2005 et 2012, avec des subdivisions pour les adultes et les enfants, ce qui n'indique pas des catégories distinctes de travail forcé, mais plutôt l'utilisation de méthodologies d'évaluation différentes. Les trois principales catégories du travail forcé sont définies comme suit :

- Le travail forcé imposé par le secteur privé pour l'exploitation par le travail, y compris le travail en servitude, le travail domestique forcé et le travail imposé dans le contexte de l'esclavage ou des vestiges de l'esclavage.
- Le travail forcé dans le secteur privé pour l'exploitation sexuelle commerciale concerne les catégories de travail ou de services forcés imposés par des individus, des groupes ou des sociétés privées impliquant le commerce sexuel. Cette catégorie est nommée **exploitation sexuelle commerciale forcée**. Cela inclut les femmes et les hommes entrés volontairement ou involontairement dans une forme d'exploitation sexuelle à des fins commerciales, qui ne peuvent pas en sortir. Cela inclut aussi tous les enfants travaillant dans l'industrie du sexe, ce que la convention n° 182 définit comme une des pires formes de travail des enfants.
- Le travail forcé imposé par l'État, y compris le travail imposé par les autorités publiques, militaires ou paramilitaires, la participation obligatoire à des travaux publics, et le travail pénitentiaire forcé.

▪ Stock, flux et durée du travail forcé

En principe, toutes les catégories de travail forcé peuvent être mesurées à la fois sous forme de stock et de flux. Sous forme de stock, la mesure fait référence au nombre de victimes de travail forcé à un *moment donné*. Sous forme de flux, la mesure fait référence au nombre

Tableau 10

Statut de travail forcé d'une population de 12 personnes à cinq moments différents

Nombre de la personne	t ₁	t ₂	t ₃	t ₄	t ₅	Durée du travail forcé
1	0	0	0	0	0	0
2	0	0	0	0	0	0
3	0	0	0	0	0	0
4	0	0	0	0	0	0
5	0	0	0	0	0	0
6	0	0	0	0	0	0
7	0	0	0	0	0	0
8	0	0	1	1	0	2
9	0	0	0	0	1	1
10	1	1	0	1	1	4
11	1	1	1	0	0	3
12	1	1	1	1	1	5
Total	3	3	3	3	3	

de victimes de travail forcé au cours d'une *période donnée*. Afin de mieux comprendre les différences, prenons une population comprenant 12 personnes dont le statut au regard du travail forcé a été mesuré à cinq moments différents: t₁, t₂, t₃, t₄ et t₅. Le tableau suivant présente un exemple numérique :

Chaque ligne du tableau concerne l'une des 12 personnes de la population de cet exemple numérique. Les colonnes font référence aux cinq moments de la mesure. Chaque cellule prend soit la valeur 0 soit la valeur 1, la valeur 0 indiquant que la personne n'était pas victime de travail forcé à ce moment-là, tandis que la valeur 1 indique que la personne en était victime. La dernière ligne du tableau fait le total du nombre de victimes de travail forcé au moment en question. La dernière colonne du tableau indique la durée du travail forcé de chaque personne.

Dans cet exemple, sept personnes n'étaient pas victimes de travail forcé, quel que soit le moment, tandis que cinq personnes en étaient victimes à un moment donné pendant la période. La mesure du flux du travail forcé pour la période de l'exemple numérique est égale à 5. Ces 5 personnes étaient les suivantes:

- la personne n° 8, victime de travail forcé aux moments t₂ et t₃;
- la personne n° 9, victime de travail forcé uniquement au moment t₅;
- la personne n° 10, victime de travail forcé deux fois sur deux moments consécutifs, à savoir t₁ et t₂, et t₄ et t₅;
- la personne n° 11, victime de travail forcé une fois sur trois moments consécutifs, à savoir t₁, t₂ et t₃;
- la personne n° 12, victime de travail forcé à sur l'ensemble des 5 moments.

Si on s'intéresse maintenant à la dernière ligne du tableau, on peut observer qu'il y avait trois victimes de travail forcé à chaque moment. La mesure du stock de travail forcé est donc égale à trois.

- les personnes n° 10, 11 et 12 aux moments t_1 et t_2 ;
- les personnes n° 8, 11 et 12 au moment t_3 ;
- les personnes n° 8, 10 et 12 au moment t_4 ;
- les personnes n° 9, 11 et 12 au moment t_5 ;

La mesure du flux total de travail forcé dans cet exemple est ainsi égale à cinq et celle du stock moyen à trois. Le flux (cinq) fait référence au nombre total de victimes de travail forcé pendant la période. Le stock (trois) fait référence au nombre moyen de victimes de travail forcé à n'importe quel moment pendant la période.

Le stock moyen et le flux total sont liés l'un à l'autre par la durée du travail forcé. Cette relation peut être exprimée par

- Stock moyen = Flux total x durée moyenne du travail forcé
(exprimé sous forme de fraction de la durée totale)

Dans cet exemple, la durée moyenne du travail forcé peut être calculée en utilisant la dernière colonne du tableau 10:

- Durée moyenne du travail forcé = $(2+1+4+3+5)/5 = 3$.
- Durée moyenne exprimée sous forme de fraction de la durée totale = $3/5 = 0,6$.

On peut vérifier que le stock moyen (3) = le flux total (5) x la durée moyenne du travail forcé (0,6).

Les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 calculent à la fois les

estimations du stock moyen et du flux total des différentes composantes du travail forcé. Les données sur la durée pour l'exploitation par le travail forcé et l'exploitation sexuelle ont été calculées en fonction des cas pertinents issus de la base de données de l'OIM. Le travail forcé et le mariage forcé étant des événements rares du point de vue statistique, le questionnaire de l'enquête a été conçu de telle manière à rendre compte du flux de victimes sur une période de cinq années (2012-2016) afin d'obtenir un nombre suffisant de cas à analyser.

▪ Pays de résidence et pays d'exploitation

Le travail forcé peut être mesuré en fonction du pays de résidence actuelle de la victime ou du pays où l'exploitation est survenue. La distinction entraîne des résultats considérablement différents aux niveaux national et régional. Le tableau 11 présente la répartition théorique du travail forcé mondial par pays de résidence et pays d'exploitation. Le monde est composé de n pays et territoires et le travail forcé mondial est N . Les colonnes représentent les pays de résidence actuelle des victimes et les lignes les pays d'exploitation.

Tableau 11

Travail forcé par pays de résidence actuelle et pays d'exploitation

		Pays de résidence actuelle							Total
		1	2	...	j	N	
Pays d'exploitation	1								N_{+j}
	2								
	...								
	i				N_{ij}				
	...								
	...								
	n								
Total					N_{+j}			N	

Chaque cellule du tableau (N_{ij}) contient le nombre inconnu de victimes d'exploitation par le travail forcé dans un pays i vivant actuellement dans un pays j . Dans les cas où la personne a été victime de travail forcé dans plusieurs pays, le pays d'exploitation fait référence au pays où a eu lieu le dernier épisode de travail forcé. Dans le cas des victimes d'exploitation par le travail forcé dans leur propre pays, le pays d'exploitation (i) et le pays de résidence actuelle (j) sont les mêmes.

Le total par ligne figurant dans la dernière colonne du tableau (N_{+j}) indique le nombre total de victimes d'exploitation par le travail forcé dans le pays j . Le total par colonne (N_{+i}) dans la dernière ligne du tableau indique le nombre total de victimes résidant actuellement dans le pays i . Les éléments en diagonale dans la matrice (N_{ij} , $i=j$) représentent le nombre de victimes d'exploitation par le travail forcé dans leur pays de résidence actuelle et les éléments en dehors de la diagonale (N_{ij} , $i \neq j$) représentent le nombre de victimes exploitées en dehors de leur pays de résidence actuelle. Il est évident que le nombre de victimes d'exploitation par le travail forcé dans un pays i (N_{+i}) peut être différent du nombre de victimes de travail forcé

résidant actuellement dans ce pays (N_{+i}), $N_{+i} \neq N_{+i}$.

Ce point est illustré par un exemple numérique. Envisageons l'exemple hypothétique fourni plus haut d'un monde comprenant une population de 12 personnes, dont cinq sont victimes de travail forcé. Supposons aussi que le monde englobe trois pays A, B et C où les victimes sont exploitées. Le tableau 12 présente la répartition des victimes par pays d'exploitation et pays de résidence actuelle.

Dans cet exemple, aucun résident du pays A n'a été victime de travail forcé, mais une victime du pays C a été exploitée dans le pays A. Dans le pays B, il y a eu 3 victimes de travail forcé, l'une d'entre elles exploitée dans le pays B lui-même et les 2 autres dans le pays C. Dans le pays C, il y a eu 2 victimes de travail forcé, l'une d'entre elles exploitée dans le pays C lui-même et l'autre dans le pays A. Si l'on compare le total des colonnes et le total des lignes, on observe que le pays ayant le nombre le plus élevé de résidents victimes de travail forcé est le pays B avec $N_{+B}=3$. Mais le pays B n'est pas le pays où l'on observe la plus forte exploitation. Le pays où l'on observe la plus forte exploitation est le pays C, avec $N_{+C}=3$.

Tableau 12

**Répartition des victimes par pays d'exploitation et pays de résidence actuelle:
Exemple numérique**

		Pays de résidence actuelle			
		A	B	C	Total
Pays d'exploitation	A	0	0	1	1
	B	0	1	0	1
	C	0	2	1	3
	Total	0	3	2	5

EXPLOITATION PAR LE TRAVAIL FORCÉ DES ADULTES

L'élément clé des estimations mondiales de l'esclavage moderne est constituées des données collectées sur le travail forcé et le mariage forcé par les enquêtes nationales menées dans le pays de résidence, avec des informations indirectes collectées dans le pays d'exploitation. La procédure est expliquée ci-dessous.

▪ Enquêtes nationales

Les principaux jeux de données provenaient de 54 enquêtes nationales menées dans 48 pays sur une période allant de 2014 à 2016²⁵. Toutes les enquêtes ont été effectuées par Gallup, Inc. Dans sept pays, plusieurs enquêtes ont été menées pendant la période de 2014 à 2016. Les pays de l'enquête figurent à l'annexe 2. Les enquêtes nationales étaient des enquêtes réalisées auprès des ménages avec des entrevues en face à face avec un échantillon de personnes sur leur lieu de résidence, pour recueillir des données sur le travail forcé et le mariage forcé les concernant et concernant les membres de leur famille immédiate.

▪ Plan de sondage

Le plan de sondage d'une enquête nationale type réalisée dans le cadre du Sondage mondial Gallup est succinctement décrit ci-dessous²⁶. À quelques rares exceptions près, toutes les enquêtes étaient fondées sur des échantillons probabilistes représentant la population civile résidente âgée de 15 ans ou plus et hors personnes placées en institution²⁷. Le champ d'application de l'enquête a été l'ensemble du territoire du pays, y compris les zones urbaines et rurales, avec certaines exceptions comme les îles peu peuplées de certains pays, les zones où la sécurité des enquêteurs ne pouvait être assurée, et les régions reculées où les enquêteurs pouvaient uniquement se rendre à pied, à dos d'animal ou par petit bateau. La taille de l'échantillon de la plupart des enquêtes est d'environ 1 000 personnes, sauf en Russie (2 000), en Haïti (504) et dans certains pays où plusieurs enquêtes ont été réalisées avec des échantillons de 2 000 personnes, voire 17 000 personnes dans le cas de l'Inde. Au total, l'échantillon des enquêtes nationales utilisées pour l'estimation mondiale du travail forcé était de 71 758 personnes. La sélection de l'échantillon était fondée sur un plan de sondage stratifié à plusieurs degrés, comme suit.

À la première étape, un échantillon régional de 100 à 135 unités primaires d'échantillonnage (grappes) a été créé avec des probabilités proportionnelles à la taille pour lesquelles des informations sur la population étaient disponibles dans la base d'échantillons, ou par échantillonnage aléatoire lorsque les données populationnelles n'étaient pas disponibles dans la base d'échantillons. Avant l'échantillonnage régional, les grappes ont été stratifiées par taille de la population et/ou critères géographiques à plusieurs niveaux, avec par exemple une première stratification par grandes unités géographiques, puis par plus petites unités au sein de cet ensemble géographique. En général, les zones des échantillons étaient choisies indépendamment des échantillons sélectionnés pour les enquêtes réalisées les années précédentes.

Lors de la deuxième étape de l'échantillonnage, un nombre déterminé de foyers a été sélectionné par la méthode des itinéraires. Sauf en cas de refus catégorique, les enquêteurs avaient pour mission de faire jusqu'à trois tentatives pour réaliser l'enquête auprès du ménage sélectionné. Afin d'augmenter la probabilité de contact et de réalisation de l'enquête, les tentatives ont été faites à différentes heures de la journée, et dans la mesure du possible, des jours de la semaine différents. Si l'enquêteur ne pouvait obtenir d'entrevue auprès du ménage initialement sélectionné, il était possible de suivre une méthode simple de substitution.

Lors de la troisième étape de l'échantillonnage, plusieurs répondants individuels ont été aléatoirement choisis au sein des ménages sélectionnés. Les enquêteurs dressaient la liste de tous les membres éligibles du foyer et enregistraient leur âge et leur date de naissance. Le répondant était alors sélectionné parmi les membres du foyer de 15 ans ou plus à l'aide de la grille de Kish, qui est une méthode largement utilisée pour la sélection aléatoire de membres à interviewer au sein d'un foyer, fondée sur une table prédéfinie comportant des numéros aléatoires. L'enquêteur n'était pas supposé communiquer les critères

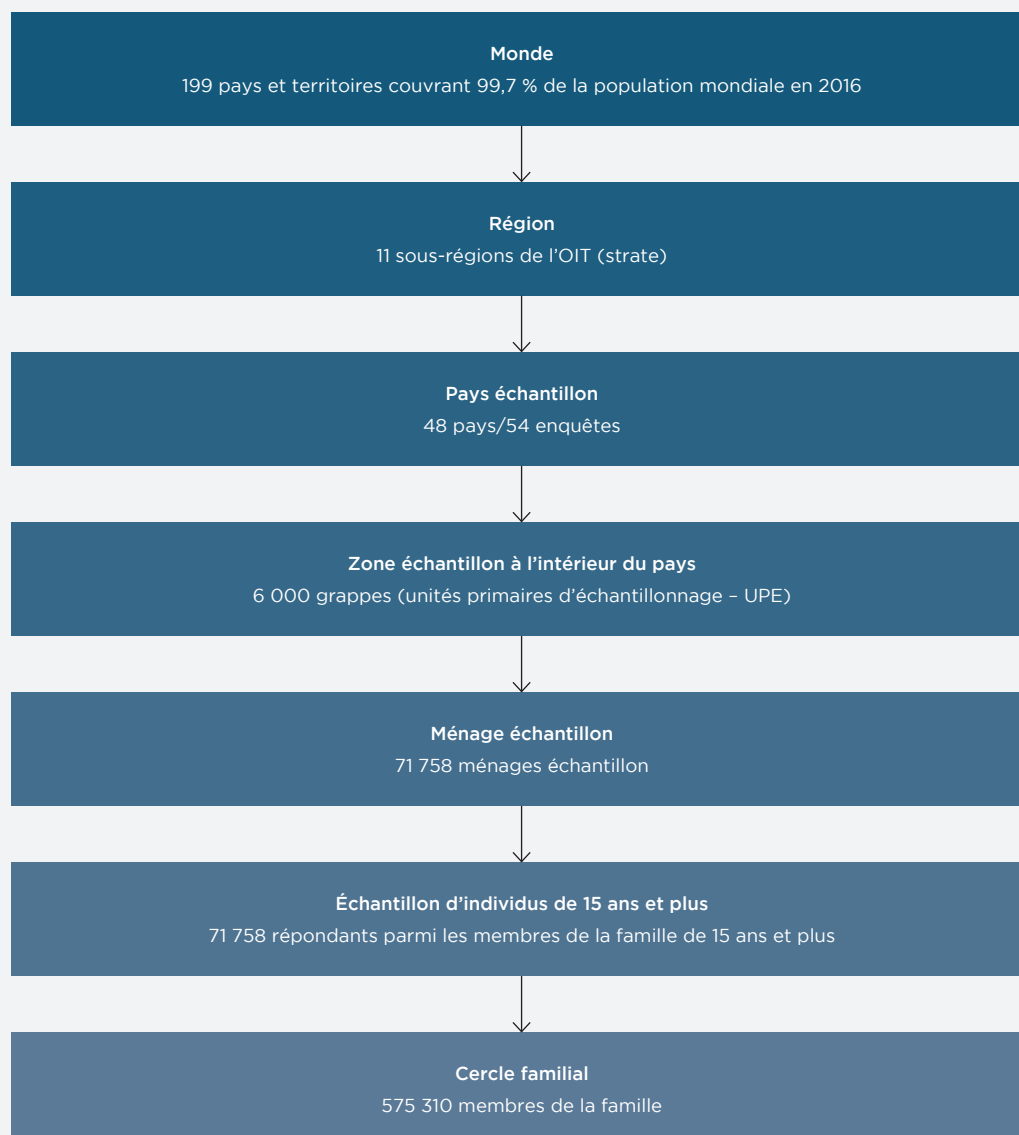
de sélection à la personne l'accueillant tant que le répondant n'avait pas été identifié. Dans plusieurs pays où des restrictions culturelles obligent à ce que le répondant soit du même sexe que l'enquêteur, les répondants étaient aléatoirement sélectionnés à l'aide de la grille de Kish parmi toutes les personnes éligibles du sexe correspondant.

Afin d'augmenter la taille effective de l'échantillon, celui-ci a été étendu pour couvrir les membres de la famille des répondants sélectionnés, qui ont été interrogés sur leur propre expérience et sur celle des membres de leur famille immédiate²⁸. Le cercle familial comprend le répondant, son conjoint ou partenaire et autres membres de la famille immédiate, à savoir les parents (mère et père biologiques en vie, mais pas les beaux-parents ni les parents adoptifs), les fils et les filles (enfants biologiques en vie, mais pas les beaux-fils ou belles-filles ni les enfants adoptifs) et les frères et sœurs (frères et sœurs biologiques en vie, c'est-à-dire les fils ou filles d'un parent, mais pas les demi-sœurs ni les demi-frères, les frères et sœurs adoptifs ni les frères et sœurs par alliance d'une union antérieure et non liés par le sang).

Dans les 54 enquêtes utilisées pour l'estimation mondiale du travail forcé et du mariage forcé, la taille globale du cercle familial des 71 758 répondants sélectionnés s'élevait à 575 310 personnes au total, correspondant à une taille moyenne du cercle familial de 8 personnes environ. Le cercle familial comprenait des enfants de moins de 15 ans ainsi que des adultes de 15 ans et plus. Il pouvait inclure des membres de la famille vivant dans un pays autre que celui du répondant sélectionné, ainsi que des personnes en dehors du champ d'application de l'enquête de base. Par exemple, il pouvait inclure des non-civils ou des personnes vivant dans des institutions. Les éléments essentiels de la structure de l'échantillon peuvent être présentés hiérarchiquement de la manière suivante:

Figure 21

Structure globale de l'échantillon



- Plan du questionnaire et règle de dénombrement

Le questionnaire utilisé dans la série d'enquêtes de 2016 s'appuyait sur un instrument antérieur initialement mis au point par la Walk Free Foundation, tirant des enseignements d'enquêtes effectuées auprès de victimes de la criminalité, d'orientations précédentes de l'OIT et de concepts clés. Les enquêtes, initialement mises au point et testées en 2014, ont été affinées en 2015 et à nouveau en 2016. Dans toutes les enquêtes, des mesures ont été prises pour réduire les erreurs dans les réponses en suivant des procédures visant à garantir la qualité et à tenir compte des facteurs qui peuvent influencer les taux de réponse, comme la couverture de la population, la méthode de collecte des données, la charge de réponse imposée par la longueur, la difficulté et la sensibilité, le plan et la présentation du questionnaire, le langage utilisé et les contextes culturels correspondants.

Un premier instrument a été rédigé par la Walk Free Foundation portant sur le travail forcé, tel que défini dans la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé de 1930²⁹, et sur les mariages forcés,

définis à l'article 3 de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage de 1956³⁰. Des tests cognitifs ont été réalisés dans six des sept pays de la première série d'enquêtes en 2014. Les résultats des tests étaient généralement positifs, même si quelques modifications ont été apportées à l'instrument pour en améliorer la clarté et réduire les erreurs dans les réponses.

Pour la série d'enquêtes de 2016, des questions supplémentaires ont été ajoutées sur la durée et afin de mieux représenter les enfants dans les résultats de l'enquête. Le questionnaire en résultant a été utilisé dans les modules de l'OIT-Walk Free Foundation de l'enquête du Sondage mondial Gallup de 2016³¹. Le questionnaire comportait 3 sections: des questions définissant la taille du cercle familial, des questions sur le travail forcé et des questions sur le mariage forcé. La partie du questionnaire relative au travail forcé incluait les 14 questions principales présentées dans le tableau 13, et une série de sous-questions présentées ci-dessous.

Tableau 13

Schéma du questionnaire sur le travail forcé des enquêtes OIT-Walk Free Foundation conduites dans le cadre des sondages mondiaux Gallup de 2016

Questions	Description
P1-P4	Identification du cercle familial proche
P5-P7	Questions sur les expériences de travail forcé vécues par toute personne de la famille immédiate
P8-P10	Qui dans la famille immédiate, sexe et âge
P11	Dernière occurrence
P11I	Durée totale au cours des cinq dernières années
P12	Pays dans lequel la dernière expérience s'est produite
P13	Forme de travail forcé
P14	Moyens de coercition

Après les questions portant sur le cercle familial immédiat (P1-P4), une série de questions principales évaluent le critère du «caractère involontaire» du travail forcé, conformément à la définition de la convention n° 29 de l'OIT, en posant des questions sur des situations de travail particulières vécues par toute personne de la famille immédiate:

- contraint(e) à travailler par un employeur ou un recruteur (P5);
- forcé(e) de travailler pour régler une dette auprès d'un employeur ou d'un recruteur et impossibilité de partir (P6);
- proposition d'un type de travail, mais forcé(e) d'effectuer d'autres tâches et impossibilité de partir (P7);

Avec des questions supplémentaires pour l'administration dans les pays où elles étaient pertinentes:

- forcé(e) de travailler comme esclave pour un maître (P7A);
- forcé(e) de travailler afin d'aider un autre membre de la famille lui-même forcé de travailler par un employeur (P7B); et
- forcé(e) de travailler pour un employeur afin qu'une autre personne puisse recevoir un travail, des terres, de l'argent ou d'autres ressources (P7C).

Dans le présent contexte, le terme «travail» est défini comme toute activité économique destinée au marché, que ce soit pour la vente ou le troc, y compris tous les biens ou services fournis à titre gratuit à des ménages et toute la production de biens pour son propre usage. La production ou les services pour sa propre consommation finale au sein des ménages, p. ex. les tâches ménagères, ne sont pas considérées comme du «travail», mais la production agricole pour sa propre consommation est bien considérée comme du «travail».

Les questions de suivi (P8-P10) identifiaient et déterminaient les caractéristiques démographiques des membres de la famille pour lesquels une réponse positive avait été donnée dans l'une quelconque des questions P5 à P7.

La série de questions concernait ensuite le moment où est survenue la dernière expérience de travail particulière (P11), la durée totale du travail au cours des cinq dernières années (P12), le pays où ce travail a été effectué (P13) et le type de travail effectué (P14). Le type de travail était codé en fonction du secteur d'activité économique. Ce codage a été adapté à partir de la Classification internationale type, par industrie, de tous les secteurs d'activité économique (CITI, Rév. 4). 15 catégories étaient prévues:

1. Agriculture, sylviculture
2. Pêche
3. Activités extractives
4. Industrie manufacturière
5. Construction
6. Commerce de gros et de détail
7. Hébergement et restauration
8. Armées
9. Arts, spectacles et loisirs
10. Industrie du sexe et exploitation sexuelle
11. Production, vente et trafic de stupéfiants
12. Mendicité
13. Services à la personne
14. Travail domestique
15. Autre

Le critère de «menace d'une peine» de la convention n° 29 de l'OIT était évalué à la fin au moyen d'une question séparée (P14) s'intéressant aux moyens de coercition. Le questionnaire prévoyait une réponse ouverte pour cette question, qui est ensuite attribuée à l'une ou plusieurs des 14 catégories suivantes:

1. Violence physique
2. Violence sexuelle
3. Menaces de violence

4. Menaces envers les membres de la famille
5. Enfermement sur le lieu de travail ou de vie
6. Maintien en état d'ivresse/de dépendance aux stupéfiants
7. Punition sous forme de privation de nourriture, de sommeil, etc.
8. Punition sous forme d'amendes/pénalités financières
9. Menaces de poursuites judiciaires
10. Rétention du passeport ou d'autres documents
11. Obligation de rembourser une dette
12. Rétention des salaires
13. Trop loin du domicile, nulle part où aller
14. Autre

Les résultats des enquêtes ont été traités à l'aide du programme STATA et les adultes victimes de travail forcé ont été identifiées selon la règle de dénombrement suivante:

Travail forcé au cours des 5 années = involontaire & peine & famille & en 5 années

Ainsi, le cas était positif s'il satisfaisait les conditions suivantes:

a) Le travail était involontaire si:

- le travailleur était forcé de travailler par un employeur ou un recruteur OU
- était forcé de travailler pour régler une dette auprès d'un employeur ou d'un recruteur et dans l'impossibilité de partir OU
- s'était vu offrir un type de travail, mais forcé d'effectuer d'autres tâches et impossibilité de partir OU
- était forcé de travailler comme esclave pour un maître OU
- était forcé de travailler afin d'aider un autre membre de la famille lui-

même forcé de travailler par un employeur OU

- était forcé de travailler pour un employeur afin qu'une autre personne puisse recevoir un travail, des terres, de l'argent ou d'autres ressources.

b) Le travail avait lieu sous la menace d'une peine, si l'une ou plusieurs des conditions suivantes était satisfaite:

- Violence physique
- Violence sexuelle
- Menaces de violence
- Menaces envers les membres de la famille
- Enfermement sur le lieu de travail ou de vie
- Maintien en état d'ivresse/de dépendance aux stupéfiants
- Punition sous forme de privation de nourriture, de sommeil, etc.
- Punition sous forme d'amendes/pénalités financières
- Menaces de poursuites judiciaires
- Rétention du passeport ou d'autres documents
- Obligation de rembourser une dette
- Rétention des salaires
- Trop loin du domicile, nulle part où aller
- Autre peine

c) La situation était subie par un membre de la famille immédiate, c'est-à-dire la victime était le répondant lui-même, son conjoint, son frère/sa sœur, sa fille/son fils, sa mère/son père.

d) Le travail est survenu au cours des cinq dernières années (c'est-à-dire qu'il a eu lieu soit il y a moins d'un an, soit il y a moins de cinq ans).

▪ Traitements statistiques particuliers

▪ Réponses aux questions ouvertes

Suite aux modifications apportées à l'instrument d'enquête en 2015, des réponses à des questions ouvertes ont été recueillies auprès des répondants dans 44 enquêtes. Il leur était demandé de décrire avec leurs propres mots le type de travail qu'ils étaient obligés de faire et les manières dont ils étaient empêchés de partir. Cela permettait de comparer les codes affectés par Gallup avec la réponse à la question ouverte, et le cas échéant, de modifier le code des réponses.

Toutes les réponses aux questions ouvertes sur la coercition, les menaces et les peines (P14) ont été examinées indépendamment par l'OIT et la Walk Free Foundation. Étant donnée la formulation des règles de dénombrement, un soin particulier a été apporté au traitement des peines dans la question P14. Les réponses aux questions ouvertes ont fourni des informations importantes pour comprendre le processus du travail forcé et vérifier la précision du codage de la question P14. Trois types de cas ont été soumis à un traitement statistique spécial:

- Si le contenu du texte était reconnu comme une peine appartenant aux catégories précodées par la convention n° 29 de l'OIT, la réponse était modifiée pour être affectée à cette catégorie.
- Si le texte était reconnu comme une peine n'appartenant pas aux catégories précodées, un nouveau code «95» était ajouté pour couvrir ces situations, par exemple «menace de licenciement».
- Si, toutefois, le texte n'était pas reconnu comme une peine, la réponse était recodée en 96 «Aucune peine», comme par exemple «J'avais besoin de travailler».

Le code Gallup initial n'a été modifié que dans les cas où le texte venait clairement contredire le codage affecté, indiquant une erreur. Les modifications suivantes ont été apportées grâce ce processus.

Dans un nombre réduit de cas, les réponses aux questions filtres P5 à P7c ont dû subir un recodage pour les aligner aux réponses ouvertes. Toutes les réponses «oui» aux questions P6 à P7c qui indiquaient clairement que la personne n'était pas forcée ont été supprimées de l'ensemble des cas «positifs» ou «confirmés». Ces cas étaient très peu nombreux et étaient tous des cas évidents qui justifiaient cette exclusion.

Par exemple, un répondant a répondu «oui» à la question «Avez-vous été, vous ou quelqu'un de votre famille immédiate, forcé à travailler par un employeur ou un recruteur?». Lorsqu'il lui a été demandé d'expliquer avec ses propres mots l'impossibilité de quitter le poste occupé, la personne a répondu «J'ai fait ce travail parce que je le voulais, personne ne m'a jamais forcé à le faire». Ce cas devait clairement être exclu.

En revanche, si la réponse ouverte indiquait qu'ils étaient forcés de travailler même si le répondant avait répondu «non», cette réponse était changée en «oui». Par exemple, dans un cas, la réponse textuelle indiquait «Il n'a pas laissé mon fils partir en Afghanistan tant qu'il n'avait pas fini son travail, puis mon fils a été emprisonné pendant deux mois». Même si le répondant avait initialement indiqué que ni lui ni d'autres membres de sa famille n'avaient été forcés de travailler, la réponse ouverte venait clairement contredire la réponse initiale.

Les variables des formes de coercition ont été recodées après un examen des transcriptions. Dans la plupart des cas, les modifications apportées aux formes signalées de menaces ou de peines ont été traitées comme des formes de coercition supplémentaires, plutôt que de changer le codage initial de Gallup. De nouveaux codes ont été créés pour les réponses aux questions P14 afin de mieux couvrir l'éventail des menaces révélées par les transcriptions. Par exemple, la réponse ouverte suivante indique clairement le recours à la violence physique, le fait d'avoir été enfermé sur le lieu travail ou de vie, d'avoir été drogué

et que des menaces avaient été proférées à l'encontre de la famille.

«Que dire de cette violence que je subis. On me drogue, on m'enferme dans une pièce lorsque j'essaye de m'opposer à eux. Ma famille fait aussi l'objet de menaces, je suis généralement battu par l'employeur et je dois passer la journée entière dans les quartiers des domestiques. Ma vie est devenue un enfer».

Les réponses aux questions ouvertes ont été révisées et codées par deux codeurs indépendants (disons, c1 et c2). Si les deux codes correspondaient (c1=c2), le code commun était conservé. Si, en revanche, les deux codes étaient différents (c1≠c2), les deux codeurs examinaient conjointement le conflit et en discutaient les des raisons. Cela a le plus souvent permis de résoudre le problème de codage. Si aucun accord n'était trouvé à ce stade, un tiers était consulté.

- Refus

Lors du traitement des données, on a constaté que dans plusieurs enquêtes nationales, le nombre de refus de répondre à des questions principales était particulièrement élevé. Deux types de refus ont été isolés pour un traitement statistique spécial:

- Refus de toute question clé sur le travail forcé, c'est-à-dire de questions du type «Avez-vous été forcé à travailler par un employeur pour régler une dette auprès de cet employeur ?» (P6==4); «Vous a-t-on offert un type de travail, mais ensuite forcé d'effectuer d'autres tâches ou empêché de partir?» (P7==4); «Avez-vous été forcé de travailler afin d'aider un autre membre de la famille lui-même forcé de travailler par un employeur?» (P7b==4); ou «Avez-vous été forcé de travailler pour un employeur afin qu'une autre personne puisse recevoir un travail, des terres, de l'argent ou d'autres ressources?» (P7c==4).
- Refus d'identification d'un membre de la famille (P8==9) après avoir répondu

de manière positive à au moins l'une des questions filtres (P5==1, P6==1, P7==1, P7B==1 ou P7C==1).

De tels refus étaient considérés comme indiquant une expérience récente de travail forcé que le répondant ne souhaitait pas communiquer et aborder pendant l'entrevue, peut-être par peur de représailles de la part de l'employeur ou de l'agent. Ces refus ont fait l'objet d'un recodage en tant que travail forcé au cours des 5 dernières années lors du traitement des données des enquêtes nationales.

- Autres non-réponses

Une implication des refus de réponse aux questions filtres ou d'identifier le membre de la famille concerné est que les questions de suivi sur les caractéristiques démographiques de la victime et sur le moment, le lieu, le type de travail et le type de coercition ne sont pas posées et que ces questions restent donc sans réponse.

Pour les valeurs manquantes, il a été décidé de n'imputer que le sexe et le pays d'exploitation, toutes les autres valeurs restant manquantes. Ainsi, un refus ou une non-réponse à la question P9 sur le «sexe» étaient imputés comme P9=2 (femme) pour tenir compte, en partie, de la faible représentation des femmes, et un refus ou une non-réponse à la question P12 sur le «pays du dernier épisode» étaient imputés comme le pays de résidence (P12=WP5).

- Réponse directe ou réponse par personne interposée

L'analyse des résultats des enquêtes a révélé que les répondants pouvaient fournir des informations plus étoffées sur leur propre expérience de travail forcé que sur celle des membres de leur famille. Le tableau 14 indique le nombre total de victimes de travail forcé identifiées dans les enquêtes nationales par type de réponse. Au total, les enquêtes ont identifié 2 672 personnes qui ont eu une expérience de travail forcé - soit elles-mêmes soit dans leur famille - à un moment donné dans le passé, ce qui

Tableau 14

Prévalence du travail forcé par type de réponse (non pondérée)

Réponse directe vs. réponse concernant les membres de la famille	Nombre total de personnes dans le cercle familial	Victimes de travail forcé à un moment dans le passé	Taux
Total	575 310	2 672	4,64
Moi-même	71 758	747	10,41
Conjoint/partenaire ⁽¹⁾	43 802	228	5,21
Enfant	139 643	166	1,19
Parent	79 823	229	2,87
Frère ou sœur	240 285	518	2,16
Autres ⁽²⁾	-	768	-

Note: (1) Le nombre total de conjoints ou de partenaires des répondants n'a pas pu être déterminé par le biais des questions des enquêtes. (2) Cette catégorie inclut les réponses «ne sais pas» et les refus.

représente un taux de prévalence de 4,64 pour mille. Le taux de prévalence déclaré était de 10,41 pour mille pour la réponse directe (ceux qui ont fait état de leur propre expérience de travail forcé), ce qui est nettement plus élevé que le taux de réponse par personne interposée sur l'expérience des enfants, qui était le plus bas à 1,19 pour mille, suivi du taux de réponse sur les frères et sœurs, à 2,16 pour mille, et sur les parents, à 2,87 pour mille.

La plus haute prévalence signalée pour les cas de réponses directes a été systématiquement observée dans le cas des expériences de travail forcé rapportées au cours de l'année précédente, des cinq dernières années ou des dix dernières années, de même qu'avec différents mécanismes de pondération des données. Ceci peut être dû au fait que les répondants tendent à en savoir plus sur leurs propres expériences que sur celles des membres de leur famille et sont donc plus enclins à donner des réponses affirmatives aux questions les concernant. On peut aussi présumer que les répondants peuvent avoir tendance à exagérer leurs propres expériences de travail forcé tout en minimisant celles

des membres de leur famille. Quoi qu'il en soit, le taux de prévalence signalé du travail forcé est toujours plus élevé dans le cas des réponses directes que dans celui des réponses par personne interposée.

- Erreurs de mémoire

On sait bien que des erreurs dans les réponses aux enquêtes peuvent être attribuées à des défaillances de mémoire, en particulier lorsque le répondant oublie de signaler un événement ou se trompe en situant l'événement dans le temps³². Une erreur de mémoire concernant l'oubli d'un événement entier est appelée «omission». Un deuxième type d'erreur de mémoire appelé «télescopage» reflète une compression du temps lors de la remémoration d'un événement à une date postérieure à celle à laquelle il est effectivement survenu.

Dans le contexte du travail forcé, une erreur par omission survient lorsque le répondant ne se souvient pas d'un événement considéré par l'enquête comme étant du travail forcé. De telles omissions peuvent être rares lorsque le répondant signale sa propre expérience,

mais peuvent être fréquentes par rapport aux expériences des membres de la famille. Dans le cas des erreurs de télescopage, où le répondant se rappelle d'une expérience de travail forcé, mais pas avec précision de sa date, le répondant a tendance à rapprocher l'événement et à signaler une date plus récente que la date réelle. L'erreur due au télescopage a un effet qui s'oppose à celui de l'omission.

Le tableau 15 présente les données des enquêtes sur les cas de travail forcé signalés en fonction du moment de leur survenance. En l'absence d'erreurs de réponse, on devrait s'attendre à ce que le nombre de victimes dans la catégorie «entre 1 an et moins de 5 ans» soit environ quatre fois plus élevé que celui de la catégorie «moins d'un an», reflétant ainsi une période plus longue. Cependant, comme le montrent les données du tableau 15, 562 victimes ont déclaré avoir subi leur plus récent épisode de travail forcé au cours de l'année précédente, tandis que le nombre de celles dont l'épisode le plus récent est survenu entre un et cinq ans auparavant était de 693, soit à peine 23 pour cent de plus. Ceci

évoque des problèmes d'oubli dans les réponses.

On pourrait croire que les victimes qui ont signalé des incidents de travail forcé survenus au cours de l'année précédente font évidemment moins d'erreurs de mémoire et que, par conséquent, le nombre réel de victimes de travail forcé au cours des cinq dernières années pourrait être obtenu en multipliant simplement le chiffre de l'année la plus récente par cinq (p. ex. $562 \times 5 = 2810$). Mais on doit prendre en compte que certains cas signalés comme étant survenus il y a moins d'un an peuvent en fait être survenus antérieurement, mais signalés comme datant de moins d'un an en raison du télescopage. En général, le taux d'omission augmente avec la longueur de la période de remémoration, mais les erreurs d'appréciation de la période donnée augmentent, quant à elles, en sens inverse. D'autres facteurs que la durée, tels que la fréquence ou la stigmatisation sociale de l'événement influent sur les taux d'omissions et sur la précision de la situation de l'événement dans le temps.

Tableau 15

Date du dernier événement de travail forcé signalé par les victimes

Dernier événement	Total des victimes	Réponse directe	Réponse par personne interposée
Total	2 672	747	1 925
Moins d'un an	562	215	347
Entre 1 an et moins de 5 ans	693	274	419
Entre 5 ans et moins de 10 ans	302	127	175
10 ans ou plus	309	109	200
Inconnu	806	22	784

Note: La catégorie «Inconnu» inclut les réponses «ne sait pas» et les refus.

Des modèles ont été mis au point pour tenir compte des effets de la mémoire sur les réponses à des questions rétrospectives³³. Ils peuvent être appliqués aux données du tableau 15 pour estimer les taux d'omission et l'effet de télescopage dans le signalement de l'expérience de travail forcé la plus récente, aussi bien pour les réponses directes que pour celles par personne interposée. Les résultats confirment que le taux d'erreur est plus élevé dans les réponses par personne interposée que dans les réponses directes. Les estimations de la probabilité des omissions et de la part d'événements avancés dans le temps sont plus élevées dans le cas des réponses par personne interposée que dans les réponses directes, quelle que soit la période de remémoration.

Le taux inférieur d'erreurs dans les réponses directes est traité en donnant plus de poids aux réponses directes qu'aux réponses par personne interposée. Cela est mis en œuvre dans le cas de l'extrapolation des données d'enquête décrite dans la section suivante.

▪ Extrapolations

Les résultats des enquêtes sont extrapolés pour obtenir des statistiques mondiales grâce à des pondérations visant à compenser les lacunes des échantillons. Dans le contexte actuel, les pondérations de l'échantillon sont le produit de deux parties, l'une reflétant le choix des pays échantillons parmi l'ensemble des pays, appelée «pondérations des pays» et l'autre le plan de sondage des enquêtes nationales, appelée «pondérations des enquêtes». En termes mathématiques, les pondérations d'extrapolation peuvent être exprimées par

$$w_{ijh} = w_{jh} \times w_{ij}$$

où w_{jh} est la pondération du pays, c'est-à-dire la pondération du pays échantillon j dans la région (strate) h et w_{ij} est la pondération de l'enquête, c'est-à-dire, la pondération de l'échantillon d'un individu i dans le pays échantillon j . On décrira d'abord le calcul des pondérations des

enquêtes w_{ij} , puis les pondérations des pays w_{jh} .

▪ Pondérations des enquêtes

Le plan de sondage des enquêtes nationales est fondé sur un échantillonnage classique en deux étapes de régions et de ménages; suivi d'une sélection aléatoire d'un adulte parmi les membres du foyer. Le membre du foyer sélectionné et l'ensemble de sa famille immédiate forment les unités d'échantillonnage de base de l'enquête. La pondération de l'enquête peut donc être dérivée du principe d'échantillonnage par réseaux³⁴, et peut donc être exprimée comme suit,

$$w_{ij} = \frac{w_{(k)j}}{netsize_k}$$

où i représente un individu du cercle familial de la personne interrogée k dans le pays échantillon j . Le cercle familial de la personne sondée k comprend la personne elle-même. Le numérateur $w_{(k)j}$ est la pondération de l'échantillon de la personne interrogée k dans le pays échantillon j . Il est calculé par Gallup Inc. dans le cadre de la méthodologie du Sondage mondial et est défini comme

$$w_{(k)j} = projwt$$

dans les bases de données soumises à l'OIT et à la Walk Free Foundation.

Le dénominateur $netsize_k$ représente la taille du cercle familial de la personne interrogée k , restreint aux personnes âgées de 15 ans ou plus. Il s'agit des personnes qui auraient pu être sélectionnées directement comme faisant partie de l'échantillon initial ou indirectement en tant que membre de la famille de la personne sélectionnée. Afin de tenir compte de cette double probabilité de sélection, la pondération de l'enquête est ajustée grâce au facteur de multiplicité $netsize_k$. La taille du cercle familial dans son ensemble peut être calculée sur la base des réponses à la question de l'enquête sur la composition du foyer pour identifier l'existence de conjoints et aux questions de l'enquête P1 à P4 pour déterminer le nombre de

parents, frères et sœurs et enfants en vie. Le nombre de personnes de 15 ans ou plus peut être dérivé en utilisant

$$netwt_k = \frac{projwt}{netwt}$$

où *netwt* est la pondération du cercle familial, également calculée par Gallup Inc. et présente dans les bases de données fournies à l'OIT et à la Walk Free Foundation.

Le plan de sondage des enquêtes nationales offre la possibilité de produire des estimations du travail forcé fondées sur les seules réponses directes, en utilisant les pondérations de l'échantillon ($w_{(k)j}$), et sur les réponses totales, en se basant sur les pondérations du réseau (w_{ij}). Afin de donner plus d'importance aux réponses directes par rapport aux réponses par personne interposée, les deux jeux de pondérations (directe et par personne interposée) ont été combinés pour produire les pondérations de l'enquête à utiliser dans l'estimation mondiale du travail forcé et du mariage forcé.

Ces pondérations combinées de l'enquête sont obtenues en calculant la moyenne pondérée des deux pondérations de l'échantillon après avoir déduit le répondant de la taille du réseau dans le dénominateur de la pondération du réseau,

$$wt_{ij} = \alpha \times projwt + (1 - \alpha) \times \frac{projwt}{netwt_k - 1}$$

Le paramètre α peut être évalué comme suit³⁵: considérons que μ est la valeur réelle du travail forcé mondial et b_{self} est le biais de la surestimation des réponses directes et b_{proxy} celui de la sous-estimation des réponses par personne interposée. Alors, $\alpha(\mu + b_{self}) + (1 - \alpha)(\mu - b_{proxy}) = \mu + \alpha b_{self} - (1 - \alpha)b_{proxy}$. Pour que le biais global soit égal à zéro, il faut choisir α de sorte que

$$\frac{1 - \alpha}{\alpha} = \frac{b_{self}}{b_{proxy}}$$

ou $\alpha b_{self} - (1 - \alpha)b_{proxy} = 0$. Ce résultat indique que si l'on suppose que la réponse directe n'est pas biaisée, alors il faut choisir α de telle sorte que $(1 - \alpha)/\alpha = 0$, c'est-à-dire $\alpha = 1$. Cela signifie qu'avec cette hypothèse, toutes les pondérations doivent être appliquées aux réponses directes. En revanche, si l'on suppose que les deux ensembles de biais s'annulent mutuellement, c'est-à-dire que $b_{self} = b_{proxy}$, alors $(1 - \alpha)/\alpha = 1$ et $\alpha = 0,5$, et la moyenne de la moyenne arithmétique des pondérations des réponses directes et des réponses par personne interposée doit être utilisée pour l'extrapolation.

Dans la pratique, la valeur de α peut être interprétée comme la probabilité de détecter une victime de travail forcé en se fondant sur les réponses directes par rapport à celle de détecter une victime de travail forcé en se fondant sur les réponses par personne interposée. Le ratio de risque relatif calculé à partir des données brutes des enquêtes nationales est $\alpha = 0,753$.

Ce choix de α se trouve aussi à mi-chemin entre 0,5 à 1. On peut avancer que si l'on donne plus d'importance aux réponses directes qu'aux réponses par personne interposée pour les membres de la famille adultes, âgés de 15 ans et plus, le paramètre moyen α devrait être égal ou supérieur à 0,5, c'est-à-dire, entre 0,5 à 1, ou plus exactement à mi-chemin, à savoir $\alpha = 0,75$.

Il convient de mentionner que les pondérations de l'enquête ne sont pas des pondérations de l'échantillon, vu qu'elles ne se fondent pas uniquement sur les probabilités d'échantillonnage. Elles tiennent également compte aussi de la qualité de la réponse, à savoir si elle a été obtenue d'après des réponses directes ou des réponses par personne interposée.

▪ Pondérations des pays

Le tableau 16 présente la version échantillonnée du tableau 4, où les colonnes représentent les pays échantillons et les lignes représentent les pays d'exploitation dans les réponses obtenues à partir des enquêtes

Tableau 16

Estimation du travail forcé dans les pays d'exploitation d'après les enquêtes nationales dans les pays de résidence actuelle

		Pays de résidence actuelle							Total pondéré
Pondérations des pays		1 C_{1h}	2 C_{2h}	...	j C_{jh}	S C_{sh}	
Pays d'exploitation	1								
	2								
	...								
	...								
	...								
	S								
	+1								
	+2								
	...								
Total pondéré									Estimation mondiale

nationales. Dans la pratique, les enquêtes nationales ont été effectuées dans 48 pays, et 91 pays et territoires ont été signalés en tant que pays d'exploitation. La matrice contient donc 91 lignes et 48 colonnes.

La matrice sert de fondement au calcul de l'estimation mondiale du travail forcé en 2016. Les données de l'enquête sont extrapolées pour obtenir des statistiques mondiales, en utilisant les pondérations w_{jh} associées aux pays échantillons représentés dans la colonne de la matrice. Les pays où des enquêtes nationales ont été effectuées ont été en réalité regroupés dans la strate h conformément aux 11 regroupements régionaux de l'OIT. Les estimations mondiales du travail forcé sont donc calculées comme la somme pondérée de toutes les strates h ,

$$\hat{N} = \sum_{h, j \in s_h} w_{jh} \times \hat{N}_{+j}$$

où s_h est l'échantillon de pays où ont été effectuées des enquêtes nationales dans la strate h , w_{jh} est la pondération du pays de l'enquête nationale j dans la strate h , et \hat{N}_{+j} représente l'estimation du travail

forcé obtenue à partir de l'enquête nationale dans le pays j . Le signe + dans l'expression \hat{N}_{+j} fait référence à tous les pays d'exploitation identifiés dans l'enquête nationale du pays j .

Les pondérations des pays w_{jh} ont été calculées comme suit:

$$w_{jh} = \frac{UNPOP_h(2016)}{\sum_{j \in s_h} UNPOP_{jh}(2016)}$$

où $UNPOP_h(2016)$ est l'estimation de l'ONU de la population des personnes de 15 ans ou plus en âge de travailler dans la strate h au milieu de l'année 2016, obtenue à partir des Perspectives démographiques mondiales de l'ONU³⁶, $UNPOP_{jh}(2016)$ est l'estimation correspondante de la population dans le pays j de la strate h , et s_h est l'ensemble des pays de la strate h disposant d'enquêtes nationales. Dans la pratique, les pondérations des pays sont ajustées à l'année de référence de l'enquête et aux différences entre l'estimation de la population de l'enquête et l'estimation de l'ONU pour la même année. Le facteur d'ajustement est donné par $UNPOP_j(2016)/POP_j$ où le numérateur est l'estimation de la population de l'ONU pour le pays en 2016 et le dénominateur l'estimation de la population de l'enquête pour l'année de référence de l'enquête.

Avec ce mécanisme de pondération, l'estimation régionale du travail forcé selon le pays de résidence peut être exprimée comme le produit de la population de la région et de la moyenne pondérée de la prévalence du travail forcé dans cette région,

Estimation régionale=

$$UNPOP_h(2016) \times r_h$$

où r_h est la prévalence moyenne pondérée du travail forcé dans la région h exprimée sous la forme de:

$$r_h = \sum_{j \in s_h} \omega_{jh} \times \frac{\hat{N}_{+j}}{POP_j}$$

La pondération ω_{jh} est la part de la population du pays j dans la population totale de la région,

$$\omega_{jh} = \frac{UNPOP_{jh}(2016)}{\sum_{j \in s_h} UNPOP_{jh}(2016)}$$

▪ Regroupement

Le regroupement a été envisagé afin de prendre des décisions avisées au sujet de l'extrapolation à partir de points de données existants. En fin de compte, le regroupement n'a pas été utilisé du fait de la difficulté rencontrée pour identifier des grappes stables et susceptibles d'être interprétées. On a utilisé à la place les regroupements régionaux de l'OIT pour le regroupement par pays d'exploitation. Le processus selon lequel le regroupement a été analysé et rejeté est décrit ci-dessous.

L'objet du regroupement est de réunir l'ensemble des pays et des territoires au sein d'un nombre limité de groupes appelés grappes. Les grappes sont regroupées de sorte que les pays d'exploitation au sein de chaque grappe soient homogènes en termes de profil de travail forcé et qu'il y ait au moins une, mais de préférence plusieurs observations d'échantillon afférentes aux pays d'exploitation de la grappe. On suppose alors que les pays non échantillonnés au sein de la même grappe ont le même taux de prévalence du travail forcé. Le regroupement peut donc être considéré comme une forme de post-stratification pour l'estimation mondiale du travail forcé.

Dans le cadre de son Global Slavery Index, la Walk Free Foundation utilise des grappes de pays générées d'après une mesure de la vulnérabilité au travail forcé et à l'esclavage moderne³⁷. La vulnérabilité est évaluée au moyen de 24 variables reflétant quatre dimensions comprenant les protections civiles et politiques et les droits sociaux, économiques et en matière de santé. Les dimensions sont des interprétations des quatre principaux axes d'une analyse factorielle des données et les 24 variables sont celles découlant d'une liste initiale de 35 variables. Les données sont obtenues à partir de diverses sources, normalisées selon une échelle linéaire, vérifiées en termes de multicollinéarité et inversées dans certains cas pour être comparées. L'ensemble de 167 pays pris en compte par la Walk Free Foundation a ensuite été regroupé en 12 grappes grâce

à une méthode de groupement à liens simples et ordonné en ordre décroissant de vulnérabilité.

Une autre méthode de regroupement faisant usage de la base de données de l'OIM sur les cas de traite des êtres humains pris en charge par l'organisation. Le jeu de données de l'OIM utilisé pour les Estimations mondiales inclut 44 905 cas de traite des êtres humains consignés depuis 2002, couvrant 152 pays et territoires et contenant un large éventail d'informations à partir desquelles des variables clés peuvent être construites, notamment le sexe, l'âge, la nationalité, le secteur d'activité économique, la date d'enregistrement, la durée de la traite et le pays d'exploitation.

En utilisant le jeu de données de l'OIM, un ensemble initial de 12 grappes de pays d'exploitation a été construit sur la base

du pourcentage de victimes de traite en dehors du pays d'origine et des taux de prévalence du travail forcé de l'OIT selon les estimations de 2012. Les 12 grappes initiales figurent dans le tableau 17.

L'utilisation des taux de prévalence de 2012 de l'OIT pour former les grappes initiales avait pour objet d'obtenir un minimum de cohérence avec la répartition régionale prise en compte dans la dernière estimation mondiale du travail forcé de l'OIT. Les grappes finales ont ensuite été obtenues en effectuant une analyse par grappes sur la base des variables supplémentaires de l'OIM décrivant le profil des pays des victimes de traite des êtres humains. La procédure des k-moyennes de la méthodologie du k-ième voisin le plus proche de STATA a été utilisée pour l'analyse. Les résultats sont présentés à la figure 22.

Tableau 17

Structure des grappes initiales des pays d'exploitation

Pourcentage de l'OIM de traite en dehors du pays d'origine	Taux de prévalence régionale du travail forcé de l'OIT (2012)	Numéro de la grappe
Pourcentage de victimes dans le pays d'exploitation en dehors du pays d'origine ≤ 5 %	Elevé (>= 4 pour mille)	1
	Moyen (~ 2-3 pour mille)	2
	Faible (<= 2 pour mille)	3
Pourcentage de victimes dans le pays d'exploitation en dehors du pays d'origine > 5 % et ≤ 50 %	Elevé (>= 4 pour mille)	4
	Moyen (~ 2-3 pour mille)	5
	Faible (<= 2 pour mille)	6
Pourcentage de victimes dans le pays d'exploitation en dehors du pays d'origine > 50 % et ≤ 95 %	Elevé (>= 4 pour mille)	7
	Moyen (~ 2-3 pour mille)	8
	Faible (<= 2 pour mille)	9
Pourcentage de victimes dans le pays d'exploitation en dehors du pays d'origine > 95 %	Elevé (>= 4 pour mille)	10
	Moyen (~ 2-3 pour mille)	11
	Faible (<= 2 pour mille)	12

Figure 22

Grappes OIT/OIM de pays d'exploitation dérivées de la procédure des k-moyennes de la méthodologie du k-ième voisin le plus proche de STATA avec les grappes initiales comme valeurs de départ

Grappe 1		10 pays (6)	
Arménie Botswana Congo	Gabon Gambie Géorgie	Kazakhstan Réunion Russie, Fédération de	Rwanda
Grappe 2		4 pays (3)	
Djibouti	Égypte	Jordanie	Libye
Grappe 3		10 pays (8)	
Arabie saoudite Bahreïn Brunei Darussalam	Émirats arabes unis Hong Kong, Chine Koweït	Macao, Chine Oman	Qatar Singapour
Grappe 4		1 pays (1)	
Canada			
Grappe 5		13 pays (7)	
Afghanistan Bélarus Burundi Cameroun	Comores Ghana Guinée équatoriale	Lao, République populaire démocratique Malawi Mozambique	Ouganda Philippines Sierra Leone
Grappe 6		53 pays (24)	
Antigua-et-Barbuda Argentine Aruba Bahamas Bangladesh Barbade Belize Bolivie, État plurinational de Bhoutan Brésil Cambodge Costa Rica Cuba	Curaçao Chili Chine El Salvador Équateur Grenade Guadeloupe Guam Guatemala Guyane française Honduras Iles vierges américaines Inde	Iraq Jamaïque Kiribati Liban Malaisie Maldives Martinique Mexique Mongolie Myanmar Népal Nicaragua Nouvelle-Calédonie Pakistan	Papouasie Nouvelle-Guinée Pérou Polynésie française République arabe syrienne Sainte-Lucie Samoa Suriname Thaïlande Timor-Leste Tonga Vanuatu Venezuela, République bolivarienne du Viet Nam
Grappe 7		39 pays (13)	
Albanie Algérie Angola Azerbaïdjan Bosnie-Herzégovine Burkina Faso Cabo Verde République centrafricaine Tchad	Afrique du Sud Congo, République démocratique du Côte d'Ivoire Croatie Érythrée Guinée Guinée-Bissau Lesotho Liberia	Macédoine, ex-République yougoslave de Madagascar Mauritanie Mayotte Maroc Namibie Niger Nigéria Sahara occidental Sao Tomé-et-Principe	Serbie Seychelles Somalie Soudan Swaziland Tanzanie, République unie de Togo Tunisie Turquie Zambie Zimbabwe

Grappe 8		37 pays (18)	
Allemagne Australie Autriche Belgique Bulgarie Chypre Danemark Espagne Estonie États-Unis	Finlande France Grèce Hongrie Îles Anglo-normandes Irlande Islande Israël Italie Japon	Lettonie Lituanie Luxembourg Malte Monténégro Norvège Nouvelle-Zélande Pays-Bas Pologne Portugal	Roumanie Slovaquie Slovénie Suède Suisse République tchèque Royaume-Uni
Grappe 9		8 pays (2)	
Bénin Colombie	Maurice Moldova, République de	Ouzbékistan Tadjikistan Turkménistan	Ukraine
Grappe 10		4 pays (3)	
Éthiopie	Haïti	Kenya	Kirghizistan
Grappe 11		4 pays (2)	
Mali	République dominicaine	Sénégal	Soudan du Sud
Grappe 12		16 pays (3)	
Cisjordanie et Bande de Gaza Corée, République de Corée, République populaire démocratique de Fidji	Grenadines Guyana Îles Salomon Indonésie Iran, République islamique d'	Panama Paraguay Porto Rico Saint-Vincent et les Grenadines Sri Lanka	Trinité-et-Tobago Uruguay Yémen

Note: Les pays apparaissant en gras sont ceux qui disposent d'informations provenant des enquêtes nationales sur le travail forcé. À l'inverse, les autres ne disposent pas d'informations provenant des enquêtes nationales sur le travail forcé.

L'ensemble des 199 pays et territoires de l'OIT a ensuite été affecté aux 12 grappes finales. Toutes les grappes incluaient au moins un pays d'exploitation avec des informations issues d'enquêtes nationales. Le nombre total de pays de chaque grappe figure au début de la liste, ainsi que le nombre de pays ayant des données disponibles provenant des enquêtes nationales sur le travail forcé.

En fin de compte, il a été décidé de ne pas utiliser ces regroupements dans les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016. Cette décision

repose principalement sur la difficulté d'interpréter la composition des grappes et leur instabilité au moment d'ajouter ou de supprimer une variable dans l'algorithme de regroupement, ou lorsque le nombre de grappes requis était modifié d'une unité ou plus. De même, le fait que les grappes s'étendaient sur plusieurs regroupements régionaux de l'OIT compliquait le calcul des pondérations pour l'agrégation des totaux régionaux et mondiaux.

Il a donc été décidé d'utiliser les mêmes regroupements régionaux ^h de l'OIT

pour l'agrégation par pays d'exploitation. Les estimations régionales du travail forcé par pays d'exploitation ont donc été calculées avec les formules suivantes:

$$\hat{N}_{h+} = \sum_{j' \in S'_h} \sum_{h, j \in S_h} w_{jh} \times \hat{N}_{j'j}$$

où w_{jh} est la pondération du pays dans l'enquête nationale du pays j, j' le pays d'exploitation, et:

$$\hat{N}_{j'j} = \sum_{i \in j'} w_{ij} \times n_{ij'j}$$

où w_{ij} est la pondération de l'enquête d'un individu i dans l'enquête nationale du pays j avec $n_{ij'j} = 1$ si l'individu i de l'échantillon du pays j était victime de travail forcé dans le pays j' et $n_{ij'j} = 0$ dans tous les autres cas.

EXPLOITATION SEXUELLE COMMERCIALE FORCÉE

L'utilisation des enquêtes nationales pour obtenir des données fiables sur les victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée et d'exploitation par le travail forcé d'enfants s'est avérée difficile vu que les enquêtes n'ont pas identifié un nombre suffisant de cas pour faire une estimation. On a donc adopté une approche de mesure différente pour ces deux composantes du travail forcé.

• Cadre de mesure

L'idée de départ pour mesurer l'exploitation sexuelle commerciale forcée est d'abord d'établir une relation entre les probabilités de devenir victime d'exploitation sexuelle commerciale forcée par rapport à celle de devenir victime d'exploitation par le travail forcé en fonction de différentes caractéristiques démographiques et sociales de la population, puis d'utiliser cette relation pour estimer le nombre de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée d'après les estimations précédemment obtenues pour les victimes d'exploitation par le travail forcé. La procédure se veut simple et devrait garantir la cohérence entre les estimations des deux principales catégories de travail forcé.

Disons que p désigne la proportion de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée parmi le nombre total de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée et d'exploitation par le travail forcé. Alors le rapport $p/(1-p)$ représenterait le risque d'être victime d'exploitation sexuelle commerciale forcée par rapport à celui d'être victime d'exploitation par le travail forcé. Un modèle logit exprimant la relation entre ce risque relatif et un ensemble de caractéristiques socio-démographiques des victimes peut être spécifié comme suit:

$$\ln\left(\frac{p_x}{1-p_x}\right) = f(x)$$

où \ln est la fonction logarithmique, p_x la proportion de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée avec les caractéristiques socio-démographiques x , et f une fonction linéaire des caractéristiques x à spécifier.

Les données, tirées d'un jeu de données créé par l'OIM pour les cas de traite des êtres humains couvrant à la fois la traite pour l'exploitation sexuelle et pour l'exploitation par le travail, ont été ajustées aux spécifications d'autres modèles. Le modèle le plus approprié a été ensuite choisi pour estimer le ratio de risque relatif $p/(1-p)$ et servir de référence pour estimer le nombre de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée dans différents contextes socio-démographiques x comme suit:

$$CSE_x = LEA_x \frac{\hat{p}_x}{1 - \hat{p}_x}$$

où CSE_x est le nombre estimé de victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée ayant les caractéristiques socio-démographiques x , LEA_x l'estimation correspondante de l'exploitation d'adultes par le travail forcé dérivée des enquêtes sur le travail forcé décrites plus haut, et

$$\hat{p}_x / (1 - \hat{p}_x)$$

le ratio de risque relatif estimé. La méthodologie proposée aligne en réalité les données de l'OIM sur l'exploitation sexuelle commerciale forcée sur les estimations mondiales de l'exploitation par le travail forcé.

▪ Sources des données

Les estimations de l'exploitation sexuelle commerciale forcée (enfants et adultes) ont été calculées en utilisant deux bases de données: les données des enquêtes nationales sur le travail forcé des adultes et la base de données de l'OIM relatives aux cas de traite des êtres humains pris en charge par l'organisation pendant la période de référence de 2012-2016, couvrant à la fois la traite à des fins d'exploitation sexuelle et celle à des fins d'exploitation par le travail. Comme indiqué plus haut, le jeu de données de l'OIM comprend des informations tirées de 44 905 cas de traite des êtres humains enregistrés de 2002 à nos jours, couvrant 152 pays. Le jeu de données provient de données opérationnelles produites par le système de gestion des cas de l'OIM, à savoir l'Application relative aux systèmes opérationnels et de gestion des migrants (MiMOSA). Il provient du dépôt de données central de l'OIM, qui extrait et fusionne les données de l'ancien système, désormais désuet, et les données plus récentes du nouveau système en ligne MiMOSA. Le fichier de données généré pour les estimations mondiales contient des données sur le profil des victimes de traite des êtres humains (sexe, âge, nationalité), leur localisation (pays de prise en charge, pays du dernier événement d'exploitation), leurs déplacements (date d'inscription, durée de la traite), leur secteur d'activité économique (agriculture, travail en usine, prostitution, etc.) et certaines variables de substitution pour traiter les variables manquantes.

Le jeu de données de l'OIM a été nettoyé et limité aux cas où des données étaient présentes pour des variables clés utilisées dans l'estimation mondiale de l'exploitation sexuelle commerciale forcée³⁸. Le jeu de données qui en résulte

(IOM_clean_database.dta) contenait 39 192 entrées avec 14 variables. La base de données propre a ensuite été traitée afin d'ajuster le modèle pour l'exploitation sexuelle commerciale forcée. Le traitement supplémentaire a consisté à limiter la base de données aux entrées relatives aux catégories de travail forcé pertinentes: *form_fl=1* (exploitation par le travail forcé) et *form_fl=2* (exploitation sexuelle commerciale forcée) et à ajouter des variables dérivées au niveau individuel et des variables auxiliaires au niveau national pour le traitement des valeurs manquantes dans les modèles. Le jeu de données final comportait 10 268 entrées et 21 variables, les 14 variables au niveau individuel mentionnées plus haut, trois variables dérivées supplémentaires et quatre variables auxiliaires au niveau national indiquées au tableau 18.

Tableau 18

Liste des variables du jeu de données de l'OIM et des variables dérivées et auxiliaires supplémentaires pour l'estimation mondiale de l'exploitation sexuelle commerciale forcée

n	Variable	Description
1	id	Numéro d'identification à 16 chiffres
2	sexe	0 = Homme «H»; 1 = Femme «F»
3	âge	Âge au moment de l'inscription
4	industrie	Secteur d'activité économique : agriculture, mendicité, construction, travail domestique, travail en usine, pêche, petite délinquance, mariage, industries extractives, prostitution, hébergement, marchands ambulants, éducation, commerce, transports, autres, chômage, inconnu, non applicable
5	form_fl	Forme de travail forcé: 1 Travail, 2 Prostitution, 3 Mariage, 5 Inconnue
6	date_reg	Date d'inscription
7	date_entry	Date de début du travail forcé
8	durée	Nombre de jours passés dans le travail forcé calculé comme la différence entre date_entry et date_reg
9	age_fl	Âge au moment du début du travail forcé
10	child_fl	1 si age_fl < 18, sinon 0
11	country_expl_ilo	Pays d'exploitation (graphie du nom du pays selon l'OIT)
12	country_expl_ilo_code	Code OIT du pays d'exploitation
13	country_citizen	Pays de citoyenneté (graphie du nom du pays selon l'OIT)
14	country_citizen_ilo_code	Code OIT du pays de citoyenneté
15	enfant	1 si âge < 18, sinon 0
16	adultfemale	1 si la victime est une femme d'âge >= 18 ans, sinon 0.
17	out	1 si le pays d'exploitation est différent du pays de citoyenneté, sinon 0.
18	revenu5	Groupe de revenus du pays de résidence actuelle: 1 = Faible revenu 2 = Revenu moyen inférieur, 3 = Revenu moyen supérieur, 4 = Haut revenu
19	revenu12	Groupe de revenus du pays d'exploitation: 1 = Bas revenu, 2 = Revenu moyen inférieur, 3 = Revenu moyen supérieur, 4 = Haut revenu
20	code2res	Région du pays d'exploitation: 1= Afrique, 2= Asie-Pacifique, hormis Asie centrale et Asie occidentale, 3= Amérique latine et Caraïbes, 4= États arabes, 5= Europe orientale, Asie centrale et Asie occidentale, 6= Amérique du Nord et Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest
21	code2exp	Région du pays d'exploitation: 1= Afrique, 2= Asie-Pacifique, hormis Asie centrale et Asie occidentale, 3= Amérique latine et Caraïbes, 4= États arabes, 5= Europe orientale, Asie centrale et Asie occidentale, 6= Amérique du Nord et Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest

Les variables auxiliaires relatives au groupe de revenus et à la région du pays de résidence actuelle et du pays d'exploitation sont obtenues à partir des régions standards de tous les pays et territoires définies par le Département de statistique de l'OIT³⁹.

▪ Modèles logit et ratios de risque relatif

L'ajustement du modèle aux données de l'OIM a été effectué de manière incrémentielle, en commençant avec un modèle simple à une seule variable pour arriver à des modèles de plus en plus complexes avec plusieurs variables et termes d'interaction entre les variables. Les calculs ont été effectués à l'aide de la fonction de régression logistique de STATA pour les résultats binaires. Le point de départ était le modèle logit simple à une seule variable (sexe). Le modèle ajusté peut être exprimé comme suit:

Modèle 1.

$$\ln\left(\frac{p}{1-p}\right) = \alpha + \beta \times \text{sexe}$$

où les paramètres estimés sont $\alpha = -5,423594$ et $\beta = 4,652538$ avec des erreurs-types respectives de 0,2779612 et 0,2807518.

Ces résultats indiquent que les deux paramètres estimés sont statistiquement significatifs, les intervalles de confiance de 95 pour cent des deux estimations excluant la valeur 0. La valeur positive de l'estimation du paramètre correspond

à l'hypothèse courante supposant que le risque (ou ratio de risque relatif) d'exploitation sexuelle commerciale forcée est sensiblement plus élevé chez les femmes que chez les hommes. La faible valeur du coefficient pseudo-R² indique cependant que le degré d'ajustement du modèle aux données est relativement bas, ce qui laisse à penser que d'autres facteurs entrent en compte dans la prédiction du risque d'exploitation sexuelle commerciale forcée. Les tests des modèles ont été approfondis afin de trouver un meilleur ajustement.

Modèle 2.

$$\ln\left(\frac{p}{1-p}\right) = \alpha + \beta \times \text{sexe} + \delta \times \text{child_fl}$$

où les paramètres estimés sont $\alpha = -5,57045$, $\beta = 4,632723$, $\delta = 0,37833102$, avec des erreurs-types respectives de 0,2787266, 0,2808426 et 0,105673, indiquant tous des valeurs statistiquement significatives.

Modèle 3.

$$\ln\left(\frac{p}{1-p}\right) = \alpha + \beta \times \text{sexe} + \delta \times \text{child_fl} + \lambda \times \text{sexe} \times \text{child_fl}$$

où les paramètres estimés sont $\alpha = -5,876933$, $\beta = 5,04587$, $\delta = 1,677277$ et $\lambda = -1,329002$ avec des erreurs-types respectives de 0,3784934, 0,3810003, 0,5589268 et 0,569115, indiquant là aussi tous des valeurs statistiquement significatives. Le tableau 19 montre le calcul du ratio de risque relatif d'après ce modèle.

Tableau 19

Calcul des ratios de risque relatif avec le modèle logit 3

sexe	child_fl	sexe*child_fl	ln(p/(1-p))	Ratio de risque relatif
1	1	femme * enfant	-0,482788	0,610909
1	0	femme * adulte	-0,831063	0,435586
0	1	homme * enfant	-4,199656	0,014852
0	0	homme * adulte	-5,876933	0,002803

Note: Les données peuvent ne pas correspondre exactement aux valeurs des paramètres indiquée par le modèle 3 en raison des erreurs d'arrondi.

La première ligne avec les variables $\text{sexe}=1$ et $\text{child_fl}=1$ correspond aux filles victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée. Cette catégorie inclut les femmes qui étaient des enfants au moment de l'exploitation sexuelle commerciale forcée. La valeur obtenue avec le modèle logit 3, sauf erreur d'arrondi, est:

$$\ln \frac{p}{1-p} = \alpha + \beta + \delta + \lambda = -5,876933 + 5,04587 + 1,677277 - 1,329002 = -0,482788$$

qui permet d'obtenir le ratio de risque relatif:

$$\frac{p}{1-p} = \exp(-0,482788) = 0,61090$$

Les données du tableau 19 peuvent être interprétées comme suit:

- Pour les femmes de moins de 18 ans, la probabilité qu'elles aient été victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée est supérieure à 0,61 fois la probabilité qu'elles aient été victimes d'exploitation par le travail forcé. Ce résultat peut aussi être interprété comme suit: pour 100 filles victimes d'exploitation par le travail forcé, il est probable que 61 autres filles environ aient été victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée.
- La deuxième ligne indique que pour 100 femmes adultes de 18 ans ou plus victimes d'exploitation par le travail forcé, il y en avait environ 44 autres victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée.
- La troisième ligne indique que pour 100 garçons de moins de 18 ans victimes d'exploitation par le travail forcé, il y avait seulement une victime d'exploitation sexuelle commerciale forcée.
- Enfin, la quatrième ligne indique que pour 1 000 hommes adultes de 18 ans ou plus victimes d'exploitation par le travail forcé, il y avait environ trois victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée.

Ces résultats (conformément au modèle 3) ont été utilisés pour estimer le

nombre d'adultes victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée d'après les estimations correspondantes du nombre d'adultes victimes de travail forcé obtenues à partir des enquêtes nationales⁴⁰. Par exemple, l'estimation du nombre de femmes adultes victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée dans une région (435 586) a été obtenue en multipliant le ratio de risque relatif (0,435586) par le nombre estimé de femmes adultes victimes d'exploitation par le travail forcé dans la même région (1 000 000). Pour les enfants, le calcul a impliqué l'étape supplémentaire décrite ci-après.

TRAVAIL FORCÉ DES ENFANTS

L'application du modèle logit 3 pour calculer les estimations de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants doit nécessairement se baser sur les estimations correspondantes du nombre d'enfants victimes d'exploitation par le travail forcé de l'enquête. Cela signifie qu'il était d'abord nécessaire d'avoir une estimation du nombre d'enfants exploités par le travail forcé avant que l'estimation du nombre d'enfants victimes d'exploitation sexuelle ne puisse être calculée. Mais, comme il a été mentionné plus haut, il se trouve que les estimations du nombre d'enfants exploités par le travail forcé fournies par l'enquête n'étaient pas suffisamment fiables pour l'estimation mondiale. De ce fait, on a adopté une approche semblable à celle de l'estimation de l'exploitation sexuelle commerciale forcée des adultes pour obtenir des estimations de l'exploitation par le travail forcé des enfants à partir d'un ratio de risque relatif appliqué aux estimations correspondantes de l'enquête pour les adultes. Les résultats ont ensuite

été à leur tour utilisés pour estimer l'exploitation sexuelle commerciale des enfants avec le modèle logit 3. Les calculs ont été effectués dans STATA. La procédure est expliquée ci-dessous.

▪ Exploitation par le travail forcé des enfants

L'estimation de l'exploitation par le travail forcé des enfants est fondée sur les estimations correspondantes des adultes en utilisant le même jeu de données de l'OIM pour l'ajustement des modèles logit. Toutefois, la fonction logit a cette fois-ci été définie en termes d'exploitation par le travail forcé, et non d'exploitation sexuelle commerciale forcée. Le modèle analyse le ratio de risque relatif qu'une victime d'exploitation par le travail forcé soit un enfant plutôt qu'un adulte. En termes mathématiques, disons que q_x signifie la probabilité qu'une victime d'exploitation par le travail forcé ayant un ensemble déterminé de caractéristiques soit un enfant. Le ratio de risque relatif est alors exprimé sous la forme

$$\ln\left(\frac{q_x}{1-q_x}\right) = g(x)$$

où g est la fonction linéaire des caractéristiques x à déterminer. Comme dans la section précédente, le modèle adéquat est sélectionné et les paramètres estimés sont utilisés pour calculer les ratios de risque relatif estimés correspondants, qui sont alors utilisés pour obtenir les estimations de l'exploitation par le travail forcé des enfants sur la base des estimations correspondantes de l'exploitation par le travail forcé des adultes, en appliquant l'équation suivante,

$$LEC_x = LEA_x \frac{\hat{q}_x}{1-\hat{q}_x}$$

où LEC_x est le nombre estimé d'enfants victimes d'exploitation par le travail forcé ayant les caractéristiques socio-démographiques x , LEA_x l'estimation correspondante de l'exploitation des adultes par le travail forcé dérivée des enquêtes Gallup sur le travail forcé décrites plus haut, et

$$\hat{q}_x / (1 - \hat{q}_x)$$

le ratio de risque relatif estimé.

Plusieurs modèles ont été ajustés aux données de l'OIM, en commençant par le modèle le plus simple, ayant seulement le sexe comme variable dépendante:

Modèle 4.

$$\ln\left(\frac{q}{1-q}\right) = \alpha + \beta \times \text{sex}$$

Les paramètres estimés sont $\alpha = -1,83985$ et $\beta = -0,0126279$, avec des erreurs-types respectives de 0,0535582 et 0,0084114, tous deux indiquant des valeurs statistiquement significatives. La valeur négative de l'estimation de β indique que les probabilités d'être un enfant par rapport à celles d'être un adulte victime de travail forcé sont inférieures chez les filles et les femmes que chez les garçons et les hommes.

Un modèle plus complexe a aussi été ajusté, dans lequel il était supposé que le ratio de risque relatif des enfants dépend du type d'activité:

Modèle 5.

$$\ln\left(\frac{q}{1-q}\right) = \beta \times \text{sex} + \delta \times \text{industry}$$

Dans ce modèle, le paramètre estimé β est égal à -1,579528, avec une erreur-type de 0,1379034, et le paramètre vecteur δ prend des valeurs différentes en fonction du type d'activité. L'erreur-type relative au paramètre estimé indique que tous les paramètres sont statistiquement significatifs, hormis la pêche, le commerce et les transports.

Tableau 20

Paramètres estimés et erreurs-types du modèle logit 5

Code du secteur	Libellé du secteur	Paramètre estimé δ	Erreur-type
1	Agriculture	(omis)	(omis)
2	Mendicité	5,051193	0,2900045
3	Garde d'enfants	2,249468	0,4922266
4	Construction	-1,156994	0,2006919
5	Travail domestique	2,278533	0,1906216
6	Travail en usine	-0,593532	0,2353040
7	Pêche	0,021187	0,2394030
8	Petite délinquance	3,865726	0,5878154
11	Non applicable	0	(vide)
16	Hébergement	2,139673	0,2728567
17	Marchands ambulants	3,124881	0,2873832
19	Commerce	-0,114569	0,6276156
20	Transport	-1,665738	1,0253600

Plusieurs autres modèles ont aussi été testés, mais à des fins de simplification, le modèle 4 a été finalement retenu pour estimer l'exploitation par le travail forcé des enfants d'après les estimations correspondantes de l'enquête pour les adultes. Le ratio de risque relatif pour sexe=1 (femme) peut être calculé comme étant de 0,1568739 et pour sexe=0 (homme) de 0,1588675. Ainsi, pour 100 femmes adultes victimes d'exploitation par le travail forcé, il y avait 15,8 filles victimes d'exploitation par le travail forcé. De même, pour 100 hommes adultes victimes d'exploitation par le travail forcé, il y avait 15,6 garçons victimes d'exploitation par le travail forcé. Pour illustrer l'utilisation de ces résultats, nous estimons que le nombre de filles victimes d'exploitation par le travail forcé dans une région donnée est égal à $156\ 800 = 0,1568739 \times 1\ 000\ 000$ où 0,1568739 est le ratio de risque relatif et 1 000 000 l'estimation du nombre de femmes adultes victimes d'exploitation par le travail forcé dans la même région.

▪ Exploitation sexuelle commerciale des enfants

Lors de l'étape finale de l'estimation mondiale du travail forcé (hormis le travail forcé imposé par l'État), les estimations de l'exploitation par le travail forcé des enfants obtenues avec le modèle logit 4 ont été utilisées pour obtenir les estimations correspondantes de l'exploitation sexuelle commerciale des enfants avec le modèle logit 3 décrit plus haut. Par exemple, le résultat du nombre de filles victimes d'exploitation sexuelle commerciale dans la même région est égal à $95\ 789 = 0,610909 \times 156\ 800$, où 0,610909 est le ratio de risque relatif pour les enfants de sexe féminin avec le modèle logit 3 (tableau 21) et 156 800 l'estimation du nombre de filles victimes d'exploitation par le travail forcé obtenue dans l'exemple numérique de la section précédente.

Les diverses composantes estimées du travail forcé peuvent être rassemblées pour obtenir le nombre total de victimes de travail forcé, hormis le travail forcé imposé par l'État (GEFL Rev1.xlsx). L'exemple des femmes en Amérique latine et Caraïbes est indiqué au tableau 21.

Tableau 21

Combinaison des sous-catégories du travail forcé imposé par le secteur privé dans une région comptant 1 000 000 d'adultes victimes

Composante	Estimation	Méthodologie
Exploitation par le travail forcé des adultes	1 000 000	Etudes nationales
Exploitation par le travail forcé des enfants	$1\,000\,000 \times 0,1568 = 156\,800$	Modèle logit 4
Exploitation commerciale sexuelle forcée des adultes	$1\,000\,000 \times 0,435586 = 435\,586$	Modèle logit 3
Exploitation sexuelle commerciale des enfants	$156\,800 \times 0,610909 = 95\,789$	Modèles logit 4 & 3

Notes: 1) Les données font référence au concept de flux du travail forcé, c'est-à-dire au nombre de victimes de travail forcé à un moment donné pendant la période de cinq années de 2012-2016. 2) Il est possible que la somme ne corresponde pas au total du fait de l'arrondi.

TRAVAIL FORCÉ IMPOSÉ PAR L'ÉTAT

La plupart des catégories de travail forcé imposé par l'État touchent des groupes entiers de personnes qui ne sont pas protégés par le droit, à la différence du travail forcé imposé par le secteur privé, qui a tendance à être imposé par des employeurs individuels (ou en petits groupes) ou par des recruteurs travaillant pour des employeurs. C'est par exemple le cas dans les pays où l'État utilisent les appelés pour effectuer des tâches qui ne sont pas de nature militaire, ou lorsqu'un État utilise ses ressortissants à des fins de travaux de développement économique. Dans les catégories de travail forcé imposé par le secteur privé (recruteurs ou employeurs), chaque cas doit faire l'objet d'une évaluation séparée, ce qui explique le recours aux enquêtes nationales pour obtenir des données fiables sur les victimes. Dans le cas du travail forcé imposé par l'État, on a adopté une approche de mesure différente, qui évalue si une situation dans son ensemble dans un pays donné peut constituer ou non un cas de travail forcé. La méthodologie utilisée pour estimer le travail forcé imposé par l'État est décrite ci-après.

▪ Catégories de travail forcé imposé par l'État

Pour cette recherche, le travail forcé imposé par l'État a été divisé en huit catégories principales, conformément aux conventions (n° 29) sur le travail forcé de 1930, (n° 105) sur l'abolition du travail forcé de 1957, et (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants de 1999.

Tableau 22

Sous-catégories de travail forcé imposé par l'État

Sous-catégorie	Description	Référence
1. Exploitation de conscrits	Tout travail ou service exigé d'appelés qui n'est pas de nature purement militaire, comme les travaux d'intérêt général, ou l'utilisation d'appelés à des fins de travaux de développement économique.	Article 2 (2) (a) de la convention n° 29
2. Obligation d'exécuter un travail allant au-delà des obligations civiques normales	Tout travail ou obligation civique de participer à des travaux publics ou à des services civils/civiques au-delà des obligations civiques normales, par exemple, la réquisition de personnes en vue de la réalisation de travaux publics, la mobilisation de masse d'enfants, d'étudiants, de résidents, de fonctionnaires et de toute personne pour la participation à des manifestations du gouvernement; mobilisation forcée de citoyens au profit d'acteurs particuliers.	Article 2 (2) (b) de la convention n° 29
3. Obligation de participer à de menus travaux communautaires	Travaux imposés aux membres d'une communauté, qui ne sont pas de petite envergure, qui ne sont pas dans l'intérêt direct de la collectivité et qui n'ont pas fait l'objet d'une consultation préalable des membres de ladite collectivité quant à la nécessité d'effectuer de tels travaux.	Article 2 (2) (e) de la Convention n° 29
4. Travail pénitentiaire obligatoire des détenus dans les centres de détention provisoire ou administrative	Travail obligatoire des détenus dans les centres de détention provisoire ou administrative.	Article 2 (2) (c) de la convention n° 29
5. Travail pénitentiaire obligatoire exigé au profit de particuliers, d'entreprises ou d'associations privées	Travail obligatoire des détenus dans des prisons privatisées, ou détenus dans un organisme pénitentiaire public mis à la disposition d'entités privées à l'intérieur ou à l'extérieur des établissements pénitentiaires. Équivaut au travail forcé lorsque les détenus n'ont pas donné leur consentement librement et en connaissance de cause pour travailler ou lorsque les conditions de travail ne sont pas proches de celles d'une relation de travail libre.	Article 2 (2) (c) de la convention n° 29
6. Travail pénitentiaire obligatoire exigé de personnes dans certains cas	Travail pénitentiaire obligatoire exigé de personnes: <ul style="list-style-type: none"> ▪ En tant que sanction pour exprimer ou avoir exprimé certaines opinions politiques ou manifester leur opposition idéologique à l'ordre politique, social ou économique établi. ▪ En tant que moyen pour maintenir la discipline au travail. ▪ En tant que punition pour avoir participé à des grèves. 	Article 1 (a), (c) et (d) de la convention n° 105
7. Recrutement forcé d'enfants par des gouvernements ou des milices	Recrutement forcé ou obligatoire d'enfants de moins de 18 ans pour participer à un conflit armé par des forces militaires, paramilitaires ou des groupes rebelles. Note: bien que le recrutement forcé d'enfants par des gouvernements ou des milices fasse partie de la typologie utilisée pour les mesures, cette forme n'a finalement pas pu être mesurée.	Article 3 de la convention n° 182
8. Travail obligatoire à des fins de développement économique	Travail ou service obligatoire exigé en tant que méthode de mobilisation et d'utilisation de la main-d'œuvre à des fins de développement économique.	Article 1 (b) de la convention n° 105

▪ **Unité statistique de base: un cas de travail forcé imposé par l'État**

L'unité d'information de cette composante est un cas de travail forcé imposé par l'État, défini en termes de pays d'exploitation *ci* et de type de travail forcé imposé par l'État *tj*. Un cas est intégré à l'estimation du travail forcé imposé par l'État s'il est démontré que le type de travail forcé *tj* est prévalent dans le pays *ci* pendant la période de référence.

Le type *tj* doit être l'une des huit catégories identifiées dans le tableau 22, qui correspondent, comme cela a déjà été

expliqué, à une violation des conventions de l'OIT relatives au travail forcé.

Afin de pouvoir être inclus dans l'échantillon, un «cas signalé» doit contenir au minimum des détails sur tous les éléments suivants:

- situation de travail (travail ou service) qui correspond au travail forcé et qui pourrait être classée dans le tableau ci-dessus;
- lieu géographique (pays) où s'est déroulée l'activité; et

- date ou durée pendant la période de référence de 2012-2016 durant laquelle cette catégorie de travail forcé a eu lieu.

L'identification des cas s'est fondée sur les commentaires de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (CEACR). Au moment d'examiner l'application des conventions ratifiées par les États membres, la Commission fait deux types de commentaires: des observations et des demandes directes. Les observations incluent des commentaires sur les questions de fond soulevées par l'application d'une convention donnée par un État et ont constitué la principale source pour l'identification des cas de travail forcé. Les commentaires de la Commission ont été systématiquement examinés pour identifier la législation et les situations contrevenant à l'une des dispositions de la convention (n° 29) sur le travail forcé de 1930 et de la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé de 1957⁴¹. Sur la base de cette liste de cas, des recherches approfondies ont été effectuées en se fondant sur une grande diversité de sources secondaires afin d'établir si la législation a été appliquée dans la pratique et de recueillir pour chaque cas les informations nécessaires décrites ci-dessus.

▪ Collecte des données

Pour chaque cas (à savoir, chaque catégorie identifiée de travail forcé imposé par l'État par pays), un examen systématique des sources secondaires a conduit à la collecte des informations suivantes, lorsqu'elles étaient disponibles:

1. Catégorie de travail forcé
2. Résumé du cas
3. Commentaire de la CEACR ou données judiciaires
4. Trois indicateurs pour expliquer pourquoi il s'agit de travail forcé
5. Validation du cas de travail forcé: Oui/Non

6. Valeur du stock ou du flux pour 2012, 2013, 2014, 2015, 2016

7. Durée moyenne

8. Proportion d'enfants

9. Rapport hommes/femmes

10. Valeur du stock sur 5 ans

11. Flux sur 5 ans

12. Données économiques

Au minimum, les variables 1 à 6 étaient exigées pour une inclusion dans l'estimation.

▪ Vérification et estimation

Des indicateurs ont été mis au point pour chaque catégorie de travail forcé. Ils permettent l'évaluation systématique des cas individuels au regard des indicateurs définis pour vérifier qu'ils remplissent bien les critères. Chaque source a été confrontée à une validation croisée avec d'autres sources, et pour chaque cas, le nombre de victimes par an et la durée du travail imposé par l'État ont permis de calculer les estimations mondiales. Après la validation d'un cas comme étant une catégorie de travail forcé imposé par l'État, les estimations du flux sur cinq ans et/ou du stock moyen pendant la période de référence, ainsi que la durée moyenne, ont été recueillies et validées. Dans les cas où n'étaient disponibles que deux types d'informations, le stock ou le flux et la durée moyenne, le troisième élément a été calculé en appliquant la même formule :

Stock moyen = Flux total x Durée
moyenne du travail forcé
(exprimé sous forme de fraction de
la durée totale)

À la différence du travail forcé dans le secteur privé, où des méthodes d'extrapolation ont été mises au point pour extrapoler des estimations mondiales à partir d'un échantillon pays, aucune extrapolation n'a été faite pour cette estimation; les estimations mondiales et régionales ont été générées par une simple addition de l'ensemble des cas. Cela s'explique par le fait que notre base de données est un tableau

complet (recensement) des violations des conventions n° 29 et 105 par l'État. La principale limitation est qu'en raison de l'incapacité d'obtenir des estimations fiables du nombre d'enfants recrutés par les forces armées et les groupes armés, cette catégorie d'exploitation a été exclue de l'estimation globale.

Les estimations régionales et mondiales sont calculées par une simple agrégation de données sur la base des regroupements régionaux présentés plus haut. Pour certaines catégories de travail forcé imposé par l'État pour lesquelles une ventilation par sexe n'était pas disponible, comme pour les travaux communautaires, une proportion arbitraire d'homme et de femmes fondée sur les meilleures sources disponibles a été prise en compte pour l'estimation.

MARIAGE FORCÉ

Le mariage forcé se rapporte à des situations où une personne est contrainte de se marier contre son gré. Un mariage forcé peut être contracté sous une contrainte physique, psychologique ou financière, comme résultat d'une tromperie des membres de la famille, du conjoint ou autres, ou par le recours à la force, à des menaces ou à de fortes pressions. En vertu de l'article 1(c) de la convention supplémentaire des Nations Unies relative à l'abolition de l'esclavage de 1956⁴², le mariage forcé est proscrit du fait de l'interdiction de l'esclavage et des pratiques analogues à l'esclavage, dont fait partie le mariage servile, qui peut être aussi prétexte au travail forcé et à la traite des êtres humains. Le mariage des enfants est également considéré comme une forme de mariage forcé lorsque certaines conditions sont remplies; cependant, il est important de souligner que tous les mariages d'enfants ne sont pas considérés comme des mariages forcés⁴³. Par exemple, dans de nombreux pays, les jeunes de 16 et 17 ans qui souhaitent se marier sont légalement en mesure de le faire à la suite d'une décision judiciaire.

Aux fins des estimations actuelles, la mesure du mariage forcé est limitée à ceux qui ont été identifiés par les

enquêtes. En d'autres termes, dans les estimations, le mariage forcé comprend tous les mariages d'adultes et d'enfants que les répondants ont rapportés comme forcés et sans consentement, indépendamment de l'âge du répondant. Ainsi, les estimations ne contiennent pas toutes les situations de mariage d'enfants, puisque cette catégorie de mariage n'est actuellement pas mesurée de façon adéquate ni avec la précision requise pour une estimation mondiale.

La littérature à ce sujet fait remarquer que les mariages forcés ont généralement lieu dans des sociétés traditionnelles, conservatrices et sur le plan social avec de grandes inégalités entre les hommes et les femmes. De ce fait, il est peu probable qu'une victime de mariage forcé puisse en sortir, et encore moins peu de temps après l'avoir contracté. En l'absence de données sur la durée des mariages forcés, on suppose qu'au vu du contexte socioculturel, de tels mariages durent certainement plus longtemps que la période de référence de cinq ans.

L'estimation du mariage forcé est calculée aussi bien sous la forme de stock que de flux. Afin de pouvoir comptabiliser l'ensemble des «personnes vivant dans un mariage forcé», les mariages survenus lors des cinq années de référence ou encore il y a plus de cinq ans, mais toujours d'actualité, intègrent l'estimation du stock. L'estimation du flux total du mariage forcé représente toutes les personnes forcées de se marier entre 2012 et 2016.

▪ Enquêtes nationales

Le mariage forcé est estimé d'après des enquêtes nationales auprès des ménages menées dans 48 pays, impliquant des entrevues en face à face avec plus de 71 000 répondants âgés de 15 ans ou plus. L'estimation mondiale est calculée sur la base des signalements des personnes victimes de mariage forcé sans leur consentement au cours des cinq dernières années ou ayant été prononcé il y a plus de cinq ans, mais toujours d'actualité pendant la période de référence de cinq années (figurant ainsi dans l'estimation du stock).

Tableau 23

Schéma du questionnaire sur le mariage forcé dans les enquêtes OIT-Walk Free Foundation conduites dans le cadre des sondages mondiaux Gallup de 2016

Questions	Description
P1-P4	Identification du cercle familial proche
P15	Questions sur l'expérience de mariage forcé vécue par toute personne de la famille immédiate
P17-20	Qui dans la famille immédiate, sexe et âge au moment du mariage forcé
WP1220	Âge actuel
P21	Y a-t-il eu consentement?

Le questionnaire décrit dans la section portant sur la méthode d'estimation de l'exploitation par le travail forcé est aussi essentiel pour le calcul des estimations du mariage forcé⁴⁴. La partie du questionnaire relative au mariage forcé comprend dix questions principales présentées dans le tableau 25, et une série de sous-questions présentées dans le tableau 23.

Après avoir défini le cercle familial immédiat (P1-P4), deux questions évaluent si le mariage a été forcé ou pas :

- forcé(e) de se marier (P15) ; et
- n'a pas donné son consentement (P21).

L'intégration du terme «consentement» en tant qu'indicateur est le résultat de tests cognitifs réalisés sur l'instrument d'enquête initial en 2014. Elle est importante en ce qu'elle permet d'identifier les faux positifs et limite donc le risque de surdénombrement. Par exemple, les répondants qui ont indiqué qu'ils étaient forcés de se marier, mais ont ensuite déclaré qu'en fait ils y avaient consenti, ne satisfont pas aux règles de dénombrement pour leur intégration. Pendant le test, les répondants ont dû répondre à des questions sur le mariage arrangé et le mariage forcé, afin de tester la compréhension de ce dernier

terme. Le test a révélé des influences culturelles sur la compréhension du concept de mariage forcé. Dans les pays où la pratique des mariages arrangés est soit rare soit courante, la différence entre ces deux concepts est bien comprise. Dans les pays où les mariages arrangés ne sont ni la norme ni une exception, il a été difficile pour les répondants de distinguer les deux concepts, qu'ils ont tous deux définis comme des mariages sans le consentement de la personne qu'on marie. Il n'était pas prévu que les enquêtes couvrent les mariages arrangés, sauf lorsqu'une personne était forcée de se marier et n'avait pas donné son consentement au mariage arrangé.

▪ **Règle de dénombrement**

Les résultats des enquêtes ont été traités à l'aide du programme STATA, et les victimes de mariage forcé ont été identifiées selon les règles de dénombrement suivantes:

- (1) les répondants ayant répondu «oui» à la question sur le mariage forcé ET
- (2) ayant répondu que le mariage forcé les concernait directement ou concernait un conjoint, un enfant, un parent, un frère ou une sœur ET

(3) avait eu lieu sans leur consentement (mariage forcé) ET

(4) au cours des cinq années précédant l'enquête ou avant la période de référence, la victime étant toujours «mariée» pendant la période de référence.

La période au cours de laquelle le mariage forcé a eu lieu a été calculée en fonction des réponses sur l'âge actuel (*wp1220*) et l'âge au moment du mariage forcé (*P20*) comme suit:

$$\text{Période MF} = \text{wp1220} - \text{P20}$$

▪ Traitements statistiques particuliers

▪ Refus

Les refus ont été traités de la même manière que ceux du jeu de données sur le travail forcé. Les refus de répondre aux questions majeures relatives au mariage forcé ont aussi été isolés, de la même manière que les refus de répondre à l'une quelconque des questions clés sur le travail forcé, tout comme les refus d'identifier le membre de la famille immédiate se trouvant dans cette situation. Deux types de refus ont été isolés pour un traitement statistique spécial:

- Refus de répondre à l'une quelconque des questions clés sur le mariage forcé, c'est-à-dire à la question «Avez-vous été forcé de vous marier ?» (*P15*==4); ou à la question «Avez-vous consenti au mariage ?» (*P21*==4).
- Refus d'identification d'un membre de la famille (*P17*==9) après avoir répondu de manière positive à au moins l'une des questions clés (*P15*==1 ou *P21*==1).

De tels refus ont été considérés comme indiquant une expérience ou une connaissance récente de mariage forcé que le répondant ne souhaitait pas communiquer et aborder pendant l'entrevue. Ces refus ont fait l'objet d'un recodage en tant que mariage forcé au cours des 5 dernières années lors du traitement des données des enquêtes nationales.

▪ Autres non-réponses

Un refus de répondre aux questions filtres ou d'identifier le membre de la famille implique que les questions de suivi sur les caractéristiques démographiques de la victime ne sont pas posées et qu'elles ne reçoivent donc pas de réponse.

Pour les valeurs manquantes, il a été décidé de n'imputer que le sexe et l'âge, toutes les autres valeurs restant manquantes. Ainsi, le refus de répondre ou la non-réponse à la question *P18* sur le «sexe» a été imputé comme *P18*==2 (femme). La question *P20* sur «l'âge au moment du mariage forcé» ou la question *wp1220* sur «l'âge actuel» a été utilisée pour créer *CHILDFM*, une variable d'âge pour les personnes forcées de se marier pendant la période de référence. Le refus de répondre ou la non-réponse à la question *P20* ou *wp1220* entraînant des informations manquantes pour *CHILDFM* a été imputé comme *CHILDFM*==0 (adulte).

▪ Extrapolations

- Réponse directe ou réponse par personne interposée

L'analyse des résultats des enquêtes a révélé que les répondants pouvaient fournir plus d'informations sur leur propre expérience du mariage forcé que sur celle des membres de leur famille. Le tableau 24 indique le nombre total de victimes de mariage forcé identifiées dans les enquêtes nationales par type de réponse. Au total, les enquêtes ont identifié 1 415 victimes de mariage forcé à tout moment dans le passé, ce qui représente un taux de prévalence de 2,46 pour mille. Le taux de prévalence signalé est plus élevé, à hauteur de 3,78 pour mille dans le cas des réponses directes, où les répondants ont rapporté leur propre expérience de mariage forcé. Il est suivi par les réponses par personne interposée sur les frères ou sœurs, à hauteur de 3,09 pour mille. C'est dans le cas des réponses par personne interposée concernant les expériences des enfants que le taux de prévalence est le plus bas, à hauteur de 0,39 pour mille, suivi de la réponse par personne interposée concernant les parents, avec 1,39 pour mille et le conjoint ou le compagnon, avec 1,58 pour mille.

Tableau 24

Prévalence du mariage forcé par type de réponse (non pondérée)

Réponse directe vs. réponse concernant les membres de la famille	Nombre total de personnes dans le cercle familial	Victimes de mariage forcé à tout moment dans le passé	Taux pour mille
Total	575 310	1 415	2,46
Moi-même	71 758	271	3,78
Conjoint/partenaire ¹	43 802	69	1,58
Enfant	139 643	55	0,39
Parent	79 823	111	1,39
Frère ou sœur	240 285	743	3,09
Autre ²	-	166	-

Notes: (1) Le nombre total de conjoints ou de partenaires des répondants n'a pas pu être déterminé par le biais des questions des enquêtes. (2) Cette catégorie inclut les réponses «ne sais pas» et les refus.

Une prévalence supérieure dans les cas de réponses directes a été systématiquement observée pour le travail forcé au cours de la dernière décennie, de même qu'avec différents mécanismes de pondération des données. Ceci peut être dû au fait que les répondants tendent à en savoir plus sur leurs propres expériences que sur celles des membres de leur famille, et sont donc plus enclins à donner des réponses affirmatives aux questions les concernant. Il peut aussi être avancé que les répondants peuvent avoir tendance à exagérer leurs propres expériences de travail forcé tout en minimisant celles des membres de leur famille. quoi qu'il en soit, le taux de prévalence signalé du travail forcé est toujours plus élevé dans le cas des réponses directes que dans celui des réponses par personne interposée.

- Erreurs de mémoire

Comme indiqué dans la section sur le travail forcé, des erreurs de réponse peuvent survenir dans les enquêtes en cas d'oublis. Les deux types d'erreurs, «omission» et «télescopage», ont été traités de la même manière que dans les cas de travail forcé.

Le tableau 25 présente les données des enquêtes sur les cas signalés de mariage forcé par rapport à la date où ils sont

survenus. Les données indiquent que 297 victimes ont été forcées de se marier moins d'un an auparavant, tandis que pour 168 victimes, le mariage forcé est intervenu il y a au moins un an, mais il y a moins de cinq ans. Comme indiqué pour les cas de travail forcé, en l'absence d'erreurs de réponse, on s'attendrait à ce que le nombre de victimes dans la catégorie «entre 1 an et moins de 5 ans» soit environ quatre fois plus élevé que celui de la catégorie «moins d'un an». Mais ce n'est pas le cas, ce qui suppose des problèmes de mémoire dans les réponses.

Tableau 25

Victimes de mariage forcé en fonction de la date signalée du mariage

Dernier événement	Total des victimes	Réponse directe	Réponse par personne interposée
Total	1 415	437	978
Moins d'un an	297	181	116
Entre 1 an et moins de 5 ans	168	32	136
Entre 5 ans et moins de 10 ans	188	48	140
10 ans ou plus	762	176	586

Outre les problèmes de mémoire, on observe des différences importantes dans les taux de prévalence en fonction de la relation entre le répondant et la victime. Lorsque la victime est le répondant, son frère, sa sœur ou l'un de ses parents, les taux de prévalence sont supérieurs à ceux observés lorsque la victime est l'enfant ou le conjoint du répondant. Ces résultats indiquent que les signalements de mariage forcé pour «soi-même», «le frère ou la sœur» ou le «parent» sont plus fiables que lorsque la victime est un «enfant» ou un «conjoint».

Étant donné les problèmes liés aux effets de télescopage notés dans le traitement des cas de travail forcé, la plus grande fiabilité des signalements directs et la nécessité de traiter les cas de travail forcé et de mariage forcé d'une manière plus cohérente dans la mesure du possible, une pondération plus importante est appliquée aux réponses directes qu'aux réponses par personne interposée. Comme dans le cas du travail forcé, cette approche a été mise en œuvre dans le cadre de l'extrapolation des données des enquêtes (voir la description détaillée dans la section relative au travail forcé).

Limites des données

Comme pour toute recherche empirique, il existe des limites à prendre en compte lors de l'interprétation des données. Dans cette section, les résultats des estimations mondiales sont examinés sous l'angle des limites connues de l'enquête et des données.

En premier lieu, l'ensemble de pays utilisés pour générer les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 a été traité comme un échantillon aléatoire du monde, et le chiffre mondial a été directement estimé à partir de ces données, c'est-à-dire sans d'abord calculer les estimations nationales. Toutefois, la sélection des pays à étudier n'était pas aléatoire, étant donné que ceux-ci ont été sélectionnés pour des raisons spécifiques.

En deuxième lieu, alors que les données ont été recueillies à la fois dans le pays de résidence et le pays d'exploitation, il n'y a eu que deux enquêtes nationales dans les États arabes (au Liban et en Jordanie) et aucune dans les États du Golfe. Les estimations régionales pour les États arabes sont par conséquent principalement fondées sur les réponses des personnes interrogées dans leur pays de résidence et faisant part de leur situation de travail forcé dans cette région. Il est probable que cela ait conduit à sous-estimer l'étendue de l'esclavage moderne dans cette région,

tant en termes de travail forcé que de mariage forcé.

De même, il n'est généralement pas possible de mener des enquêtes dans des pays soumis à des conflits profonds, comme la Syrie, l'Iraq, le Yémen, la Libye, le Soudan du Sud et des parties du Nigéria et du Pakistan. Il est toutefois admis que le conflit est un facteur de risque important - la disparition de l'état de droit, la perte des soutiens sociaux et les perturbations qui accompagnent le conflit ayant toutes tendance à augmenter le risque de travail forcé et de mariage forcé. Le manque de données issues de pays en conflit signifie que les estimations de l'esclavage moderne des régions touchées vont sous-évaluer le problème.

Lors de la détermination de la migration des victimes de travail forcé, c'est-à-dire du pays où l'exploitation a eu lieu, la migration interne n'a pas été recensée par le biais des enquêtes auprès des ménages, et de ce fait, seule la migration internationale est reflétée dans les statistiques sur les flux migratoires des victimes.

Les estimations de l'exploitation sexuelle et du travail forcé des enfants ont été obtenues à partir de modèles de profils provenant de la base de données de l'OIM relative aux cas de traite des êtres humains pris en charge par l'organisation. Globalement, la base de données fournit des données fiables, mais la distribution régionale doit être maniée avec prudence, comme on l'a déjà expliqué.

Évaluation des résultats

Dans la présente section, les résultats de l'estimation mondiale du travail forcé sont évalués ci-après par rapport à trois critères: 1) la couverture des enquêtes nationales, 2) les erreurs-types des estimations et 3) le nombre de données «objectives» sous-jacentes.

1. Couverture des enquêtes

Comme indiqué précédemment, les estimations mondiales s'appuient sur 54 enquêtes nationales sur le travail forcé et le mariage forcé dans 48 pays pendant la période 2014-2016. Les répondants ont dû répondre à des questions destinées à évaluer si eux ou des membres de leur famille immédiate, au sens strict, avaient été victimes de travail forcé ou de mariage forcé au cours des cinq dernières années. Dans le cas de l'exploitation par le travail forcé, le répondant devait préciser, entre autres, le pays d'exploitation de la victime. Au cours de ce processus, des données sur quelque 79 pays d'exploitation ont été identifiées, parmi lesquels 48 pays de résidence actuelle et 31 nouveaux pays supplémentaires⁴⁵. Ainsi, la couverture des enquêtes ne représentait pas uniquement les pays où les enquêtes avaient été réalisées, mais aussi les autres pays d'exploitation identifiés dans les enquêtes. La couverture résultant des enquêtes est indiquée par région dans le tableau 26.

En conséquence, les enquêtes nationales ont couvert environ 71 pour cent de la population mondiale, la couverture la plus importante ayant été obtenue dans les Amériques (93,5 pour cent) et les plus faibles en Asie-Pacifique (63,4 pour cent) et dans les États arabes (67,4 pour cent). Ces données n'ont pas tenu compte des nombreux refus, «ne sait pas» ou non-réponses, ni dans certains cas, des réponses partielles comme «Afrique» ou «État arabe» au lieu du nom d'un pays spécifique.

Tableau 26

Couverture des enquêtes nationales sur le travail forcé et le mariage forcé par région (tenant compte du pays d'exploitation)

Regroupement régional de l'OIT	Nombre total de pays et territoires	Nombre de pays d'enquête ¹	Population couverte ²
Monde	199	79	71,1 pour cent
1. Afrique	57	22	79,0 pour cent
2. Amériques	40	13	93,5 pour cent
3. États arabes	12	8	67,4 pour cent
4. Asie-Pacifique	39	17	63,4 pour cent
5. Europe et Asie centrale	51	19	71,3 pour cent

Notes: (1) Nombre de pays et territoires d'exploitation identifiés dans les enquêtes nationales sur le travail forcé. (2) Population de l'ONU 2016, *Perspectives démographiques mondiales*: Révision 2015, Fichiers POP/DB/WPP/Rev.2015/INT/F03-2 et F03-3 variante moyenne de fécondité, 2015-2100, juillet 2015.

2. Erreurs-types

Lorsqu'un échantillon, plutôt que la totalité de la population, est utilisé pour mesurer des valeurs agrégées, les estimations qui en résultent peuvent être différentes des paramètres de la population qu'elles représentent. Cette différence, ou erreur d'échantillonnage, survient par hasard et sa variabilité peut être mesurée par l'erreur-type de l'estimation si l'échantillon a été construit en prenant pour base des probabilités connues. Les erreurs-types des estimations mondiales et régionales de 2016 ont été calculées pour évaluer leur variabilité d'échantillonnage en supposant que les jeux de données nationaux utilisés pour estimer le travail forcé ont eux-mêmes une variabilité négligeable par rapport à la variabilité due aux différences qui seraient survenues si l'échantillon avait inclus des pays autres que ceux utilisés ici. Le calcul suppose également que les pays couverts par l'étude forment un échantillon aléatoire des pays du monde.

Les enquêtes nationales utilisées pour l'estimation mondiale incluent celles réalisées sous les auspices de la Walk Free Foundation pour les éditions 2014 et 2015 du Global Slavery Index et les enquêtes supplémentaires réalisées par la Walk Free Foundation et l'OIT pour

l'estimation mondiale conjointe de 2016. Les pays ont été sélectionnés dans le cadre suivant:

- 1) appartenant à l'ensemble de 143 pays couverts par le sondage mondial réalisé tous les ans par Gallup Inc.;
- 2) entretiens des enquêtes menés en face à face (CAPI); et
- 3) consentement des autorités nationales au module sur le travail forcé et le mariage forcé.

Dans ce cadre, les pays ont été sélectionnés de manière à ce que l'ensemble des enquêtes nationales inclue au moins deux pays par sous-région de l'OIT et représente une part substantielle de la population de chaque sous-région⁴⁶. L'idée derrière cette procédure de sélection était de reproduire le plus précisément possible un échantillon aléatoire et stratifié de pays, où les strates sont les 11 sous-régions de l'OIT et le système de sélection aléatoire est la probabilité proportionnelle à la taille, la taille étant mesurée en termes de population en âge de travailler (personnes âgées de 15 ans et plus). Dans la pratique, il a été possible d'appliquer les exigences définies dans toutes les sous-régions, sauf en Amérique du Nord, où aucune

enquête supplémentaire n'a pu être réalisée. De même, dans certaines autres sous-régions, il a fallu procéder à des substitutions lorsqu'il n'a pas été possible d'obtenir à temps le consentement de certains pays sélectionnés pour la préparation du travail de terrain.

Bien que les deux hypothèses n'est en réalité pas été totalement satisfaites, les résultats ont néanmoins permis d'établir la marge d'erreur des estimations pouvant être attribuée à la variabilité de la sélection des pays de l'échantillon. Les erreurs-types des estimations ont été obtenues en utilisant la procédure du calcul de la variance dans l'échantillonnage indirect, où les unités d'échantillonnage sont les pays de résidence (c'est-à-dire, là où les enquêtes nationales sont réalisées) et les unités cibles les pays d'exploitation identifiés par les unités d'échantillonnage. Les calculs ont été effectués dans STATA.

Les résultats sont présentés dans le tableau 27. Ils ont été calculés sur la base du nombre total de victimes de travail forcé, quelle qu'en soit la durée, pendant la période de référence. L'erreur-type des estimations mondiales du nombre de victimes d'exploitation par le travail forcé est de 4 400 000, ce qui correspond à une erreur-type relative de 9,3 pour cent. La région présentant l'erreur-type relative la plus élevée est l'Afrique (20,6 pour cent), suivie des États arabes (19,6 pour cent). Les régions présentant les erreurs-types relatives les plus basses sont les Amériques (5,1 pour cent), suivies de l'Europe et Asie centrale (10,3 pour cent) et de l'Asie-Pacifique (13,6 pour cent).

L'erreur-type relative des estimations mondiales et régionales de l'exploitation par le travail forcé en 2016 est généralement supérieure à celle des chiffres correspondants de 2012. Cette diminution apparente de la précision est peut-être due à la nature de la présente méthodologie. En 2016, le travail forcé dans le pays d'exploitation était mesuré indirectement d'après les enquêtes réalisées dans le pays de résidence actuelle. La méthode d'échantillonnage indirecte entraîne une plus grande

variabilité et réduit donc la précision des estimations.

Les résultats du mariage forcé ont été présentés dans le tableau 28. Ils sont calculés sur la base du nombre total de victimes forcées à se marier ou toujours mariées pendant la période de référence. L'erreur-type des estimations mondiales du mariage forcé est de 600 000, ce qui correspond à une erreur-type relative de 4,2 pour cent. La région présentant l'erreur-type relative la plus élevée est celle des Amériques (33,6 pour cent), suivie de l'Europe et Asie centrale (27,4 pour cent) et de les États arabes (19,5 pour cent). Les régions présentant l'erreur-type relative la plus faible sont l'Afrique (4,7 pour cent), suivie de l'Asie-Pacifique (5,7 pour cent).

Tableau 27

Erreurs-types et intervalles de confiance des estimations mondiales et régionales de l'exploitation par le travail forcé

	Estimation (milliers)	Erreur-type (milliers)	Erreur-type relative (%)	Intervalle de confiance (milliers)	
				Limite inférieure	Limite supérieure
Monde	47 400	4 400	9,3	38 800	56 000
1. Afrique	6 500	1 340	20,6	3 900	9 100
2. Amériques	2 600	130	5,1	2 300	2 900
3. États arabes	900	180	19,6	600	1 200
4. Asie-Pacifique	30 400	4 100	13,6	22 300	38 500
5. Europe et Asie centrale	7 000	720	10,3	5 600	8 400

Tableau 28

Erreurs-types et intervalles de confiance des estimations mondiales et régionales du mariage forcé

	Estimation (milliers)	Erreur-type (milliers)	Erreur-type relative (%)	Intervalle de confiance (milliers)	
				Limite inférieure	Limite supérieure
Monde	15 400	600	4,2	14 200	16 700
1. Afrique	5 800	280	4,7	5 300	6 400
2. Amériques	6 700	200	33,6	200	1 100
3. États arabes	200	30	19,5	100	200
4. Asie-Pacifique	8 400	500	5,7	7 500	9 400
5. Europe et Asie centrale	300	100	27,4	100	500

Il convient de noter qu'en général, plus l'estimation est grande, plus l'erreur-type relative est faible et plus la précision de l'estimation est importante. Inversement, plus l'estimation est de petite taille, plus l'erreur-type relative est élevée et plus la précision de l'estimation est faible. Cela se reflète dans les erreurs-types généralisées calculés en utilisant les valeurs du tableau 27 et figurant dans le tableau 29.

Tableau 29

Erreurs-types généralisées et intervalles de confiance

	Estimation (milliers)	Ecart-type (milliers)	Erreur-type relatif (%)	Intervalle de confiance	
				Limite inférieure	Limite supérieure
	50 000	6 200	12,3	37 900	62 100
	20 000	2 500	12,5	15 100	24 900
	10 000	1 300	12,9	7 500	12 500
	5 000	700	13,5	3 700	6 300
	2 000	300	15,4	1 400	2 600
	1 000	200	18,0	700	1 300
	500	100	22,3	300	700
	200	60	32,0	80	320
	100	40	43,6	20	180

Notes: La variance généralisée d'une estimation (y) est calculée en utilisant la relation approximative entre la variance d'une estimation et sa taille, exprimée par $var(y)/y^2 = b + a/y$, où les estimations des paramètres sont ici $a=17,5386722$ et $b=0,01479864$.

Ainsi, une estimation d'environ 10 000 000 a une erreur-type approximative de 1 300 000, et donc une erreur-type relative de 12,9 pour cent. De même, une estimation d'environ 1 000 000 a une erreur-type approximative de 200 000, et donc une erreur-type relative de 18,0 pour cent. Les petites estimations de l'ordre de 100 000 ont des erreurs-types relatives très élevées, de près de 45 pour cent. Le tableau peut être utilisé pour décider de la taille des estimations qu'il est possible d'envisager comme étant statistiquement significatives pour l'analyse. Pour les tailles d'estimations qui ne figurent pas dans le tableau, les erreurs-types approximatives peuvent être obtenues par une interpolation ou extrapolation des valeurs figurant dans le tableau.

Les erreurs-types généralisées s'appliquent en principe aussi bien aux estimations du flux qu'aux estimations du stock. Les estimations du stock sont obtenues en divisant les estimations du flux correspondantes par la durée moyenne du travail forcé, soit une valeur fixe sans variabilité. Même si les erreurs-types généralisées ne sont pas spécifiquement calculées dans ce but, elles peuvent aussi s'appliquer aux estimations de l'exploitation sexuelle commerciale forcée vu que celles-ci ont été calculées sur la base des enquêtes nationales, mais pas à celles du travail forcé imposé par l'État ni aux estimations impliquant cette catégorie de travail forcé. On considère que les cas de travail forcé imposé par l'État sont calculés de manière exhaustive et ne sont donc pas sujets à la variabilité de l'échantillon.

3. Données objectives sous-jacentes

Une autre évaluation des Estimations mondiales de 2016 de l'esclavage moderne fait référence au nombre de données objectives sur lesquelles elles sont fondées. Mis à part le travail forcé imposé par l'État, les estimations des diverses catégories ont été calculées sur la base de 3 060 observations d'échantillons identifiant des victimes adultes d'exploitation par le travail forcé et des victimes adultes et enfants du mariage forcé dans le cadre des

enquêtes de 2014 à 2016, et de 5 847 cas de traite des êtres humains enregistrés par l'OIM entre 2012 et 2016. Le total et les données ventilées sont présentés dans le tableau 30.

En revanche, l'application de la méthodologie de capture-recapture à l'estimation mondiale de l'OIT du travail forcé de 2012 a utilisé 5 491 cas signalés et validés de travail forcé. Un cas validé impliquait en moyenne environ 190 victimes. La médiane était de 64. Les données sur les victimes étaient disponibles sous forme de groupe et en tant que partie du cas. Il n'était donc pas possible de dissocier les éléments d'information des données.

Tableau 30

Nombre d'entrées utilisées dans les estimations mondiales de l'esclavage moderne

	Nombre d'entrées	Source
Exploitation par le travail forcé	6 899	
1. Adultes	(1 987)	Observations des enquêtes
2. Adultes	(4 232)	Cas enregistrés par l'OIM
3. Enfants	(680)	Cas enregistrés par l'OIM
Exploitation sexuelle commerciale forcée	935	
1. Adultes	(761)	Cas enregistrés par l'OIM
2. Enfants	(174)	Cas enregistrés par l'OIM
Mariage forcé	1 073	
1. Adultes	(739)	Observations des enquêtes
2. Enfants	(334)	Observations des enquêtes
Total	8 907	

Note: Les cas rapportés par l'OIM font référence aux victimes de traite des êtres humains enregistrées en 2010.

Futures orientations pour les mesures

Des améliorations sensibles ont été apportées au fil du temps à la mesure des divers types d'esclavage moderne. Les présentes estimations mondiales de l'esclavage moderne permettent d'appréhender une grande partie du spectre des abus liés à l'esclavage moderne et fournissent les meilleures données et informations actuellement disponibles sur l'ampleur et la répartition du travail forcé et du mariage forcé. Elles peuvent être utilisées en tant que référence pour mesurer les progrès futurs accomplis pour atteindre la cible 8.7 des ODD, même s'il est important de reconnaître qu'il s'agit d'une estimation prudente.

Il convient donc de poursuivre les améliorations et d'affiner les mesures de l'esclavage moderne. Plusieurs domaines d'amélioration ont été identifiés pendant la mise au point de l'estimation mondiale actuelle. Comme on l'a déjà mentionné dans le présent rapport, toutes les situations indiquées dans la cible 8.7 ne sont pas couvertes par les nouvelles estimations mondiales. Il est nécessaire d'améliorer la mesure du travail forcé des enfants en général, et en particulier des cas d'exploitation sexuelle, ainsi que de recrutement forcé et d'utilisation des enfants dans les groupes et les forces armées, qui sont exclus des estimations mondiales actuelles. En outre, même si de nombreux cas de traite de personnes pour le travail forcé sont couverts par les estimations mondiales actuelles, certaines autres catégories de traite ne le sont pas, et plus particulièrement lorsqu'elles n'impliquent pas de travail forcé⁴⁷.

Beaucoup d'informations ont été obtenues grâce aux enquêtes sur le travail des enfants, le travail forcé et l'esclavage moderne à ce jour, et l'élaboration des présentes estimations mondiales a également permis de tirer des enseignements et ont renforcé

le besoin de continuer à combler les lacunes, notamment dans les domaines suivants:

- exploration de différentes approches d'échantillonnage, afin de mieux mesurer certaines sous-populations, comme les enfants, les victimes d'exploitation sexuelle commerciale forcée et les victimes dans des contextes de conflit, entre autres;
- perfectionnement et développement des outils d'enquête existants pour mieux rendre compte des expériences de travail forcé et de mariage forcé;
- augmentation de la production de données dans toutes les régions et dans différents pays;
- atteinte d'une fiabilité suffisante des données pour pouvoir mesurer le changement au fil du temps; et
- mise au point de méthodes alternatives pour la mesure dans les pays où les enquêtes ne constituent pas une approche efficace, c'est-à-dire là où l'on escompte une prévalence inférieure, où les types d'esclavage moderne sont bien trop occultes ou dans les pays où l'accès aux populations pertinentes est problématique.

Les Estimations mondiales de l'esclavage moderne de 2016 sont le résultat d'une collaboration entre le Bureau international du Travail, la Walk Free Foundation et l'Organisation internationale pour les migrations. Afin de continuer à combler les manques de données et à améliorer les méthodologies, il est capital que cette collaboration et d'autres ,avec les gouvernements, les universités, les organisations internationales et les prestataires de services, se poursuivent et s'étoffent au fil du temps. Aucune organisation à elle seule n'est en mesure d'éliminer l'esclavage moderne. Ce n'est qu'en travaillant ensemble que nous pourrons continuer à acquérir des connaissances, à innover et à augmenter le nombre de données suffisamment rapidement pour avoir l'impact escompté sur l'élimination de l'esclavage moderne.

Annexes

Annexe 1: Pays et composition des régions

Région	Sous-région	Pays
Afrique	Afrique du Nord	Algérie
		Égypte
		Libye
		Maroc
		Sahara occidental
		Soudan
		Tunisie
	Afrique subsaharienne	Afrique du Sud
		Angola
		Bénin
		Botswana
		Burkina Faso
		Burundi
		Cabo Verde
		Cameroun
		Comores
		Congo
		Congo, République démocratique du
		Côte d'Ivoire
		Djibouti
		Érythrée
		Éthiopie
		Gabon
		Gambie
		Ghana
		Guinée
		Guinée équatoriale
		Guinée-Bissau
		Kenya

Région	Sous-région	Pays
Afrique	Afrique subsaharienne	Lesotho
		Libéria
		Madagascar
		Malawi
		Mali
		Maurice
		Mauritanie
		Mayotte
		Mozambique
		Namibie
		Niger
		Nigéria
		Ouganda
		République centrafricaine
		Réunion
		Rwanda
		Sainte-Hélène
		Sao Tomé-et-Principe
		Sénégal
		Seychelles
		Sierra Leone
		Somalie
		Soudan du Sud
		Swaziland
		Tanzanie, République-Unie de
		Tchad
		Togo
		Zambie
		Zimbabwe
Amériques	Amérique latine et Caraïbes	Anguilla
		Antigua-et-Barbuda
		Antilles néerlandaises
		Argentine
		Aruba
		Bahamas
		Barbade
		Belize

Région	Sous-région	Pays
Amériques	Amérique latine et Caraïbes	Bolivie, État plurinational de
		Brésil
		Chili
		Colombie
		Costa Rica
		Cuba
		Curaçao
		Dominique
		El Salvador
		Équateur
		Grenade
		Guadeloupe
		Guatemala
		Guyana
		Guyane française
		Haïti
		Honduras
		Îles Caïmans
		Îles Falkland (Malvinas)
		Îles Turques et Caïques
		Îles Vierges américaines
		Îles Vierges britanniques
		Jamaïque
		Martinique
		Mexique
		Montserrat
		Nicaragua
		Panama
		Paraguay
		Pérou
		Porto Rico
		République Dominicaine
		Sainte-Lucie
		Saint-Kitts-et-Nevis
		Saint-Martin (France)
		Saint-Martin (Pays-Bas)
		Saint-Vincent-et-les Grenadines
		Suriname

Région	Sous-région	Pays
Amériques	Amérique latine et Caraïbes	Trinité-et-Tobago
		Uruguay
		Venezuela, République bolivarienne du
	Amérique du Nord	Bermudes
		Canada
		États-Unis
		Groenland
		Saint-Pierre et Miquelon
États arabes	États arabes	Arabie Saoudite
		Bahreïn
		Cisjordanie et Bande de Gaza
		Émirats arabes unis
		Iraq
		Jordanie
		Koweït
		Liban
		Oman
		Qatar
		République arabe syrienne
		Yémen
Asie-Pacifique	Asie de l'Est	Chine
		Corée, République de
		Corée, République populaire démocratique de
		Hong Kong (Chine)
		Japon
		Macao (Chine)
		Mongolie
		Taiwan (Chine)
	Asie du Sud-Est et Pacifique	Australie
		Brunei Darussalam
		Cambodge
		Fidji
		Guam
		Îles Cook
		Îles Mariannes du Nord
		Îles Marshall
		Îles Salomon
		Indonésie

Région	Sous-région	Pays
Asie-Pacifique	Asie du Sud-Est et Pacifique	Kiribati
		Malaisie
		Micronésie, États fédérés de
		Myanmar
		Nauru
		Nioué
		Nouvelle-Calédonie
		Nouvelle-Zélande
		Palaos
		Papouasie-Nouvelle-Guinée
		Philippines
		Polynésie française
		République démocratique populaire lao
		Samoa
		Samoa américaines
		Singapour
		Thaïlande
		Timor-Leste
		Tonga
		Tuvalu
		Vanuatu
		Viet Nam
	Asie du Sud	Afghanistan
		Bangladesh
		Bhoutan
		Inde
		Iran, République islamique d'
		Maldives
		Népal
		Pakistan
		Sri Lanka
Europe et Asie centrale	Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	Albanie
		Allemagne
		Andorre
		Autriche
		Belgique
		Bosnie-Herzégovine
		Croatie

Région	Sous-région	Pays
Europe et Asie centrale	Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest	Danemark
		Espagne
		Estonie
		Finlande
		France
		Gibraltar
		Grèce
		Île de Man
		Îles Anglo-Normandes
		Îles Féroé
		Irlande
		Islande
		Italie
		Kosovo
		Lettonie
		Liechtenstein
		Lituanie
		Luxembourg
		Malte
		Monaco
		Monténégro
		Norvège
		Pays-Bas
		Portugal
		Royaume-Uni
		Saint-Marin
		Serbie
		Slovénie
		Suède
		Suisse
		ex-République yougoslave de Macédoine
	Europe de l'Est et Asie centrale	Bélarus
		Bulgarie
		Fédération de Russie
		Hongrie
		Moldova, République de
		Pologne
		République tchèque

Région	Sous-région	Pays
Europe et Asie centrale	Europe de l'Est et Asie centrale	Roumanie
		Slovaquie
		Ukraine
	Asie centrale et occidentale	Arménie
		Azerbaïdjan
		Chypre
		Géorgie
		Israël
		Kazakhstan
		Kirghizistan
		Ouzbékistan
		Tadjikistan
		Turkménistan
		Turquie

Annexe 2: Liste des pays de l'enquête

Pays	Taille de l'échantillon
Afghanistan	1 000
Afrique du Sud	1 000
Argentine	1 000
Arménie	1 000
Bangladesh	2 000
Bolivie	1 000
Botswana	1 000
Brésil	1 007
Cambodge	2 000
Cameroun	1 000
Chili	1 032
Colombie	1 000
Égypte	1 000
Éthiopie	1 004
Géorgie	1 000
Ghana	1 000
Guatemala	1 000
Haïti	504
Honduras	1 000
Hongrie	1 000
Inde	17 000
Indonésie	2 000
Jordanie	1 000
Lettonie	1 019
Liban	1 000
Malawi	1 000
Maroc	1 008
Mauritanie	1 000
Mexique	1 031
Mongolie	1 000
Myanmar	2 040
Népal	2 050
Nigeria	1 000
Ouganda	1 000
Pakistan	2 000
Philippines	1 000
Pologne	1 000
République dominicaine	1 000
République tchèque	1 000
Roumanie	1 001
Russie	2 000
Serbie	1 000

Pays	Taille de l'échantillon
Singapour	1 000
Sri Lanka	1 062
Thaïlande	2 000
Tunisie	1 000
Ukraine	1 000
Viet Nam	1 000
Total	71 758



Notes finales

1. BIT, WFF: *Estimations mondiales de l'esclavage moderne : Travail forcé et mariage forcé*. Genève, 2017.
2. BIT: *Estimations mondiales du travail des enfants: Résultats et tendances, 2012-2016*, Genève, 2017.
3. La Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations (CEACR) a fourni des orientations sur l'étendue de la définition du travail forcé, en insistant pour que celui-ci englobe la traite des personnes aux fins d'exploitation par le travail et d'exploitation sexuelle, tel que définie par le Protocole de Palerme visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Voir : Commission d'experts de l'OIT pour l'application des conventions et recommandations (CEARC): *Eradication du travail forcé: Etude d'ensemble relative à la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et à la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957*, (Genève, 2007), Rapport III (Partie IB), paragraphe 77.
4. Comme indiqué dans le *Rapport mondial sur la traite des personnes de 2016 de l'ONUDC (Publication des Nations Unies, n° de vente E.16.IV.6)*, «Le dénominateur commun de ces crimes est qu'ils sont tous des formes d'exploitation dans lesquelles une personne est sous le contrôle d'une autre» (page 16).
5. Convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé, 1930, Convention (n° 105) de l'OIT sur l'abolition du travail forcé, 1957; voir aussi Protocole de 2014 relatif à la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, et Recommandation (n° 203) sur le travail forcé (mesures complémentaires), 2014, Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 8.
6. Définies par la convention (n° 29) de l'OIT sur le travail forcé, 1930, et la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, des exceptions sont prévues pour le travail imposé par l'État dans des contextes particuliers tels que: le service militaire obligatoire, les obligations civiques normales, en conséquence d'une condamnation prononcée par une décision judiciaire (à condition que le travail ou le service concerné soit effectué sous la supervision et le contrôle d'une autorité publique et que la personne l'effectuant ne soit pas embauchée par des particuliers, des sociétés ou des associations privées ou mise à disposition de ces derniers), en cas d'urgence, ou pour de menus travaux communautaires effectués dans l'intérêt direct de la collectivité par les membres de celle-ci.
7. En 2006, le Secrétaire général des Nations Unies a déclaré qu'un «mariage forcé se contracte sans le consentement libre et non vicié d'une au moins des parties». *Etude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes*, Rapport du Secrétaire général, document de l'ONU A/61/122/Add.1.
8. Le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme relève que, «les femmes et les filles mariées de force ou avant l'âge nubile peuvent se trouver dans des situations qui relèvent des «définitions juridiques internationales de l'esclavage et des pratiques assimilables à l'esclavage» y compris le mariage servile, l'esclavage sexuel, la servitude des enfants, la traite des enfants et le travail forcé...», Assemblée générale des Nations Unies, Prévention et élimination des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, Rapport du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, A/HRC/26/22, 2 avril 2014. https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session26/Documents/A-HRC-26-22_fr.doc.
9. ONUDC, *Rapport mondial sur la traite des personnes de 2016* (Publication des Nations Unies, n° de vente E.16.IV.6).
10. Anti-Slavery International, 2013, *Out of the Shadows: Child Marriage and Slavery*, http://www.antislavery.org/wp-content/uploads/2017/01/child_marriage_final-1.pdf.
11. «Un mariage d'enfants est considéré comme une forme de mariage forcé car l'un des conjoints ou tous les deux n'ont pas exprimé leur consentement total et libre en connaissance de cause. Pour respecter les capacités évolutives de l'enfant et son autonomie dans la prise de décisions affectant sa vie, à titre exceptionnel, le mariage d'un enfant mature de moins de 18 ans et doté de toutes ses capacités peut être autorisé, à condition que l'enfant ait au moins 16 ans et que la décision soit prise par un juge pour des motifs légitimes exceptionnels définis par la loi et sur la base de preuves de la maturité de l'intéressé et non par soumission aux cultures et traditions». Recommandation générale conjointe n° 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et n° 18 du Comité des droits de l'enfant sur les pratiques préjudiciables, 4 novembre 2014, CEDAW/C/GC/31-CRC/C/GC/18, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N14/627/79/PDF/N1462779.pdf?OpenElement>.
12. On trouvera une explication détaillée des termes «stock» et «flux» dans la partie B.
13. BIT: *ILO global estimates on migrant workers: results and methodology*, Genève, 2015, http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---dcomm/documents/publication/wcms_436343.pdf.
14. Tel n'est pas le cas dans la base de données de l'OIM. Parmi les victimes de traite assistées par l'OIM, la part des victimes exploitées hors de leur pays de résidence est plus élevée pour l'exploitation par le travail (85 pour cent) que pour l'exploitation sexuelle (74 pour cent).
15. Le regroupement a été effectué selon la classification des revenus des pays de la Banque Mondiale. Voir <https://datahelpdesk.worldbank.org/knowledgebase/articles/906519-world-bank-country-and-lendinggroups>.

16. Défini comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré». Voir Organisation internationale du Travail, Convention (n° 29) sur l'abolition du travail forcé, 1930. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NO_RMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C029.
17. Les catégories présentées ici reflètent la classification à un chiffre des industries de la CITI (Rév. 4), hormis la mendicité et les activités illicites, qui ne sont pas comprises dans les activités économiques, mais qui constituent quand même un «secteur» dans lequel les personnes sont employées dans le travail forcé. https://unstats.un.org/unsd/publication/seriesm/seriesm_4rev4f.pdf.
18. Défini comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré». Voir Organisation internationale du Travail, Convention (n° 29) sur l'abolition du travail forcé, 1930. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NO_RMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C029.
19. Fonds des Nations Unies pour la population, 2012. *Marrying too young: End child marriage*. UNFPA, New York. <http://www.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/MarryingTooYoung.pdf>.
20. Par exemple, le mariage par enlèvement au Kazakhstan, les mariages forcés au Yémen, en Syrie, en Irak et au Liban entre autres; des cas de mariage forcé ont également été rapportés à travers l'Europe et il est à craindre que ceux-ci augmentent au cours des prochaines années compte tenu de l'afflux important de réfugiés provenant de pays où cette pratique culturelle est plus répandue. Voir Emma Psaila, Vanessa Leigh, Marilena Verbari, Sara Fiorentini et al., *Forced Marriage from a gender perspective*, (Parlement européen, 2016), pp. 60-68, consulté le 13/04/2016. [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/556926/IPOL_STU\(2016\)556926_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2016/556926/IPOL_STU(2016)556926_EN.pdf).
21. OIT, Convention (n° 29) sur l'abolition du travail forcé, 1930.
22. BIT: *Hard to see, harder to count. Survey guidelines to estimate forced labour of adults and children*, BIT, Genève, 2012.
23. Organisation internationale du Travail, *Résolution de l'OIT concernant les statistiques sur le travail des enfants*, Dix-huitième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, novembre-décembre 2008.
24. Il convient de mentionner que ces définitions différentes des adultes et des enfants peuvent entraîner un double comptage, dans la mesure où il pourrait y avoir de jeunes adultes victimes de travail forcé au cours des 5 dernières années qui ont aussi été victimes de travail forcé en tant qu'enfants dans un passé encore récent.
25. Les enquêtes de 2014 et 2015 ont été mises au point et financées par la Walk Free Foundation, les enquêtes de 2016 ont été révisées et financées par la Walk Free Foundation et le Bureau international du Travail.
26. Gallup, Inc., *Worldwide Research Methodology and Codebook*, 2008-2014, actualisé en juillet 2015.
27. Personnes qui ne se trouvent pas dans une institution (pénale, mentale ou autre) ni en service militaire actif.
28. Gallup, Inc. *Special Modules on Word Poll Surveys*, Projet Lincoln Questions (P1-P21), document de formation.
29. Défini comme «tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel ledit individu ne s'est pas offert de plein gré». Voir Organisation internationale du Travail, Convention (n° 29) sur l'abolition du travail forcé, 1930. http://www.ilo.org/dyn/normlex/en/f?p=NOR_MLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:C029.
30. Défini comme une pratique analogue à l'esclavage, quand une personne est donnée ou promise en mariage «sans qu'elle ait le droit de refuser». Voir Organisation des Nations Unies, Haut-Commissariat aux droits de l'homme, 1956, Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage. <http://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/SupplementaryConventionAbolitionOfSlavery.aspx>.
31. OIT, Walk Free Foundation et Gallup, Inc., *Special Modules on World Poll Surveys. Project Lincoln Questions*, Gallup, Inc., 2016.
32. Sudman, Seymour et Norman M. Bradburn, «Effects of Time and Memory Factors on Response in Surveys», *Journal of the American Statistical Association*, décembre 1973, Vol. 68, n° 344, pp. 805-815.
33. Sikkil, Dirk, «Models for Memory Effects», *Journal of the American Statistical Association*, décembre 1985, Vol. 80, n° 392, pp. 835-841.
34. Verma, Vijay, *Sampling elusive populations: Applications to studies of child labour*, Département de statistique de l'OIT et Programme international pour l'abolition du travail des enfants, Genève, 2013, chapitre 7. Multiplicity Sampling, pp. 327-356.
35. Les auteurs remercient Vijay Verma pour la formulation du choix du paramètre α dans la combinaison des pondérations des réponses directes et des réponses par personne interposée.
36. Division de la population des Nations Unies, *Perspectives démographiques mondiales: Révision 2015*, Fichiers POP/DB/WPP/Rev.2015/INT/F03-2 et F03-3 variante moyenne de fécondité, 2015-2100, juillet 2015.
37. Walk Free Foundation, *Global Slavery Index 2016: Detailed Methodology*. <http://www.globallslaveryindex.org/methodology>.
38. Le modèle logit à utiliser nécessitait des données sur l'âge au début de l'exploitation et sur le type d'exploitation.
39. Département de statistique de l'OIT, «ILO Regional Groupings: Improving Consistency, Transparency and Visibility: A proposal», OIT, Genève, juillet 2015. Fichier Excel «Regional Groupings – Country Composition – single print.xlsx».
40. Le fichier STATA créé pour estimer l'exploitation sexuelle intègre un paramètre supplémentaire qui représente un éventuel degré de double comptage lorsque certains des refus dans les enquêtes nationales étaient en fait liés à l'exploitation sexuelle.
41. Ou autres sources validées pour les États non membres de l'OIT.

42. La Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, la traite des esclaves et les institutions et pratiques analogues à l'esclavage de 1956 définit, dans l'article 1(c), le mariage servile comme une «pratique assimilable à l'esclavage» de la manière suivante: «Toute institution ou pratique en vertu de laquelle: i) Une femme est, sans qu'elle ait le droit de refuser, promise ou donnée en mariage moyennant une contrepartie en espèces ou en nature versée à ses parents, à son tuteur, à sa famille ou à toute autre personne ou tout autre groupe de personnes; ii) Le mari d'une femme, la famille ou le clan de celui-ci ont le droit de la céder à un tiers, à titre onéreux ou autrement; iii) La femme peut, à la mort de son mari, être transmise par succession à une autre personne». Voir aussi Pacte international relatif aux droits civils et politiques, article 8 et Résolution A/RES/71/175 adoptée par l'Assemblée générale le 19 décembre 2016, 71/175. Mariages d'enfants, mariages précoces et mariages forcés.
43. Voir: Recommandation générale/observation générale conjointe n° 31 du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et n° 18 du Comité des droits de l'enfant sur les pratiques préjudiciables, CEDAW/C/GC/31-CRC/C/GC/18, <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N14/627/79/PDF/N1462779.pdf?OpenElement>.
44. OIT, Walk Free Foundation et Gallup, Inc., *Special Modules on World Poll Surveys*. Project Lincoln Questions, Gallup, Inc., 2016.
45. Si l'on considère les épisodes de travail forcé à tout moment dans le passé, le nombre de pays d'exploitation identifiés est de 91.
46. L'exigence d'au moins deux pays par sous-région devait permettre de calculer les variances d'échantillonnage des estimations résultantes.
47. L'OIT et de l'ONUDC travaillent actuellement à l'élaboration d'un cadre de mesure conjoint et d'outils d'enquête destinés à mesurer la traite à des fins de travail forcé, qui permettront de disposer de meilleures données sur la question.



CONJUGUER LES EFFORTS
AU NIVEAU MONDIAL AFIN
D'ÉRADIQUER LE TRAVAIL FORCÉ,
L'ESCLAVAGE MODERNE,
LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS
ET LE TRAVAIL DES ENFANTS

www.Alliance87.org

 @Alliance8_7

#Achieve87